

Correspondance 2-3 Internationale

Revue mensuelle

Première année

Novembre — Décembre 1980

L'ordre ne règne pas à Varsovie

La Pologne continue à occuper le centre des événements mondiaux. Comme c'était à prévoir, la bureaucratie essaie de vider de leur contenu les accords qu'elle a été obligée de signer sous la pression irréversible des grèves. Mais huit millions de travailleurs affiliés en peu de jours aux nouveaux syndicats indépendants, une grève générale d'une heure suivie massivement dans tout le pays, sont des faits, parmi d'autres, qui montrent la volonté des masses d'aller de l'avant. Dans ce numéro de *Correspondance Internationale*, vous trouverez huit articles sur le cours vertigineux des événements, le rôle de l'Eglise, les débats ouverts dans les nouveaux syndicats contre la politique de Walesa, la formation des syndicats étudiants et d'autres aspects de la situation explosive toujours ouverte en Pologne. (Voir pages 4, 5 et 6)

Le Guatemala est un fusil



Le mois dernier, des Etats-Unis où il s'était réfugié pour échapper aux para-militaires de Romeo Lucas, l'un des plus grands dirigeants de la démocratie chrétienne guatémalteque déclarait à la presse internationale: "Le pays se dirige rapidement vers une guerre civile". De fait, la situation politique au Guatemala contient aujourd'hui tous les éléments que l'on trouve au Salvador: une dictature militaire de l'oligarchie en crise de domination totale et un mouvement de guérilla qui possède une grande expérience, qui se renforce de jour en jour en approfondissant son implantation et son expérience, tant politique que militaire. De larges secteurs de paysans s'intègrent dans les rangs du mouvement guérilliste et le Guatemala devient un nouveau champ de bataille de la révolution en Amérique centrale. Et c'est précisément cela qui représente la plus grande préoccupation du dirigeant démocrate-chrétien: le Guatemala suit les traces du Salvador dans le processus ouvert par la chute de Somoza au Nicaragua. (Voir informations et reportages en pages 9, 10 et 11)

Iran contre Irak

Une guerre qui n'a pas été éclair

Après deux mois de guerre, ce qui devait être la "guerre-éclair" de Bagdad contre Téhéran s'est enlisé dans le triangle pétrolier formé par les villes de Khorramshahr, Abadan et Ahvaz dans la province du Khouzistan. La guerre sainte de Saddam Hussein contre l'ayatollah Khomeini n'a pu conquérir aucun objectif important. Evidemment, il ne s'agit ni d'un problème d'armement ni de supériorité militaire d'aucun des deux camps. L'objectif réel de l'agression irakienne n'est pas la personne, ni son gouvernement, de Khomeini mais la révolution iranienne, et cette révolution prolétarienne s'est levée pour faire front à l'attaque. L'enlèvement actuel rappelle celui des troupes de l'impérialisme au Vietnam, mais le résultat est encore imprévisible.

En même temps, le cours de la guerre a produit des phénomènes curieux au niveau international. Au début, l'Irak était "seul face au monde entier" tandis que l'Irak jouissait du soutien explicite de ses "frères arabes" (les régimes bourgeois de la région) et de l'impérialisme et de l'Union Soviétique. Maintenant, certains régimes locaux ont pris leurs distances vis-à-vis d'Hussein et tandis que l'impérialisme négocie le retour de ses otages contre une aide militaire au gouvernement et à l'armée de l'ayatollah, l'aspiration de l'Irak à devenir le nouveau gendarme de la région s'est affaiblie considérablement jusqu'à disparaître presque totalement. (Voir pages 2 et 3.)



Les présidentielles
au Portugal

Un ouvrier contre cinq généraux

Après son avancée dans les législatives d'octobre, la coalition POUS-PST présente aux présidentielles le seul candidat civil et ouvrier qui s'oppose aux généraux Soares Carneiro, Eanes et d'autres militaires qui aspirent au poste de président. Pendant ce temps, les mauvais résultats d'octobre et surtout la résistance de la base à voter pour le général Eanes ont entraîné une crise du Parti Socialiste et l'éloignement momentané de Mario Soares de sa direction. (Voir pages 19 et 20)

Nicaragua

De nouvelles barricades à Bluefields

La nouvelle a fait l'effet d'une bombe dans les quotidiens du monde entier: dans la région éloignée de Bluefields, sur la côte atlantique, la population a cessé le travail et manifesté dans les rues contre la présence des Cubains dans le pays. Le Gouvernement de Reconstruction Nationale a immédiatement adopté un train de mesures visant à contenir le mouvement, et c'est jusqu'à *La Prensa*, propriété de la famille Chamorro, qui a été censurée à l'intérieur du nouveau code nicaraguayen de l'information. La confusion était générale: comment des manifestations de ce genre pouvaient-elles bien avoir lieu, dirigées par la droite, d'après ce qu'en ont dit les sandinistes, à peine un an après la victoire remportée sur Somoza? Pour répondre à ces questions, nous avons eu un entretien avec un combattant de la Brigade Simon Bolivar, qui a lutté dans la région au cours de l'insurrection contre Somoza, et qui aujourd'hui analyse les nouvelles barricades qui ont surgi à Bluefields.

Carter-Reagan

Les mille blessures de l'empire

par Daniel Acosta

Quand ce numéro de *Correspondance Internationale* sera entre les mains de nos lecteurs, les résultats des élections aux Etats-Unis seront connus. Ces élections ont eu lieu au moment où l'impérialisme américain souffre de ce qu'un éminent économiste appelle "une mort par mille blessures". L'expression est particulièrement judicieuse: les indices d'inflation et de chômage sont les plus élevés de cet après-guerre et augmentent encore. A cela s'ajoutent les assauts d'un mouvement de masses qui monte contre l'impérialisme, du Mpyen-Orient jusqu'à sa porte en Amérique latine; et ce processus, d'après tous les symptômes, tend à s'approfondir. Voilà donc le tableau de la situation que doit affronter le prochain président. (Voir nos analyses en pages 14 et 15.)

Iran versus Irak

Une guerre qui n'a pas été éclair

par Gamal ben Malak

"Nous lutterons jusqu'à la mort... Nous sommes prêts à défendre la ville jusqu'à notre dernière goutte de sang... Nous nous accrocherons à cette terre avec nos ongles".

Ces phrases — recueillies sur le terrain par les journalistes du Monde — démontrent mieux que n'importe quelle analyse pourquoi la Blitzkrieg (guerre-éclair) de Bagdad, au compte de ses maîtres impérialistes contre la révolution iranienne, n'en a pas été une. Au contraire: commencée le 27 septembre dernier, l'invasion est actuellement dans un état d'enlisement. Les unités motorisées de l'armée irakienne qui sont intervenues brutalement à Chatt al Arab pour prendre le port de Khorramchar et sur le fleuve Kuran vers Abadan, piétinent, sans avoir encore atteint un objectif important.

Les dommages ont été importants des deux côtés. Avec les bombardements qu'elle a subi, on calcule que la raffinerie d'Abadan nécessitera plusieurs mois et peut-être même un an pour retrouver son plein fonctionnement. De son côté, l'Irak a dû interrompre le flux de pétrole de ses oléoducs vers la Méditerranée et la capitale a souffert de bombardements intenses.

Nouveaux réalignements

Pendant ce temps, au niveau international, l'enlisement de la guerre a produit une série de phénomènes curieux. Au tout début de l'invasion, l'Iran était de fait "seul contre le monde entier". Les USA et l'URSS se proclamaient "neutres", le Conseil de sécurité des Nations Unies appelait à un cessez-le-feu, sans parler d'agression ni exiger de l'Irak qu'il retire ses troupes, et les déclarations des autres Etats de la région s'accumulaient, en faveur de la "guerre sainte" de "nos frères arabes" contre les Perses.

Un mois après, on dirait que cette guerre n'est plus "sainte". Selon des rumeurs (The Economist, 10-10-80), la Turquie aurait envoyé plusieurs équipes d'entretien et des pièces de rechange pour aider les forces aériennes iraniennes, et même Israël ("le grand Satan" lui-même) aurait envoyé de l'aide. En même temps, l'ambassadeur soviétique à Téhéran a multiplié ses rencontres amicales avec le président Sadr; et quand le président Carter a qualifié l'Irak d'"agresseur", les Iraniens ont répondu par des déclarations qui font penser que la libération des otages devient plus proche que jamais.

Mais l'objectif ne change pas

Dès le début de la guerre nous avons soutenu — et nous le réaffirmons encore — que l'objectif de l'invasion irakienne est de donner un coup mortel à l'Iran, au peuple du Moyen-Orient le plus avancé dans la révolution. Dans ce sens, il y a des similitudes avec la guerre du Vietnam. Et un autre caractère semblable commence à naître: la première attaque violente a été défaite par la montée révolutionnaire des masses iraniennes. Il reste à savoir si, comme au Vietnam, cette agression impérialiste sera écrasée.

C'est ainsi que l'impérialisme doit redéfinir sa politique. Avant de subir une nouvelle défaite due au tournant qu'ont pris les événements, il essaie de négocier. Et la direction bourgeoise Khomeini-Bani Sadr y paraît disposée.

L'art de la guerre

La revue The Economist du 17-10-80 consacre une brève note à démontrer comment les forces irakiennes ont violé sept des huit "principes de la guerre" du théoricien militaire, le général J.F.C. Fuller. Ils n'ont respecté — et partiellement que l'un d'eux: celui d'attaquer par surprise. Voici les autres, avec nos commentaires:

"1- Maintenir l'objectif. Dès le début — et encore maintenant après trois semaines — il est encore difficile de déterminer quel est l'objectif principal des Irakiens". Il est fait référence à l'objectif militaire qui pose les variantes possibles: prendre toute la province pétrolière du Khouzistan; prendre les villes principales; isoler la région du reste du pays; ou simplement arrêter la production de pétrole, sans prendre aucun territoire. The Economist ajoute: "A différents moments, les Irakiens ont essayé d'atteindre ces objectifs, sans jamais les avoir atteints."

Le journaliste de The Economist ne dit pas pourquoi. Nous, modestement, nous nous aventurons à dire: les masses l'en ont empêché.

"2, 3 et 4- Action offensive, concentration et économie des forces..." Le journaliste ajoute que les Irakiens n'ont pas réussi à concentrer leurs forces dans un seul secteur, et conclut: "Evidemment, ils ont sous-estimé les forces et le moral combattant des Iraniens (et pour être juste, tout le monde l'a fait)..." Rien à ajouter, nous sommes totalement d'accord.

"5- Collaboration. Les Irakiens n'ont pas intégré d'une manière cohérente leurs forces aériennes dans la bataille. Le pauvre fantassin irakien doit se demander: 1° Mais où diable est passée la force aérienne? La réponse c'est qu'elle est dispersée dans une demi-douzaine de pays voisins".

Partant du fait que les Irakiens ne sont pas stupides et qu'ils n'ont pas non plus envie de perdre la guerre, nous avançons l'hypothèse qu'avec les nouveaux réalignements autour du conflit (voir article ci-contre), les appareils ont eu peut-être des difficultés à décoller.

"6 et 7- Sécurité et mobilité. Beaucoup de positions iraniennes qui sont apparemment attaquées, bombardées et même prises un jour, sont abandonnées le jour suivant, peut-être parce que les Irakiens appliquent trop à la légère la tactique d'encercler les places fortes et passer à l'objectif suivant."

Peut-être, mais peut-être aussi — et cela revient au même — parce que la "force et le moral combattant" du peuple iranien les obligent à abandonner leurs objectifs.

La conclusion du correspondant de The Economist: "Il semblerait que les Irakiens ont réussi à avancer, non sur le terrain mais vers le précipice."

La nôtre: le peuple vietnamien a vaincu l'armée américaine, le peuple iranien a vaincu celle du Chah, le peuple nicaraguayen celle de Somoza. L'issue du conflit irakiro-iranien est encore incertaine, mais si l'armée irakienne perd du terrain, c'est parce qu'elle s'affronte à une révolution ouvrière et populaire.

Gamal ben Malak



pays, loin de se démembrer, est plus uni qu'avant. Le président Saddam Hussein lutte fondamentalement pour renverser le régime de l'ayatollah Khomeini et l'ayatollah Khomeini lutte principalement pour survivre; mais à mesure qu'avance la guerre, les Iraniens commencent à compter sur le renversement de Saddam Hussein."

Pourquoi l'offensive s'est-elle arrêtée?

Tous les observateurs se posent la question: comment est-il possible que l'Irak n'ait pas pu écraser en quelques jours l'armée iranienne, affaiblie par la purge de la caste des officiers formés sous le Chah et semi-paralysée par le manque de fournitures du bloc des pays impérialistes, principalement des USA? De plus, au début il ne fait aucun doute que l'Irak comptait avec l'appui direct des pays arabes et avec la "neutralité" bienveillante des Etats-Unis et de l'Union Soviétique, celle-ci étant ces dernières années son principal fournisseur d'armes. Il est vrai que cette situation a changé dernièrement, mais seulement après l'enlisement de l'offensive irakienne.

Par ailleurs, au début et jusqu'à récemment, l'Iran ne recevait pas d'armes de l'étranger; même aujourd'hui, ce sont seulement des "runieus non confirmées" qui affirment que cela a changé. De plus, tous les observateurs et spécialistes militaires soutiennent que la puissance de feu de Bagdad est bien supérieure à celle de l'Iran.

On parle beaucoup de "l'inefficacité" de l'armée irakienne. C'est évidemment un facteur à prendre en compte. Mais nous ne voyons pas comment les Iraniens peuvent développer une "efficacité" plus grande, dans ces circonstances. Non, la clé du problème doit être ailleurs.

La révolution se défend

Dans notre édition antérieure, nous citons une résolution du shora (conseil) des métallos d'Isfahan: "Si la mobilisation révolutionnaire s'arrête et si la situation ne change pas, nous serons des esclaves dans les serres de l'impérialisme." (Intercontinental Press du 16-06-80). A notre avis, la clé de la résistance iranienne est dans la volonté de ne pas être des "esclaves dans les serres de l'impérialisme". Pour le prouver, il suffit de lire quelques uns des témoignages recueillis sur le terrain par les journalistes.

"Les officiers militaires irakiens, l'aspect fatigué et ayant perdu l'espoir de la semaine antérieure d'obtenir une victoire ra-

pide, parlent de l'efficacité de la puissance de feu iranienne et de la résolution presque suicidaire des Gardes de la Révolution iraniens de lutter jusqu'à la mort plutôt que de se rendre."

"Ces Gardes de la Révolution, tout simplement, ne s'arrêtent pas, disait un officier de haut rang irakien" (Washington Post du 4-10-80).

Le correspondant Eric Rouleau, après avoir parcouru le front brosse le tableau suivant: "Les défenseurs de Khorramchahr étonnent par leur esprit d'abnégation. Ils sont privés, depuis 15 jours, d'électricité et d'eau. Des camions-citernes, venant d'Ahwaz les ravitaillent avec parcimonie. Les denrées alimentaires se raréfient. La ville est soumise au pilonnage quasi permanent de l'artillerie irakienne, installée à quelques kilomètres. (...) Les portes et les fenêtres de l'hôpital Mas-sadegh ont volé en éclats, mais les médecins et les infirmières, qui ont survécu aux bombardements, continuent à assurer leur service dans des conditions très précaires. (...) La rue Kochtargah (le boucher) à Khorramchahr mérite son nom. Particulièrement meurtrière, elle constitue la ligne de démarcation qui sépare la ville des faubourgs occupés par les Irakiens. Des francs-tireurs embusqués, munis d'armes légères, souvent de fusils américains datant de la seconde guerre mondiale, ripostent tant bien que mal aux fantassins de Bagdad équipés de matériel sophistiqué, que l'on aperçoit épisodiquement au coin des rues perpendiculaires à celle de Kochtargah." (Le Monde du 26-10-80).

Un paysan interviewé par Rouleau (Le Monde du 14-10-80) exprimait le sentiment général de la population en affirmant: "nous nous accrocherons à ce sol avec nos ongles. Ils peuvent tout détruire, nous dormirons sous des tentes, puis nous reviendrons, puis nous reconstruirons tout comme au Vietnam..."

La comparaison avec le Vietnam, comme le dit justement Rouleau, est très pertinente. Il s'agit

d'une armée d'invasion enlisée par la résistance d'un peuple armé (mal armé en réalité). Actuellement, on ne sait pas qui sera vainqueur. Il est possible qu'intervienne un règlement négocié, "sans vainqueurs ni vaincus". Mais, comme le signale l'éditorial déjà cité de The Economist: "Quelque soit le résultat de la guerre, les Irakiens auraient hérité s'ils avaient été capables de prévoir combien cela va leur être difficile et coûteux."

Qassidieh ou Mékong?

Selon Le Monde du 19-10-80, le président Saddam Hussein est présenté par ses disciples comme "l'héritier du grand Saladin", l'armée combattante étant elle-même baptisée la "force Saladin". Par ailleurs, selon les mêmes sources, pour les cercles dirigeants arabes, cette bataille est devenue "le Qassidieh de Saddam".

Il faut rappeler que Saladin (mort en 1193) a été l'un des généraux les plus brillants de l'histoire: après avoir construit un grand empire, il a écrasé la troisième Croisade, celle de Philippe-Auguste II de France et Richard Cœur de Lion.

Dans la bataille de Qassidieh (an 15 de l'Hégire, 637 de notre ère) les disciples de Mahomet ont défait les Sassanides (Perses), disciples de Zarathoustra et les ont gagnés à leur foi. Mais au train qu'ont les choses, il nous semble que Saddam Hussein ne doit pas être comparé à Saladin, ni sa guerre à celle de Qassidieh, il serait plus juste, pour parler d'eux, du général Westmoreland et du delta du Mékong.

G.M.

"Bagdad s'est éloignée de l'U.R.S.S."

"Depuis le renversement du Chah, Bagdad a pris ses distances par rapport à l'URSS et s'est rapprochée de l'Arabie saoudite et des Etats du Golfe." (déclaration du Secréariat Unifié du 3-10-80, dans Inprecor du 14-10-80).

Nous transcrivons cette phrase du SU, non pour l'importance qu'elle pourrait avoir en soi (dans le contexte de tout le document c'est un lieu commun sans signification), mais parce que, dans un texte d'une page et un tiers, c'est la seule et unique mention faite à l'Union Soviétique.

Dès le début du conflit irano-irakien, nous attendions la position des camarades du Secréariat Unifié. Certes, nous avions lu les divers articles dans Inprecor et dans Intercontinental Press, mais ils étaient tous signés et donc "n'engageant que la responsabilité de leurs auteurs."

Justement, en lisant ces articles, nous avions vu avec plaisir une certaine convergence dans les positions respectives du Secréariat Unifié et du Comité Paritaire: par delà telle ou telle nuance, tous les deux caractérisaient le conflit comme un acte d'agression contre-révolutionnaire et pro-impérialiste du régime de Bagdad contre la révolution iranienne. Tous deux arrivaient à la conclusion que les trotskystes avaient le devoir de soutenir inconditionnellement l'Iran.

Mais quelque chose nous inquiétait: le peu de référence au rôle de la bureaucratie soviétique dans la région. Par contre nous, nous le signalions. Dès l'invasion de l'Afghanistan — dont nous dénoncions le caractère contre-révolutionnaire, nous disions que l'impérialisme américain bénéficiait d'un prétexte magnifique pour intervenir dans la région. Nous montrions aussi comment les déclarations de "neutralité" de la hiérarchie soviétique signifiaient, dans les faits, laisser la voie libre à Carter, ce qui a été démontré par l'absence de réaction russe à l'envoi d'avions-radar américains à l'Arabie saoudite, et à la concentration de porte-avions dans le Golfe.

Même plus, nous sommes convaincus, sur la base des informations disponibles, qu'il existe un accord contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et la bureaucratie pour écraser la révolution au Moyen-Orient.

Qu'en pensent les camarades du SU? Sont-ils d'accord avec cette position ou pensent-ils que l'URSS joue un rôle révolutionnaire (comme dans le cas de l'Afghanistan) d'après le Socialist Workers Party?

Nous ne voulons pas, loin de là, insinuer que le silence des camarades du SU est un "silence complice" ou une "approbation honteuse" du rôle de l'URSS. Mais, camarades, la présence de l'URSS est un fait d'une importance-clé, et vous ne pouvez pas continuer à l'ignorer.

Gamal ben Malak



Déclaration du Comité Paritaire

Halte à l'agression pro-impérialiste et contre-révolutionnaire de l'Irak contre l'Iran!

Après des mois de provocations armées, le gouvernement d'Irak a lancé des opérations militaires à une vaste échelle contre l'Iran.

Aussitôt que la guerre a éclaté, la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme mondial ont proclamé leur "neutralité". En réalité, la bureaucratie du Kremlin, qui avait fourni des armes aux troupes irakiennes, a accéléré la livraison de munitions, avions, tanks et autres fournitures militaires à la dictature de Saddam Hussein.

Les USA, pour leur part, ont prévenu le gouvernement israélien, trois jours avant l'offensive irakienne, que Bagdad allait se servir des aéroports jordaniens.

L'agression de l'Irak cherche fondamentalement à garantir les intérêts de l'impérialisme dans la zone, à contenir l'influence de la révolution iranienne, et, en dernière analyse, à contribuer à la défaite de la révolution en cours. Les différents gouvernements impérialistes agissent d'un commun accord pour renforcer l'Irak sur le terrain diplomatique et militaire, ainsi que pour défendre ses intérêts dans le Golfe. La bureaucratie du Kremlin soutient l'agression parce qu'elle sert son dessein d'imposer le *statu quo* dans la zone.

La guerre entre l'Irak et l'Iran faisait éclater un autre mythe, celui de la soi-disante "nation arabe". L'Arabie Saoudite a pris une part active dans l'agression irakienne, ainsi que le gouvernement Sadate et Hussein de Jordanie.

Tandis que la Syrie se réfugie dans le camp des "médiateurs", en compagnie d'Arafat, Zia et Fidel Castro. Et la minorité arabe du Khuzistan, bien qu'ayant subi les effets de l'oppression nationale imposée par Khomeini, a pris sa place pour défendre la révolution iranienne contre les opérations militaires déclenchées au compte de l'impérialisme par l'Irak.

Les "accords de paix" de 1975

Les arguments utilisés par l'Irak pour "justifier" son attaque contre l'Iran, sont la récupération du Chatt el Arab et la restitution des trois petites îles (Petit Tomb, Grand Tomb, Abou Moussa) qui commandent le détroit d'Ormuz. Pourtant, c'est le même gouvernement du Baas irakien qui a établi d'un commun accord avec le Chah d'Iran les frontières sur le fleuve de Chatt el Arab. En fait, l'accord contre-révolutionnaire de 1975 permettait aux deux gouvernements d'étrangler la guerre de libération du peuple kurde en Irak et les contre-parties n'avaient pas d'importance majeure pour aucun des régimes. Mais la révolution iranienne est venue bouleverser tout le fragile équilibre. Le Chah balayé, l'Etat bourgeois a été démantelé. Les minorités nationales ont repris la lutte pour leurs droits nationaux, les Kurdes étant à l'avant-garde de ce combat.

Tout à l'heure, toute la région a été embrasée par la vague révolutionnaire que Khomeini et Bani Sadr étaient incapables de faire refluer.

Aussi bien du point de vue de l'impérialisme mondial, dont le chef de file est l'impérialisme US, que du point de vue de la bureaucratie du Kremlin, en défense de leur

alliance contre-révolutionnaire, il fallait mettre en place un dispositif contre-révolutionnaire.

Après l'échec de la tentative de libération des otages américains, après l'incapacité manifeste de la bureaucratie du Kremlin à stabiliser l'Afghanistan, après l'échec de Khomeini et de Bani Sadr à liquider les peuples kurdes de l'Azerbaïdjan, à liquider les *shoras* et à reconstruire l'Etat bourgeois, après le coup d'Etat militaire en Turquie, la guerre contre-révolutionnaire de l'Irak contre l'Iran représente une tentative pour infliger à la révolution iranienne une défaite majeure, afin de tenter que la contagion révolutionnaire ne puisse embraser toute la région où la domination des faibles Etats est profondément déstabilisée. Mais d'ores et déjà, cette tentative commence à se briser devant la résistance des masses.

Le peuple arabe du Khuzistan, dans les villes d'Ahwaz, Khorramchar, résiste les armes à la main contre l'invasisseur irakien. Le peuple du Khuzistan a su de quel côté se trouve la défense de ses conquêtes et de ses droits nationaux.

Les combattants kurdes ont exigé des armes pour résister aux tentatives de Saddam Hussein.

L'Express, revue française, dans son édition du 4 octobre affirme: "Seules quelques unités isolées et des bandes de gardiens de la révolution avaient bloqué l'avance des irakiens." Signalant que c'est la population qui a empêché une victoire initiale des troupes irakiennes, tandis que dans tout le pays les milices populaires s'organisent pour la résistance armée.

Jusqu'à maintenant, la guerre a un caractère limité et circonscrit, les opérations militaires semblent être contrées des deux côtés, mais cependant cette situation peut avoir des développements imprévisibles. Pour les gouvernements de Saddam Hussein et de Bani Sadr, comme pour l'impérialisme et la bureaucratie, une prolongation et une généralisation de la guerre entraînent des risques de soulèvement des masses.

Le Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVème Internationale est inconditionnellement du côté de la révolution iranienne, du côté des masses qui, en résistant à l'agression pro-impérialiste, ouvrent la voie à l'éclatement de la révolution en Irak même, c'est ainsi que peut être préservée la révolution iranienne elle-même.

La défaite de l'Irak amènera l'effondrement de la dictature sanglante de Saddam Hussein et affaiblira du même coup le régime bourgeois de Khomeini-Bani Sadr.

C'est en fonction de cela que le Comité Paritaire prend position.

- Halte à l'agression pro-impérialiste et contre-révolutionnaire contre l'Iran!
- Retrait des troupes irakiennes d'Iran!
- Impérialisme hors du Golfe!
- Pas une arme pour l'Irak!
- Défense de la révolution iranienne!

Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVème Internationale

le 6 octobre 1980



Prisonniers iraniens l'Irak n'a pas continué à connaître les succès des premiers jours

Les "neutres"

Les Etats-Unis comme l'URSS se déclaraient neutres dans le conflit. La "neutralité" américaine serait confirmée par son aide initiale à l'Irak. La "neutralité" soviétique consistait selon les accords passés à livrer des armes à l'Irak tandis que l'ambassadeur russe à Téhéran faisait de tièdes déclarations de sympathie envers l'Iran. Sympathie pour l'Iran et armes pour l'Irak, telle était l'attitude de la bureaucratie.

Quand l'Irak a démontré qu'il ne pouvait pas obtenir une victoire fulgurante, sont apparus de nouveaux alignements et réalignements.

Le général israélien Moshe Dayan, ex-ministre de la Défense et étroitement lié à Washington, déclarait le 1er octobre à l'AFP qu'il ne pensait pas que l'Iran puisse gagner la guerre sans l'aide des Etats-Unis. L'aide serait en fournitures et en pièces de rechange et même en techniciens d'entretien, presque tous d'origine américaine.

Dayan a affirmé de plus que l'Irak recevait des fournitures militaires de l'URSS, tandis que la France continuait à remplir ses accords militaires en vigueur avec l'Irak.

Le général qui a dirigé la guerre des Six Jours en 1967, a conseillé aux Etats-Unis d'oublier le passé et, une fois résolue la question des otages, d'aider l'Iran.

Sinon, "tous les pays, l'Afghanistan, l'Irak, l'Iran et même la Syrie, resteront sous le contrôle et l'influence de l'URSS".

Pour clarifier encore plus, Dayan a affirmé que l'aide américaine ne signifierait pas nécessairement la mise à l'écart formelle de Khomeini, car "une formule peut être trouvée pour maintenir Khomeini au pouvoir avec les militaires qui exerceraient la véritable direction du pays, ainsi les relations avec les Etats-Unis pourraient être résolues".

Il est donc évident que l'impérialisme est déjà en train de s'adapter à la nouvelle situation. Puisqu'il a été impossible de frapper un grand coup contre la révolution, il faut tenter de négocier avec la direction bourgeoise du processus. Et le soutien initial de la guerre-éclair s'est peu à peu

transformé en une proposition de négociation avec l'Iran. C'est une autre manière d'étouffer la révolution.

Une dépêche de l'AFP du 20 octobre reproduit des déclarations du président Jimmy Carter qui confirment les hypothèses de Dayan. Dans un discours électoral à Youngstown dans l'Ohio, Carter a déclaré que "les Etats-Unis étaient disposés à renouveler les relations diplomatiques avec l'Iran dès que ce pays libérerait les otages détenus depuis novembre 1979".

En affirmant que les "Etats-Unis avaient intérêt à ce qu'un pays comme l'Iran soit indépendant, puissant et vive en paix", le président américain a réouvert la porte aux négociations avec le gouvernement de Téhéran et fait comprendre qu'il lui prêterait une aide militaire. Il a oublié de dire que si l'Iran n'est ni puissant, ni indépendant, ni en paix, c'est parce que les Etats-Unis, qui ont toujours dominé, ne l'ont jamais permis.

Trente cinq jours après le déclenchement de la guerre, les Etats-Unis "ont découvert" que l'Iran avait été envahi par l'Irak, quand le secrétaire d'Etat Edmund Muskie a déclaré à l'Associated Press que "l'intégrité territoriale de l'Iran était menacée par l'invasion irakienne" (El Tiempo, Bogotá, du 20-10-80).

En même temps, dans une conférence de presse aux Nations Unies, le premier ministre iranien Mohammed Ali Rajai proposait aux Etats-Unis qu'ils reprennent les quatre avions-radars AWAC envoyés récemment à l'Arabie saoudite, en échange de quoi l'Iran libérerait les otages.

Il faut dire en passant que ce problème des otages, duquel on a peu parlé pendant les mois précédant la guerre (et les élections aux Etats-Unis) est revenu au premier plan: un jour on parle de leur "libération imminente", et un autre de "décision remise à...". A la clôture de cette édition, le parlement iranien vient de déclarer qu'il résoudrait ce problème dans sa session du 29 octobre.

Dans ce jeu du chat et de la souris, le gouvernement de Khomeini détient les otages et veut des armes et de l'argent. Celui de Carter a démontré par l'accident de Tabas que le vie des otages lui importe peu, mais il en a besoin comme carte maîtresse pour sa réélection. Et il a les armes et l'argent dont Khomeini a un besoin pressant pour affronter l'Irak et, sur son front interne, les masses. Derrière les otages se cache le vrai problème: arriver à un accord global qui satisfasse aussi bien l'impérialisme que la bourgeoisie iranienne, pour celle-ci, la récupération totale des territoires envahis, et pour les deux, frapper d'un grand coup la révolution en Iran et au dehors, et stabiliser le régime iranien.

Hussein aime Hussein

L'isolement de l'Iran a diminué à mesure qu'augmentait la résistance. En tombant, le mythe de l'Irak comme nouveau gendarme du Golfe persique, met en danger le pouvoir de Saddam Hussein, dont le régime manque de soutien populaire; de plus, la majorité de la population irakienne est d'origine chiite comme celle de l'Iran.

Seul le roi Hussein de Jordanie continue à appuyer ouvertement l'aventure de l'Irak; peut-être pour prévenir sa propre chute qu'il peut déjà voir se dessiner rien qu'en regardant la carte de la région.

Qu'est devenu le "front anti-impérialiste"?

De façon indirecte, l'URSS continue à envoyer des armes et des munitions à l'Irak mais en même temps, elle lui reproche publiquement d'avoir détruit le "front anti-impérialiste" (Le Monde du 14-10-80).

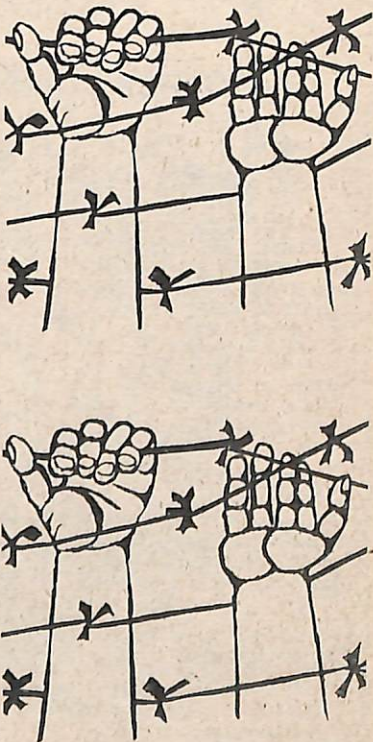
Toutefois la bureaucratie n'explique pas pourquoi elle n'a rien fait pour empêcher la "rupture" du "front", au contraire, elle a encouragé ce processus de rupture. Elle n'explique pas pourquoi elle n'a pas envoyé des hommes et des armes pour défendre la révolution iranienne mais a donné l'impérialisme une immense marge de manoeuvre pour négocier avec le régime "islamique", avec la bourgeoisie désemparée qui se trouve à la tête de la révolution prolétarienne, pour détruire les conquêtes des masses.

Aujourd'hui, face à l'échec de l'Irak, l'URSS essaie de se rapprocher de l'Iran, cherchant à répéter l'expérience de la guerre entre l'Ethiopie et la Somalie, quand elle a appuyé d'abord cette dernière —qui était la courroie de transmission de l'impérialisme— et ensuite a changé de camp.

Il vaut mieux se taire

Il est certain que l'Arabie saoudite —comme l'Egypte— verrait d'un bon oeil la défaite de la révolution, mais son attitude d'hostilité ouverte vis-à-vis de l'Iran a changé pour une position plus modérée vis-à-vis des "victoires" de l'Irak, car on ne peut plus lui confier le rôle de gendarme.

De toute façon, l'agression continue. Les tactiques changent mais pas les objectifs. La lutte des classes en Iran a fait échouer de nombreux plans élaborés par l'impérialisme. Les masses défendent l'Iran comme un seul homme, mais les armes qui défendent objectivement aujourd'hui Khomeini peuvent se retourner contre lui si le négocie avec l'impérialisme.



Réalignements désalignés

par Ali Chahid

Saddam Hussein, le dictateur irakien, voudrait être le nouveau gendarme du golfe persique. Mais, pour cela, il lui faut détruire, ou au moins ébranler, son voisin hostile et dangereux, l'Iran.

Ce dictateur pensait qu'il pouvait obtenir un appui international important, les ennemis de la révolution iranienne étant nombreux, car celle-ci met en danger l'équilibre de pouvoir dans la conjoncture internationale, équi-

libre entre l'impérialisme et la bureaucratie et leurs royaumes respectifs.

Et "notre héros" s'en fut à bas lutter contre Khomeini, contre la révolution prolétarienne iranienne. Au début, la guerre s'est déroulée dans le meilleur des mondes. Carter lui souriait de sa Maison Blanche, tandis que Brejnev nourrissait les grands rêves du petit paranoïaque Saddam Hussein.

deux adversaires et surtout la révolution iranienne.

De plus, il est évident que la guerre favorise les Etats-Unis face à ses alliés impérialistes d'Europe occidentale, en laissant la fourniture du pétrole aux mains de la semi-colonie inconditionnelle: l'Arabie saoudite.

Mais ni l'impérialisme, ni la dictature de Saddam Hussein ne s'attendaient à tant de résistance de la part des masses iraniennes. Ils ne croyaient pas que la révolution iranienne pourrait contenir l'invasion irakienne sur son propre territoire. Dans plusieurs cas, comme à Khorramchahr, la lutte de maison à maison rappelle la bataille de Stalingrad pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Il semble donc qu'au lieu d'un Austerlitz, Saddam Hussein a son Waterloo. Au lieu de défaire la révolution iranienne, il l'a encore renforcée.

Quand la guerre a commencé, personne ne parlait d'invasion de l'Iran par l'Irak. Le Conseil de Sé-

curité des Nations Unies demandait que soit mis fin au conflit sans qualifier l'Irak d'agresseur. L'Arabie saoudite, la Jordanie, les Emirats Arabes Unis et l'Egypte proclamaient leurs sympathies pour la cause irakienne. L'Iran était isolé.

Une bonne récompense

Dans notre édition antérieure, nous disions que l'un des plus grands obstacles pour la résistance était la politique du gouvernement Khomeini-Sadr, principalement par rapport aux nationalités opprimées. Nous disions qu'en perpétuant la même oppression que celle du Chah, alors que les nationalités opprimées avaient été à l'avant-garde de la lutte contre la monarchie, cette politique était le principal responsable du fait que les Kurdes irakiens ne s'unissent pas à leurs frères de l'autre côté du Chatt el Arab pour affronter la croisade contre-révolutionnaire de Hussein.

Récemment, dans un communiqué diffusé à Paris, le Parti Démocrate du Kurdistan Iranien a dénoncé Téhéran d'avoir accentué

sa répression anti-kurde: "Après Sanandadj, Baneh, Marivan et Saqqez, la ville de Mahabad vient d'être en grande partie détruite par les pilonnages de l'artillerie" (les principales villes du Kurdistan). Le communiqué informe qu'il y a eu des centaines de morts et conclue par un appel à l'opinion publique "dont l'attention est focalisée sur le conflit irako-iranien" à ne pas rester indifférente "au martyre de six millions de Kurdes en Iran" (Le Monde du 15-10-80).

C'est une bonne récompense pour le kurde qui a déclaré il y a quelques mois que "le peuple kurde ne permettra à aucun gouvernement étranger, que ce soient les Etats-Unis ou le régime du BAAS irakien, d'attaquer l'Iran".

D.A.

D'Austerlitz à Waterloo

Pendant les premiers jours, quand tout indiquait que la guerre se passerait bien pour les envahisseurs irakiens, les spécialistes américains et la bourgeoisie en général disaient que la guerre serait rapide, puisque l'armée iranienne était démantelée.

Pour les Etats-Unis, il n'y a rien de mieux qu'un pays voisin comme l'Irak pour se débarrasser d'une révolution gênante comme celle de l'Iran, sans tirer un seul coup de feu et en se faisant passer pour une victime (les otages). L'accident arrivé au milieu du désert de Tabas est encore frais dans les mémoires: avions et hélicoptères se télescopant pendant la tentative de délivrance des otages.

Par ailleurs, on ne peut pas écarter l'hypothèse que les Etats-Unis aient aussi compté sur la possibilité d'une transformation de la guerre-éclair en une longue guerre d'usure (comme cela est arrivé), qui, indépendamment de son résultat final, affaiblirait les

VARSOVIE - LE 24 OCTOBRE

(W-MGV007"POLOGNE

COMBATTIVITE OUVRIERE INTACTE - MOIS DERNIER GREVES ET AGITATION PERMANENTE DANS TOUT PAYS SYNDICALISATION QUASI-UNANIME DANS NOUVELLES STRUCTURES LIBRES "SOLIDARITE" POSSEDE PRES DE 8 MILLIONS D'ADHERENTS GREVE GENERALE D'UNE HEURE DU 3 SUCCES TOTAL -STOP- WALESA A DU ACCEPTER CONSTITUTION SYNDICAT NATIONAL UNIQUE MAIS CONTINUE A REPOUSSER PERSPECTIVE DE NOUVELLE GREVE GENERALE POUR RESPECT DES ACCORDS DE GDANSK -STOP- GOUVERNEMENT POLONAIS A D'ABORD ESSAYE DEVOYER MOUVEMENT ET BENEFICIE POUR CELA SOUTIEN EGLISE - STOP - BANQUIERS ALLEMANDS ONT DEBLOQUE 1,5 MILLIARDS DE MARKS IMPERIALISME VIENT A SECOURS DE BUREAUCRATIE POLONAISE EN MAUVAISE POSTURE -STOP- RUSSSES S'EXASPERENT COMMENCENT A HAUSSER TON ET FONT DONNER LES PARTIS "FRERES" DECLARATIONS MENACANTES DES ALLEMANDS DE L'EST, TCHECOSLOVAQUES ET ROUMAINS - STOP - SECTEURS CROISSANTS DE BUREAUCRATIE POLONAISE SONT POUR POLITIQUE "DE FERMETE" FACE A SYNDICATS LIBRES - STOP -- LE 24 TRIBUNAL DE VARSOVIE A LUI-MEME MODIFIE LES STATUTS DE SOLIDARITE ET REFUSE DE LES ENREGISTRER TELS QUELS C'EST UNE VERITABLE PROVOCATION FORTES REACTIONS OUVRIERES PRESSION DE LA BASE POUR UNE GREVE GENERALE DIRECTION DU SYNDICAT S'Y REFUSE TOUJOURS -STOP- UNE SITUATION EXPLOSIVE - FIN -

L'ordre ne règne pas à Varsovie

par R. Clément

A l'heure où nous écrivons ces lignes, le premier affrontement de grande ampleur est en cours entre les syndicats libres que les travailleurs polonais ont arraché par la grève et constitué dans tout le pays, et la bureaucratie, son appareil d'Etat et son gouvernement. La grève d'avertissement d'une heure décidée par le syndicat *Solidarité*, sa Commission de coordination nationale et ses 47 sections régionales qui regroupent au moins 7 millions de travailleurs a été un succès éclatant dans tout le pays.

En face, la réaction a été brutale. Le vice-Premier ministre Barcikowski, négociateur des accords de Szczecin a déclaré à la télévision: "Cette décision ne peut être considérée que comme une violation des accords" — quel cynisme, quand on sait que le gouvernement n'a pas encore commencé, pour sa part, à tenir aucun de ses engagements! — "Il est interdit d'abuser du droit de grève reconnu en Pologne et de l'exploiter comme une forme de menace ou de pression (...). Peut-être les dirigeants du M.K.Z. aspirent-ils à maintenir la tension sociale et à nous pousser vers un chaos dangereux pour le pays et pour le peuple, pour la paix intérieure et le sentiment de sécurité?"

Une situation intolérable

De fait, la situation actuelle est intolérable pour la bureaucratie. Les accords du 31 août, qui ne devaient s'appliquer que sur le littoral de la Baltique, n'ont pu contenir, ne serait-ce qu'un seul jour, la vague de fond qui a balayé toute la Pologne. En moins de deux semaines, tout le pays s'est couvert de syndicats libres. Ouvriers, employés, paysans, travailleurs de toutes les corporations, mais aussi professeurs, instituteurs, médecins, avocats, il n'est aucune profession, aucune ville, aucun secteur d'activité qui ne se soit mis en mouvement pour constituer son syndicat indépendant. A la veille de la rentrée universitaire, plusieurs centaines de délégués venus de tout le pays ont décidé de mettre en place le Comité fondateur du syndicat indépendant des étudiants. Et 440.000 étudiants s'apprêtent à regagner les facultés. La crainte et le désarroi sont si grands dans les milieux dirigeants de la bureaucratie, que Kania, le nouveau secrétaire du P.O.U.P., a jugé nécessaire de recevoir les dirigeants de l'Association socialiste des étudiants polonais (liée au P.O.U.P.) pour leur demander "d'assumer leur rôle dirigeant à l'Université", en fait pour tenter de prévenir un éclatement de cet organisme officiel face à l'ébullition qui va immanquablement gagner les facultés. Dans les entreprises, selon les termes pudiques de la presse officielle, "la production n'a pas encore retrouvé son niveau normal en dépit de la fin des grèves". Ce qui signifie que la situation réelle est celle d'une sorte de meeting permanent, à l'échelle du pays, où tous

les problèmes sont abordés, toutes les questions discutées, à commencer par celle-ci: comment garantir que ce que nous avons arraché par la grève ne nous sera pas repris, comment déjouer les manœuvres des bureaucraties qui veulent à tout prix s'opposer à la mise en place de nos organisations, se dérober aux engagements pris sous la pression de la grève, revenir d'une manière ou d'une autre à la situation d'avant août? Dans le bâtiment, le syndicat *Solidarité* a annoncé une grève de 24 heures pour contraindre le gouvernement à payer les 1.500 Zlotys d'augmentation promis, alors que le vice-Premier ministre concerné ne parle plus que de 500. En Mazovie (région de Varsovie-Lodz), le syndicat indépendant dénonce une manœuvre qui se développe à l'échelle du pays: "Nous avons récemment appris que les conseils syndicaux traditionnels ont mis en place des syndicats qui se disent indépendants (...). Cette initiative a été prise sur ordre émanant du plus haut niveau et ne résulte en aucun cas d'un vote en Assemblée générale (...). Elle sème le malentendu, car il ne s'agit pour les vieux syndicats que de faire peau neuve".

Car les syndicats libres renaissants en Pologne n'ont rien à voir avec les appendices de l'appareil d'Etat bureaucratique que sont les "syndicats" officiels, que le Comité de fondation des syndicats libres de la Baltique définissait déjà dans les termes suivants lors de sa réunion constitutive du 29 avril 1978: "Le mouvement syndical en Pologne a cessé d'exister il y a plus de trente ans. La liquidation du P.P.S. (Parti Socialiste Polonais), du P.S.L. (Parti Popu-

laire Polonais) et d'autres organisations sociales indépendantes, et le regroupement de tous les syndicats en 1947, ont abouti à transformer les syndicats en représentants de l'employeur uni-

La maturité du mouvement

L'immense portée historique du processus qui se déroule actuellement en Pologne vient de ce que, dans la continuité de 1953, 1956, 1968, 1970, 1976, enrichie de toutes les expériences du passé, avec une maturité extraordinaire, la classe ouvrière tend à donner ses propres moyens d'organisation pour affronter la bureaucratie avide et corrompue qui s'est élevée au-dessus de la société, qui a confisqué, du haut en bas, la totalité du pouvoir politique, qui a accumulé, par le mensonge et la violence, des privilèges qui pèsent d'un poids écrasant sur les épaules des masses travailleuses. C'est le mouvement même de la révolution politique, dans lequel le prolétariat polonais vient de démontrer, une nouvelle fois, sa capacité d'affronter la bureaucratie parasitaire et d'ouvrir la voie à la renaissance et à l'épanouissement d'une authentique démocratie soviétique. Dans une interview récente publiée dans la presse occidentale le 9 septembre, Jan Litynski, l'un des principaux responsables du K.O.R. et rédacteur du bulletin *Robotnik*, qui est aujourd'hui conseiller du nouveau syndicat des mineurs de Wazbrzych, dans le Sud-Est de la Pologne, indique clairement la portée du mouvement des syndicats libres: les travailleurs, dit-il,

Le pouvoir de la bureaucratie en cause

La constitution des syndicats libres, brisant le monopole d'organisation et de contrôle social du parti dirigeant, est ainsi totalement contradictoire et incompatible avec le pouvoir de la bureaucratie. Il faut que le conflit se résolve dans un sens ou dans un autre. D'un côté, pour la bureaucratie, c'est une question de survie que de parvenir à morceler et à diviser les nouveaux syndicats pour leur imposer la tutelle du parti officiel dont ils devraient reconnaître le "rôle dirigeant". Pour le prolétariat, la défense des syndicats libres et la préservation de leur indépendance passe nécessairement par leur fédération au sein d'une centrale libre,

que et non des travailleurs. Le P.O.U.P. a fait des syndicats le prolongement de ses propres structures et un instrument docile d'exploitation systématique de toutes les couches sociales".

"viennent au Comité de fondation du nouveau syndicat comme vers un nouveau pouvoir dont ils attendent des ordres et une protection". Et ce "nouveau pouvoir" se dresse face à l'ancien pouvoir, que Litynski décrit dans les termes suivants: "En dix ans, en Pologne, le pouvoir a beaucoup changé. C'était un groupe d'intérêt, maintenant c'est de plus en plus un gang sans perspective, seulement capable d'apprendre comment bien réagir tactiquement, à l'instar du chien de Pavlov. Sur la défensive, sans jamais rien proposer. Alors, l'élite s'en met plein les poches, comme le directeur de la télévision. (...) Quand on en arrive là, c'est qu'on est proche de la fin".

Un gang. Certes. Sans perspective? Sans autre perspective, en tout cas — mais ce n'est pas rien —, que la préservation de son propre pouvoir social et politique, de ses avantages et de ses privilèges, que l'"épuration" actuelle, frappant quelques-uns, n'est qu'un moyen de perpétuer pour tous les autres. Un pouvoir qui repose sur le monopole absolu du contrôle de toutes les formes de la vie sociale et de l'expression publique, sur la négation de tout droit et de toute liberté pour ceux qui n'appartiennent pas à la caste dirigeante et aux sommets du parti officiel.

indépendante du parti, du gouvernement et de l'Etat, qui, étant donné qu'une telle centrale se dresse contre les syndicats officiels, organes et rouages du P.O.U.P. et de l'Etat bureaucratique, pose nécessairement dans ses prolongements le problème du "nouveau pouvoir", le problème du "nouveau parti", un "nouveau pouvoir" face au pouvoir de la bureaucratie, face au parti officiel de la bureaucratie, le P.O.U.P.

A cet égard, la pression de plus en plus forte que Moscou exerce sur la direction du P.O.U.P. exprime les intérêts les plus généraux de la bureaucratie et de son appareil mondial.

Les craintes du Kremlin

Le Kremlin s'alarme d'autant plus que les signes de véritables phénomènes de dislocation se multiplient au sein du parti de la bureaucratie polonaise: plus de 20% des membres du P.O.U.P. auraient rendu leur carte depuis le mois d'août, de nombreux responsables ont été démis de leurs fonctions sous la pression de la "base", on ne compte plus les cas où des membres du "parti" ont participé au mouvement de constitution des syndicats libres. C'est là le danger majeur pour les dirigeants du Kremlin. Jusqu'où iront-ils? Les pressions actuelles exercées sur la direction du P.O.U.P. parviendront-elles à contenir pour un temps une crise qui échappe présentement à tout contrôle? Les milieux dirigeants de la bureaucratie de Moscou évaluent actuellement les différentes éventualités.

Evoquant, dans un article de *Robotnik* (30 août 1978), les risques d'une intervention armée de l'U.R.S.S., Jacek Kuron, écrivait: "Certains voient des chars soviétiques à l'occasion de chaque manifestation un peu plus courageuse de la société polonaise. (...) D'autres disent que les chars n'arriveront jamais. (...) Les premiers ont certainement tort: nous l'avons vérifié. La société polonaise a gagné quelque chose pendant ces 34 années, et pourtant les chars ne sont pas arrivés. Mais les autres ont tort aussi. Car nous savons que les chars soviétiques sont entrés en 1953 à Berlin pour réprimer une insurrection nationale, et enfin en 1968, en Tchécoslovaquie, pour

réprimer une société qui, avec le Parti Communiste, était en train de procéder à des changements démocratiques.

"Jusqu'à maintenant, les interventions armées se sont produites dans les deux cas: celui des révoltes et de l'insurrection nationale: celui de la perte par les Soviétiques du contrôle de la situation dans un pays satellite. On peut donc admettre qu'aussi longtemps que la direction du P.O.U.P. ne perdra pas la confiance de Moscou (comme l'a perdu l'équipe Dubcek) et que le pouvoir du parti ne sera pas directement menacé (comme pendant les révoltes de Berlin ou de Hongrie), aussi longtemps nous ne serons pas en danger d'intervention soviétique.

"Notre but, c'est l'indépendance et la démocratie. Pour y arriver, nous devons nous libérer de la domination soviétique. Mais cela est inacceptable pour les dirigeants de l'U.R.S.S. (...) Cependant, l'idée d'une expédition armée au-delà du Bug (fleuve frontière entre la Pologne et l'U.R.S.S.) doit éveiller une crainte au Kremlin. La Pologne, c'est en effet le pays des insurrections contre la domination russe: c'était non seulement une perle de la couronne, mais aussi une épine dans le corps de l'empire tsariste.

Les étudiants aussi s'organisent

Les étudiants polonais, comme les ouvriers, constituent leurs syndicats indépendants. Il y a aujourd'hui des associations indépendantes dans toutes les universités. Dans chaque association, il y a un exécutif représentant chaque département. L'exécutif rend compte de toute la situation, régulièrement, devant tous les étudiants. Le caractère de démocratie directe est évident.

Il y a beaucoup de revendications, qui sont d'ailleurs elles-mêmes très largement et démocratiquement discutées, comme la démocratisation de l'Université, la pluralité des organisations syndicales, le fait que les étudiants dirigent la vie de l'Université, la gestion par les syndicats indépendants des coopératives, et aussi une qui tient particulièrement au cœur de chacun: la suppression des privilèges, c'est-à-dire des listes officielles (établies par les directeurs de lycées) des élèves ayant le droit de rentrer directement à l'Université.

Le Bureau national de l'U.N.E.F. indépendante et démocratique a envoyé un représentant à Varsovie pour affirmer la solidarité des étudiants de France avec leurs camarades polonais. A l'issue des rencontres qui ont eu lieu entre Michel Assoun (U.N.E.F. indépendante et démocratique) et les représentants du Comité d'initiative provisoire du Syndicat indépendant des étudiants de Varsovie (N.Z.S.), une résolution commune a été adoptée.

Résolution commune U.N.E.F. indépendante et démocratique — Comité d'initiative provisoire du N.Z.S.

Varsovie, le 9 octobre 1980

"Les représentants des deux parties présentes décident d'entretenir des liens réguliers entre les deux organisations..." Les deux parties présentes souhaitent établir, dès que le N.Z.S. sera officialisé définitivement:

- a- un échange régulier des informations de part et d'autre, et de la presse de part et d'autre;
- b- chaque fois que cela sera nécessaire et réfléchi en toute indépendance par chaque partie, de soutenir les campagnes engagées, notamment sur les questions de répression qui peuvent surgir dans les deux pays;
- c- nous décidons de porter à la connaissance des étudiants de Pologne et des étudiants de France cette résolution, laquelle marquera les liens entre les deux parties et la solidarité entre les étudiants de Pologne et les étudiants de France".

Robert Czarnota — Michel Assoun

Le mouvement des ouvriers polonais n'est pas seulement dirigé de façon abstraite contre la domination bureaucratique de l'Etat ouvrier.

Sous la pression des ouvriers et de leurs campagnes, des dénonciations publiques ont lieu, des procès vont s'ouvrir et l'ensemble des bureaucraties doivent sacrifier les plus compromis d'entre eux.

Du Monde du 9 octobre dernier, nous extrayons les quelques cas édifiants qui suivent.

Enquêtes sur des citoyens au-dessus de tout soupçon

"Après avoir été exclu lundi 6 octobre à l'aube du Comité central, l'ancien directeur de la radio-télévision, M. Maciej Szczepanski l'a été mardi du parti en même temps que son adjoint, M. Eugeniusz Patyk. Le Parlement, à la demande du procureur général, devait lever son immunité ce mercredi — dernière étape avant son inculpation.

"Ami personnel de M. Gierk qui avait fait sa carrière, M. Szczepanski est accusé de la violation des règles budgétaires, de gaspillage de fonds de représentation, de malversations aux les devises à l'occasion de coproductions avec des pays occidentaux, de licenciements abusifs destinés à "étouffer la critique" et d'entrave aux contrôles normaux de la comptabilité...

"L'ouverture mardi du procès de M. Kazimierz Tyraniski, ex-directeur d'une grande centrale d'import-export (M.I.N.E.X.) donne une idée des possibilités offertes aux managers imaginatifs. En quelques années l'accusé (...) aurait réussi à placer en Suisse et à Berlin-Ouest, près de cinq millions de Francs (1 250 000 dollars U.S. environ, N.d.R.). Selon l'acte d'accusation, il aurait perçu en quinze ans, plus de sept cent trente mille dollars de "pots de vin" et aurait détourné à son profit des rabais consentis à sa société...

"Une entreprise de production de films pour la télévision 'Potel' a réussi à quadrupler durant le tournage le budget d'un feuilleton en rémunérant des employés fictifs...

"Trois employés du ministère de l'Intérieur monnaient purement et simplement des passeports que l'on a tant de mal à obtenir même en Pologne, pourtant relativement libérale à cet égard. Ils viennent d'être condamnés à des peines de quatre à neuf ans de prison et onze de leurs clients de un à cinq ans pour "corruption de fonctionnaires".

Réunion d'une section du syndicat *Solidarité*

(vient de la page antérieure)

La force du mouvement ouvrier polonais

Face à la nouvelle offensive de la bureaucratie en préparation, la force du mouvement ouvrier renaissant est dans l'extraordinaire détermination qui monte des usines. C'est elle qui a permis, le 18 septembre, que s'impose, y compris à Włosa lui-même, la volonté d'unification nationale des nouveaux syndicats. C'est de cette volonté que Karol Modzelewski était le porteur, parlant au nom du M.K.S. de Wrocław lors de la réunion nationale de Gdansk du 18 septembre, lorsqu'il plaçait en ce sens: "Je ne peux pas être d'accord avec Włosa lorsqu'il dit que nous n'avons pas besoin d'un seul et même statut. Si les différents comités se faisaient enregistrer séparément, à terme, nous serions liquides. Il est indispensable d'avoir un seul syndicat — national, et non régional — et donc un seul statut. Sinon, nous ne pourrions pas avoir d'initiatives en matière législative, ni signer de conventions collectives à l'échelle nationale. Nous n'obtiendrions rien, et les travailleurs finiraient par nous quitter".

C'est également cette volonté qui s'exprime dans l'opposition qui se manifeste au projet formulé par certains intellectuels proches de la hiérarchie catholique (comme le professeur Gruszecki, conseiller du M.K.S. de Gdansk) visant à mettre en place les formes d'une véritable "unicité syndicale" au niveau des entreprises (1), qui signifierait inévitablement la liquidation des syndicats libres.

Le mouvement des syndicats libres pose d'ores et déjà tous les problèmes de la reconstruction du mouvement ouvrier dans son ensemble, tous les problèmes de la reconquête de son organisation politique indépendante. Ces questions sont d'ores et déjà au cœur de la réflexion et de la discussion dans des centaines d'usines. Des travailleurs s'expriment, comme ce militant de Gdansk, Tadeusz Szczadkowski, membre du mouvement pour la défense des Droits de l'homme et citoyen en Pologne: "Les syndicats libres pourraient assurer de aujourd'hui la défense de la société, les fondements des libertés publiques, ainsi que la justice sociale. Seules des élections tout à fait démocratiques et libres aux Conseils populaires et à la Diète pourraient assurer pleinement au peuple polonais les droits civiques et rapprocher l'Etat polonais d'une véritable indépendance pour demain. La voie la plus simple serait d'organiser de nouvelles élections libres..."

La discussion, la réflexion va se développer.

Nous avons cité dans Informations ouvrières du 26 juillet de cette année l'article intitulé *Garanties publiées par le bulletin d'opposition Glos: "Sans liberté d'organisation et liberté d'information, aucune défense des intérêts des travailleurs n'est possible (...). La victoire des actions futures qu'entreprendront les travailleurs sera d'autant plus certaine qu'ils disposeront de leur propre organisation indépendante et de leur propre presse libre. Ces fonctions ne peuvent plus longtemps être remplies par le K.S.S.-K.O.R. Il n'a d'ailleurs pas été fondé dans ce but, et il ne pourra jamais remplacer des organisations ouvrières indépendantes... Une grande responsabilité repose sur les travailleurs. Entre leurs mains se trouve le sort de notre pays."*

Restaurer la société dans tous ses droits dont elle a été expropriée, reconquérir le droit de gouverner, c'est bien de cela qu'il s'agit, et c'est le programme même du prolétariat et de sa révolution politique.

C'est d'un nouveau parti qu'il s'agit, le "véritable parti des masses travailleuses, notre propre parti" comme l'a proposé à la discussion le Comité provisoire pour le Parti Socialiste Polonais du Travail, fondé le 2 mars 1980 (voir extraits de sa *Déclaration constitutive* ci-contre). Car il est faux et mensonger de prétendre que le socialisme en Pologne implique en quoi que ce soit la reconnaissance du monopole politique et du rôle dirigeant du parti de la bureaucratie, le P.O.U.P. Le débat, décisif, est ouvert. Quoi qu'il arrive, il se développera. Le prolétariat polonais se donnera ses propres organisations. Quoi qu'il arrive, rien ne sera plus comme avant, ni en Pologne, ni dans les autres pays d'Europe de l'Est, ni en U.R.S.S. Quoi qu'il arrive, la révolution politique a fait un immense pas en avant.

R. Clément

le 4 octobre 1980

Note

1- dans une interview publiée par Libération le 22 septembre dernier, Gruszecki proposait de modifier

ainsi le Statut des "Comités d'entreprises": "Il s'agit de mettre en place dans chaque entreprise une sorte de Parlement des travailleurs, de tous les travailleurs... Prenons une entreprise où notre syndicat regrouperait disons 50% des travailleurs, l'ancien réunissant 20% et 30% n'étant membres d'aucune des deux organisations. Le plus normalement du monde, les travailleurs éliraient leurs délégués suivant des proportions approchantes. Et l'on pourrait adjoindre à ces représentants élus un représentant de la direction, un membre du parti, et, par exemple, aussi, un représentant de l'organisation de jeunesse... Nous travaillons à un projet de loi en ce sens avec nos experts..."

Rassemblant des militants de l'émigration comme de l'intérieur, la 11ème Conférence du bulletin Szerszen (le Frelon) s'est tenue le 2 mars 1980. Elle a décidé de fonder le Comité provisoire pour le Parti Socialiste Polonais du Travail (P.S.P.P.). La meilleure façon de connaître son combat nous semble de lire les passages suivants de sa Déclaration constitutive.

Vers un nouveau parti

"... Comme premier objectif, nous nous fixons d'organiser les travailleurs en Pologne et dans l'émigration.

"... En créant le Comité provisoire pour le P.S.P.P., nous luttons avec conséquence pour que tous les fondements de la vie et du système politique portent la marque du véritable socialisme. Ensuite, nous lutterons pour la construction de ce parti, car nous sommes convaincus que le Parti Ouvrier Unifié Polonais ne remplit pas son rôle car il est issu de l'idéologie stalinienne d'exercice du pouvoir sur les peuples..."

"... Le pas suivant qu'il nous faudra franchir dans notre combat sera la création de notre propre parti, le P.S.P.P., qui sera le véritable parti des masses travailleuses.

"Notre parti reconnaît le principe du pluralisme, reconnaît le large mouvement d'organisations sociales diverses ayant pour but la démocratie, l'indépendance de la Pologne, et luttera pour l'élargissement de la solidarité internationale des travailleurs, indépendamment des systèmes politiques et sociaux existants.

"Ce pas en avant pour de nombreux travailleurs courageux et honnêtes de notre pays et de l'émigration, nous le faisons en nous tournant en même temps vers tous les travailleurs, pour qu'ils accordent leur solidarité politique active et leur aide matérielle à ce nouveau parti politique naissant en Pologne, dont le but est la réalisation des aspirations des travailleurs dans notre pays, où le mot d'ordre: Pour notre et votre liberté! est le pain quotidien depuis des siècles.

"Le Comité provisoire pour le P.S.P.P. (Parti Socialiste Polonais du Travail) adopte la plateforme transitoire du programme d'action du bulletin d'informations Szerszen (programme publié dans Correspondance Internationale, numéro 1, octobre 1980. N.d.R.)."

Le 2 mars 1980



Breznev, Ceaușescu et Kossyguine pour oublier les grèves?

La Sainte-Alliance entre la carotte et le bâton

Comme l'explique très bien Jacek Kuron, les soviétiques ne sont pas actuellement en condition d'intervenir militairement en Pologne. Leur politique consiste donc à brandir le bâton mais à offrir la carotte.

Dans un article de la Pravda du 1er septembre auquel l'agence Tass a accordé la plus grande publicité, le Kremlin parlait des "éléments anti-socialistes qui avancent des revendications politiques", et qui sont "appuyés par les ennemis de la Pologne agissant à l'extérieur — les syndicats réactionnaires américains, la presse ouest-allemande revancharde et de mystérieux centres subversifs".

Le 3 septembre, la Pravda reprenait ces accusations et concluait sur une menace à peine voilée: "Le pays est contraint actuellement de prendre des décisions difficiles, qui doivent être mesurées et fondées. Elles doivent tenir compte non seulement des implications économiques, mais aussi d'autres conséquences éventuelles (souligné par nous, N.d.R.)."

Jusqu'à cette date, les Soviétiques n'avaient pas dit mot des accords intervenus à Gdansk et en Silésie, façon de bien marquer que pour eux, il s'agit d'un simple recul tactique. C'est ce qu'a encore plus nettement fait la Pravda du 25 septembre qui, le lendemain même du dépôt de la demande d'enregistrement des syndicats polonais, a rendu compte d'un livre intitulé *Lenine et les syndicats* en ces termes: *Lenine a "vivement critiqué les soi-disant syndicats libres" qui se détournent de la solution des tâches incombant à l'Etat tout entier, libres par rapport aux buts finaux de la lutte de la classe ouvrière pour le socialisme et le communisme, "indépendants" des intérêts communs à tout le peuple travailleur.*

La "carotte" maintenant: le 3 septembre au soir, Jagielski a annoncé que l'U.R.S.S. avait accordé à la Pologne un crédit supplémentaire de 150 millions de dollars U.S. et peu après, on a appris que l'U.R.S.S. accordait en outre des crédits à dix ans à faible taux d'intérêt à concurrence de 260 millions de dollars. De plus des délais de paiement ont été consentis pour 280 millions déjà prêtés.

Maintenant, la bureaucratie trouve que le retour des choses à leur marche "normale" tarde et elle s'impatiente comme dans la Pravda du 20 septembre: "La tâche majeure des communistes polonais, de la classe ouvrière, de tous les travailleurs de la République, consiste aujourd'hui à se mobiliser et à conjuguer leurs efforts en vue de normaliser la vie sociale et économique".

Récemment, le système bureaucratique international a même franchi un pas de plus dans la voie de la menace haineuse. Le lundi 13 octobre, Honecker, chef de l'Etat et du P.C. de l'Allemagne de l'Est a lancé un avertissement aux

"contre-révolutionnaires" polonais et à leurs "auxiliaires occidentaux", déclarant que "la Pologne restera socialiste" et que la R.D.A. "alliera pour toujours" de ce pays "y veillera avec ses amis". Peu après, tchécoslovaques et roumains ont abondé dans ce sens.

L'impérialisme, lui, n'a pas pour habitude de manier le bâton à l'encontre de la révolution politique. Il s'en tient traditionnellement aux silences complices avec la bureaucratie et aux sourires désolés et hypocrites à l'égard des ouvriers, laissant les Soviétiques faire le "sale boulot".

C'est ainsi qu'en ce qui concerne la grève polonaise, il a tout de suite répondu aux appels d'offres des bureaucrates polonais. Il a envoyé de très importants capitaux en Pologne et ce cadeau empoisonné est de la plus haute importance. Ainsi que les soviétiques l'ont déjà compris, cet afflux de capitaux dans les caisses de la bureaucratie est la condition de toute normalisation. Toutefois, il s'agit là d'une arme à double tranchant. A long terme, cette invasion de capitaux impérialistes a en effet les conséquences dévastatrices que nous analysons dans *Correspondance Internationale* le mois dernier.

Cette attitude de l'impérialisme, tout entière faite d'hostilité à la révolution politique et de tentative de corruption ressort particulièrement bien des informations publiées par le Monde du 4 septembre. On y apprend tout d'abord qu'une délégation polonaise vient de se rendre aux Etats-Unis pour solliciter une aide supplémentaire de plus de 120 millions de dollars (qui sera effectivement accordée quelques jours plus tard) et Robert Solé continue ainsi: "On est frappé ici (...) de la modération avec laquelle les Etats-Unis ont réagi aux événements de Pologne (...). M. Carter a attendu qu'un accord soit solennellement conclu à Varsovie pour rendre hommage, le 1er septembre, aux 'travailleurs de Pologne'. Il l'a d'ailleurs fait en des termes bien modérés, se gardant bien de voir dans cette affaire un quelconque échec du communisme (...). La relative discrétion de M. Reagan étonne plus encore. (...) Le candidat républicain s'est contenté, le 1er septembre, de quelques remarques banales sur 'les courageux travailleurs polonais'".

Toutefois, ce n'est pas l'action des Etats-Unis qui a le mieux révélé qu'elle est la politique de l'impérialisme face à la révolution polonaise. L'Allemagne de l'Ouest est le pays capitaliste qui dans ce cas précis a joué le rôle de "pompiers volant" de la contre-révolution. Soutenant tactiquement la bureaucratie avant même l'accord de Gdansk, on apprend en effet que la R.F.A. avait consenti au gouvernement de Varsovie un prêt de 1.500 millions de marks, pas moins!

P. O.

Le film des événements

par Philippe Olrik

repris le travail, la grève s'étend dans le textile comme chez Sigmatex à Radom, chez Frotex et Opolanka dans la région d'Oppole, chez Morena de Bartoszyc. Les journaux n'ont pas paru à Białystok et Poznan en raison de la grève des ouvriers d'imprimerie; la ville de Tarnow reste sans transports; les mines de soufre de Machow à Tarnobrzeg n'ont pas repris et enfin, la verrerie Irena d'Inowrocław est en grève.

...elle tente une manoeuvre d'enveloppement...

A Katowice, Kania déclare le 9 septembre: "Nous nous prononçons pour l'unicité syndicale et il nous appartient d'y veiller. Il nous appartient de développer sur une grande échelle le mouvement de renouveau des organisations syndicales". Peu après, le président du Conseil central des syndicats officiels (C.R.Z.Z.), Romuald Jankowski indique quelle est leur nouvelle politique: "autonomie élargie", "démocratie", "secret de vote", et, "en dernier recours", le "droit de grève". En outre, celui-ci propose ses "homologues" des syndicats vraiment libres de définir un programme qui leur soit commun, dans l'intérêt de "tous les ouvriers".

La politique de la bureaucratie se précise: elle tente de dénaturer les syndicats libres en les unissant aux syndicats fantômes de nature, de lancer à l'assaut de ces organes de lutte ses 13.000 permanents syndicaux menacés de chômage.

Et cette offensive se combine à une attaque en règle des "dissidents" qui ont une tradition d'op-

(continue en page suivante)



Des assemblées permanentes dans toute la Pologne

Au lendemain des accords de Gdansk (31 août) et de Silésie (3 septembre), la situation polonaise est dominée par l'existence des syndicats libres surgis de la grève et dont le droit à l'existence a été "reconnu" non sans arrière-pensées par le gouvernement.

Pour les ouvriers, il s'agit de les développer, de les centraliser et même de les défendre dans leur droit à exister comme dans leur nature d'organes de combat. Pour les bureaucrates au contraire, il faut en finir au plus vite avec eux, c'est-à-dire, étant donné le rapport de forces, les diviser, les neutraliser et (pourquoi pas?) les bureaucratiser. Ils s'y connaissent.

La bureaucratie fait le gros dos,...

Lorsqu'il se présente pour la première fois devant le Comité Central du P.O.U.P. dans la nuit du 5 au 6 septembre, Kania, le tout nouveau secrétaire général, déclare: "Nous prendrons soin de faire en sorte que les nouveaux syndicats puissent se développer de la façon annoncée par les organisateurs: nous veillerons à ce qu'ils soient un rouage de la démocratie socialiste". Le 8, celui-ci visite le chantier Commune de Paris de Gdynia, l'un des plus durs de la grève d'août et ouest concentré un prolétariat jeune et combattif. A la fin de la journée, il déclare à Gdansk: "Il faut aider les nouveaux syndicats à s'organiser de manière qu'ils puissent servir réellement les intérêts de la classe ouvrière". "Il faut que l'administration commence à collaborer avec les nouveaux syndicats".

Si l'on creuse un peu derrière le langage démagogique de Kania, sa politique est claire: d'une part, enfermer les nouveaux syndicats dans le carcan d'une interprétation la plus restrictive possible des accords et ensuite, les amadouer, tenter de collaborer

avec eux en leur faisant jouer un rôle comparable à celui des anciens syndicats officiels que les travailleurs sont en train de désertir.

Moins que jamais les syndicats libres ne peuvent en effet être combattus de front. Le dimanche 7, on apprend que 200 délégations qui ont ou vont constituer des syndicats se sont déjà rendues à une consultation juridique ouverte à Varsovie à peine deux jours plus tôt. De même, selon l'un de leurs dirigeants, Bogdan Lis, les syndicats libres de Gdansk et de sa région regroupent déjà 85 à 90% de la classe ouvrière.

Loin d'avoir repris le travail comme un seul homme, les ouvriers polonais se battent encore usine par usine, ville par ville pour l'application des accords, pour des augmentations de salaires. Bien évidemment, la presse "aux ordres" n'en dit pas mot, ou dans le meilleur des cas, elle se contente d'annoncer la conclusion d'un accord. Ainsi, aux alentours du 10 septembre, si la grande usine d'aviation de Mielce a

(vient de la page antérieure)

position à la caste parasitaire bien plus consistante que celle de la jeune direction syndicale issue de la grève.

De multiples grèves continuent d'avoir lieu dans toute la Pologne mais la bureaucratie poursuit la manoeuvre: 23 syndicats quittent

la fédération officielle, se mettant ainsi en position de discuter avec les organismes libres. Le quotidien *Zycie Warszwy* prend à nouveau à parti Jacek Kuron et soucieux de récompenser un vieux serviteur fidèle, le gouvernement permet la retransmission de la messe dominicale à la télévision.

...mais ne peut empêcher la lutte pour le droit à s'organiser et à vivre décemment

Dimanche 14 septembre, le Conseil d'Etat polonais publie les modalités d'enregistrement des nouveaux syndicats. Ceux-ci doivent déposer auprès du tribunal de la préfecture de Varsovie (Voivodie) leurs statuts, le nom de leurs dirigeants et le tribunal se prononce ensuite et la possibilité d'une dissolution ultérieure étant même prévue. Dès le 16, le syndicat indépendant de Huta-Katowice (Hte Silésie) qui regroupe 75 entreprises et celui de Mazowie (Varsovie-Lodz) demandent leur légalisation.

Le 17 septembre, 500 représentants des nouveaux syndicats se réunissent à Gdansk et pour faire reculer l'atomisation par laquelle le gouvernement essaye de contenir leur mouvement, ils décident: 1) de tous demander leur légalisation avec un seul et même statut; 2) qu'une délégation se rendra à Varsovie pour déposer en commun ces statuts et 3) de constituer une commission de coordination.

Dans un communiqué, Walesa accuse la bureaucratie de saboter les accords conclus: "L'activité des syndicats indépendants est entravée par les autorités en plusieurs endroits, les ouvriers qui veulent s'affilier aux nouveaux syndicats sont victimes d'actes

d'intimidation".

Le lundi 22, le processus de construction du syndicat libre fait à nouveau un pas en avant. 100 délégués représentant 35 syndicats fondent en effet une "union à caractère fédératif" des syndicats baptisée *Solidarnosc* (Solidarité) pour se différencier des syndicats officiels qui s'appellent maintenant "syndicat indépendant et autogéré". Le même jour, à Cracovie, 800 délégués de toutes les universités de la ville fondent l' "Association indépendante des étudiants", élisent un comité fondateur de 20 membres et entament la construction d'un syndicat étudiant libre national.

Le 23, la télévision attaque une fois de plus les "dissidents" mais le 24, Walesa riposte en déclarant: "Nous considérons la diffamation des militants et des personnes collaborant avec les syndicats indépendants et autogérés comme une action dirigée contre les syndicats et comme une violation des accords de Gdansk".

Le 29 septembre, *Solidarnosc* annonce que si entretiens une haute personnalité gouvernementale n'intervient pas à la télévision pour s'engager à satisfaire à ses demandes, une grève d'une heure aura lieu le vendredi 3 octobre de 12 à 13 h avec pour revendications:

1) augmentation de 800 zlotys (25 dollars U.S. environ) pour tous et 2) droit d'accès de *Solidarnosc* aux moyens d'information. A ce moment, *Solidarnosc* affirme posséder 3.500 sections d'entreprise et 3.500.000 membres.

N'ayant pas réussi à enrayer le processus de syndicalisation et la dynamique de radicalisation des masses polonaises, la bureaucratie durcit le ton. Mardi 30 au soir, Kazimierz Barcikowski, vice-Premier ministre, accuse les syndicats de conduire le pays au "chaos". C'est la première attaque de ce genre depuis la fin de la grève d'août.

Le 3, la grève est une réussite

Une situation qui reste hautement explosive

Les 4 et 5 octobre, le P.O.U.P. tient son Comité central et celui-ci est pour le moins houleux. Tous les grands perdants du "gieriekisme" reglent leurs comptes et 7 membres en sont exclus dont Babuch et Pyka. Le gouvernement est remanié, Jagielski, le négociateur des accords de Gdansk, devenant l'homme fort du gouvernement. Sans toutefois passer à l'action, il semble qu'une fraction "dure", critiquant le soi-disant laxisme du gouvernement, soit en train de se regrouper.

De toute façon, rien n'est réglé. Si le tribunal de Varsovie a déjà accepté la constitution de 12 syndicats, le cas de *Solidarnosc* reste au point mort et les augmentations de salaires promises doivent être discutées par secteur et usine, multipliant ainsi obstacles, méandres et faux-fuyants. La combativité ouvrière est intacte et s'accroît même tandis que l'économie s'avère délabrée: la récolte de

indéniable. La consigne syndicale a pratiquement été suivie à 100% dans la région de Gdansk, Gdynia, Sopot et largement appliquée à Varsovie. Toutefois, dans deux des plus grandes usines du pays, l'une d'automobiles ("F.S.O.-Zeran") et l'autre de tracteurs ("Ursus"), seuls quelques ateliers ont été désignés par les organisateurs pour cesser le travail, de façon à ne pas désorganiser outre mesure la production.

Utilisant l'arsenal chicanier qui a été mis à sa disposition, le tribunal de Varsovie demande à *Solidarnosc* de modifier dix points de ses statuts et il ne le reconnaît toujours pas.

Les pommes de terre a baissé de 20%, celle des betteraves à sucre de 30% et la dette extérieure est déjà passée de 20 à 30 ou 35 milliards de dollars U.S.

Le 13 octobre, la direction des syndicats lance l'idée d'une grève générale mais cette nouvelle est bientôt démentie et c'est un autre type d'initiative qui est retenu. Le samedi 19 a lieu un meeting de Walesa à Varsovie et le dimanche matin une messe des syndicats se déroule dans l'Eglise de Wawel la chapelle du vieux palais royal. Ce même jour, le cardinal Wyszyński reçoit une délégation des syndicats et déclare à cette occasion: "Je suis avec vous. Vous survivrez et vous tiendrez".

Le problème de la légalisation de *Solidarnosc* demeure toutefois entier. Le 21 au soir, la bureaucratie fait officieusement savoir que la condition en est la reconnaissance par le syndicat du rôle dirigeant du P.O.U.P. et des "alliances" de la Pologne. Face à

ce gouvernement qui veut publiquement se soumettre le mouvement des ouvriers et dont certains secteurs chercheraient peut-être un affrontement rapide avec les masses, *Solidarnosc* est chaque jour plus divisé. La base veut sans contester la grève, tout de suite, comme seul moyen de défendre ses organes de lutte. La commission nationale réunie le 21 à Jastrzebie s'est montrée beaucoup plus réservée. Les M.K.S. de Gdansk et de Varsovie présentent une motion appelant à la grève pour le 4 novembre si *Solidarnosc* n'est pas légalisé avant le 30 octobre. Les comités de Szczecin, Lodz et Jastrzebie refusent un tel calendrier, veulent reporter à plus tard la possibilité du débrayage ou se contenter d'en agiter la menace. Opposé lui-même à la grève et à son propre comité, Walesa est partisan d'actions de type "protestation civique" (boycott de la presse, envoi de lettres au gouvernement). Finalement, il est décidé de remettre une nouvelle fois la décision, en l'occurrence au lundi 27 octobre.

Pendant ce temps, les grandes manoeuvres de l'Eglise se poursuivent. Le mardi 21, Kania a reçu le cardinal Wyszyński et ce dernier est arrivé à Rome au matin du 23 pour notamment s'entretenir avec le pape de sa succession. Courroie de transmission directe de la bureaucratie au sein des milieux catholiques, le mouvement Pax élimine quatre de ses dirigeants et tente ainsi de redorer son blason auprès des ouvriers engagés dans le mouvement syndical.

Le vendredi 24, le tribunal de Varsovie annonce aux représentants des syndicats que l'enregistrement des Statuts de *Solidarnosc* est accepté mais bientôt arrive la douche froide. De son propre chef

et alors que la procédure retenue n'avait rien prévu de semblable, les juges en ont modifié le texte. D'une part, ils ont rajouté: le syndicat "reconnait que le P.O.U.P. exerce le rôle dirigeant dans l'Etat (et) ne conteste pas le système établi d'alliances internationales". Ensuite, les juges ont réduit à sa plus simple expression le droit de grève de *Solidarnosc*, remplaçant le passage qui y était consacré par ces lignes: "Si le syndicat (...) épuise tous les moyens à sa portée, il peut prendre la décision d'une grève. L'organisation de la grève ne peut être en contradiction avec les normes légales en vigueur". De toute évidence, il s'agit là d'un pas décisif vers l'épreuve de force entre ouvriers et gouvernement.

Ceux-ci ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. Rassemblés devant le siège du tribunal, nombreux étaient ceux qui voulaient former, tout de suite, une manifestation. Peu après, une réunion a eu lieu et la base est unanime. Ce qu'il faut, c'est la grève, la grève générale, sans attendre.

Walesa ne dit d'abord rien, attend puis finit par proposer au vote une motion dont les termes virulents n'ont d'autre but que de faire diversion et de ne pas aborder la question de la riposte au gouvernement.

Dès qu'à Gdansk et à Walbrzych les ouvriers ont appris le résultat de l'audience de Varsovie, ils ont accusé de trahison les dirigeants de *Solidarnosc*. Leur défiance dans cette direction est si forte, que lorsqu'à Walbrzych ils ont découvert la formulation du tribunal, les travailleurs ont pu croire que le syndicat l'avait acceptée et une foule se préparait à prendre d'assaut son local.

Oui, la situation polonaise est explosive.

Le trône et l'autel coalisés

par Philippe Olrik

En Pologne, l'Eglise défend l'ordre. L'ordre qui est aujourd'hui celui de la bureaucratie et comme l'a récemment déclaré le conseiller papal Morawski: "Il appartient aux catholiques de sauver le Parti communiste discrédité" (I.O., No. 965).

Toutefois, l'Eglise ne peut plus rester aussi parfaitement alignée sur la bureaucratie qu'au cours de la grève. En s'affrontant directement au mouvement de masses, elle a seulement réussi à se diviser et à perdre de son influence traditionnelle.

Et puis, prenant du champ par rapport au gouvernement, elle serait en bien meilleure position que la bureaucratie pour tenter de mettre à raison les syndicats.

Au moins d'août, cardinaux et évêques polonais ont multiplié des déclarations qui toutes semblent extraites du discours d'un ministre de l'Intérieur. Montant en première ligne, le cardinal Wyszyński, primat de Pologne, a lui-même lancé un appel à la reprise du travail diffusé par la télévision qui déclarait notamment: "Il n'y a rien sans le travail... Les revendications ne peuvent être satisfaites sur-le-champ..."

La bureaucratie ne s'y est d'ailleurs pas trompée. Le vendredi 6 septembre, le nouveau Premier ministre Pinkowski a tenu à rendre hommage à l'Eglise dès sa première apparition à la Diète: "Ces derniers jours ont montré le sens des responsabilités et le patriotisme de la hiérarchie catholique et de l'immense majorité du clergé".

Cette attitude n'a pas fait l'unanimité dans l'Eglise et peu à peu, des critiques ont commencé à s'exprimer. Un journaliste catholique, Jacek Wejroch a par exemple pu dire: "Il n'y a pas de doute que l'Eglise a commis une erreur. Ce que le cardinal (Wyszyński) a déclaré ne correspond pas à ce que les travailleurs pensent". Des évêques ont demandé une réunion d'urgence de leur assemblée plénière et en fait deux secteurs se sont dessinés. L'un représentant les sommets de la hiérarchie catholique, les vieux prêtres, fidèles et inébranlables soutiens du régime en place. L'autre, formé de prêtres plus jeunes, d'intellectuels, d'animateurs des organisations de laïcs, directement concerné par le mouvement des ouvriers polonais et soucieux de ne pas rester sans réponse face à celui-ci.

une nécessaire réorientation...

Il n'y a pas si longtemps encore, juste avant la grève, l'Eglise connaissait des jours fastes. Comme l'écrit Bernard Guetta dans *Le Monde* du 9 septembre, "Grâce à la force de caractère de son primat durant les années stalinienne, à la foi de ses fidèles, à l'élection de Jean-Paul II, ces deux dernières années elle est devenue (...) l'interlocuteur unique du pouvoir. Aucune force, à peine le parti, ne pouvait rien contre elle et presque rien sans elle ou sa protection". Quand est survenue la grève, elle a eu du point de vue de l'Eglise l'inconvénient de se développer en complète indépendance de celle-ci, de s'être dotée de structures et bien souvent de cadres propres. C'est pour cela que la hiérarchie a d'abord combattu les ouvriers pied à pied. Mais en dépit de cette véritable croisade, la grève a eu lieu, a déferlé sur le pays et a fini par vaincre. L'Eglise se retrouvait dans une position difficile. Pour la première fois depuis longtemps, ce n'est pas elle seule qui a capitalisé les acquis du mouvement de masses et de l'avis général, il lui faut maintenant regagner le terrain perdu. Par exemple *Newsweek* du 22 septembre précise: "La question est maintenant de savoir comment l'Eglise peut retrouver son rôle traditionnel de défense du peuple et de porte-parole de l'opposition loyale".

Tous ces problèmes ont été compris par un secteur de l'Eglise polonaise qui a réagi à l'ensemble de l'institution, ne serait-ce que

parce que du fait de ses activités "de masses", une réorientation lui était d'autant plus nécessaire. Ce secteur, c'est celui qui a dit la messe sur les chantiers occupés par les travailleurs, qui a vécu le plus intensément la contradiction qui existait entre la position des sommets de la hiérarchie et le mouvement des masses. Comme ce curé de Gdansk qui a dû lire aux ouvriers, assemblés dans la cour du chantier Lénine le dimanche 24 août, la lettre de son évêque et donc enjoindre aux grévistes de passer sous les fourches caudines de la bureaucratie.

... et une riposte plus habile à la grève...

Cette division apparue au sein de l'Eglise polonaise début septembre, n'autorise guère à parler de l'émergence d'une opposition qui, d'une façon déformée, refléterait le mouvement des ouvriers polonais. En dépit de son action constamment contre-révolutionnaire et de l'unité de son appareil, l'Eglise n'est pas unifiée à la façon d'un parti politique centralisé. L'une de ses caractéristiques principales est de ne "jamais mettre tous ses oeufs dans le même panier". Ainsi, elle a conservé de fortes positions dans la campagne polonaise où la petite-bourgeoisie rurale lui sert de base de remplacement après la disparition de son soutien traditionnel, les propriétaires fonciers. De même, la partie de l'institution qui se consacre avant tout

à l'encadrement de la classe ouvrière a pour mission de mener à bien une politique identique à celle que suit le reste de l'appareil mais en employant des moyens tactiques sensiblement différents.

De plus, la lutte au sein de l'Eglise semble avoir tourné court faute de combattants. Tout indique en effet que les hauts dignitaires se sont ralliés à la nouvelle orientation qui a d'abord eu tendance à surgir à la base et la meilleure preuve en est la chaleureuse entrevue qui a réuni au matin du dimanche 7 septembre le primat Wyszyński et une délégation de syndicalistes dirigée par Walesa.

Avec cette rencontre dont "rien n'a officiellement filtré" (*Le Monde* du 9 septembre), ce n'est pas seulement une réorientation de la politique suivie par l'Eglise qui s'est produite mais aussi un considérable enrichissement de sa tâche.

Le problème central sur lequel buttent les "bonzes gris" de Varsovie est simple: incapables de s'affronter directement au mouvement des masses, ils sont bien trop impopulaires pour mener à eux seuls une tactique de dévoilement des syndicats, de médiatisation du mouvement ouvrier. Le recours à une "troisième composante" qui serait à même de jouer un rôle de médiateur, d'arbitre, s'impose et l'Eglise paraît toute désignée pour mener à bien cette tâche. La contradiction qui existe entre l'entrevue Walesa-Wyszyński et les déclarations à peine antérieures de ce dernier (du genre: "que l'ordre règne en Pologne") n'est qu'apparente. Par des voies sensiblement différentes, c'est toujours de la défense du même ordre qu'il s'agit.

Le bruit a couru à plusieurs reprises d'un éventuel voyage de Walesa à Rome. Que ce voyage ait lieu ou non est secondaire. Ce qui nous semble décisif dans une telle rumeur, c'est qu'elle ait pu naître parce qu'elle exprime parfaitement tout un processus qui est en train de se donner en Pologne. Lorsqu'il n'était encore que le cardinal Karol Wojtyła, Jean-Paul II était sans conteste le haut dignitaire de l'Eglise polonaise le plus lié au secteur "missionnaire". En outre, celui-ci s'est imposé le silence tout au long de la grève sur ce qui se passait en Pologne et la première fois qu'il a publiquement évoqué son pays, le 3 septembre, il a employé un langage différent de celui qu'avait utilisé l'Eglise polonaise. Ce jour-là, le pape a notamment déclaré qu'au cours de la Seconde Guerre mondiale, la Pologne avait acquis "un droit moral à l'indépendance et à la souveraineté", que "la souveraineté signifie un juste droit à l'auto-détermination" et qu'il priait pour que la Pologne ne soit victime "d'aucune agression, d'où qu'elle vienne". Sur fond de chars, il ne s'agit apparemment pas de propos très orthodoxes et



Walesa (à gauche) et le cardinal Primat de Pologne Wyszyński (à droite): l'Eglise veut l'ordre

pourtant la radio nationale polonaise a diffusé l'intégralité de cette déclaration dès le jeudi 4 au soir.

En fait, avec sa personnalité, avec l'image qu'ont complaisamment diffusée de lui les médias depuis son élection, le pape est actuellement celui qui peut le mieux concentrer sur sa personne tout le rôle d'arbitre que l'Eglise polonaise se prépare dans son ensemble à jouer.

...qui pose une fois de plus la question de la direction

Dans son oeuvre de dévoilement de l'extraordinaire mouvement ouvrier qui est en train de se recomposer en Pologne, il est hors de doute que l'Eglise entend exercer son effort principal en direction des cadres du mouvement, des dirigeants syndicaux qui ont émergé dans les cours même de la lutte. Ceux-ci sont très souvent d'origine catholique. Beaucoup par exemple ont étudié dans les "universités volantes" mises en place par l'Eglise et, plus généralement, ont appartenu à des organisations. Comme l'écrit Bernard Guetta, "Individuellement, chaque syndicaliste ou presque est un catholique fervent, respectueux des positions des évêques et attentif à elles. Collectivement, les syndicalistes sont avant tout portés par une dynamique sociale qu'ils contrôlent peu et par l'évolution générale du pays" (*Le Monde* du 15 octobre).

Et nous touchons en effet là l'un des points-clés de la situation polonaise: les cadres des syndicats qui sont en train d'émerger en Pologne sont comme le lieu géométrique sur lequel pèsent de tout

leur poids deux forces de sens contraire. D'une part, celle du mouvement de masses et de sa dynamique de révolution politique, d'autre part celle du camp du statu quo, de la contre-révolution qui a actuellement pour fer de lance l'Eglise.

La présence de Walesa au Palais du primat de Pologne est certainement de nature à affaiblir le

mouvement des ouvriers polonais mais, par ailleurs, le camp bicipède Eglise-bureaucratie n'a pas jusqu'à maintenant réussi à dompter la dynamique du mouvement syndical. De sa capacité ou non à prendre définitivement pied dans les syndicats, à "pourrir" le mouvement des masses par la tête" dépendent beaucoup de choses de l'avenir de la Pologne.

"Ora et labora"

Le Kremlin est tout à fait sensible à l'aide capitale qu'en Pologne peut lui apporter l'Eglise et son appareil international. C'est sans doute ce qui explique la publication dans *Troud* du 14 septembre (le journal des "syndicats" russes) d'un article où l'on assiste à un dialogue évidemment inventé de toutes pièces entre la responsable des *komsomols* (organisation de jeunesse officielle) d'une entreprise (Valia) et une croyante (Katia):

"-Mais que peuvent donc bien t'apporter les gens de ta secte?, s'échauffa Valia. Laisse donc tomber ces obscurantistes! Tu es jeune, tu as ton avenir devant toi!"

"-C'est toi qui es jeune et stupide, répondit Katia. La foi en Dieu m'aide à vivre."

"-Et est-ce que Dieu t'aide aussi à travailler?"

"-Pas Dieu lui-même, mais la foi en Dieu, oui. Tiens, on va voir à l'épreuve des faits. On va voir qui abat le plus de travail, moi avec Dieu, ou toi sans Dieu."

"-D'accord, répondit Valia, tout excitée."

(...) L'atelier tout entier suivit le pari d'émulation conclu par les deux jeunes femmes. Elles travaillèrent toutes les deux avec conviction et dépassèrent toutes deux sensiblement les tâches du plan. Katia (la croyante) l'emporta sur Valia de 10%..."

Et malgré cela, le comité d'atelier du syndicat proclama l'athée Valia victorieuse. Conclusion de l'article: "Beaucoup de travailleuses, à commencer par les travailleuses croyantes, affirment que Katia avait été victime d'une injustice". Il ne faut pas se comporter ainsi termine l'auteur de l'article.

Le sens de cette (très mauvaise) fable est clair: la bureaucratie a besoin de l'Eglise. Avec l'appui de l'Eglise et de la foi, les ouvriers peuvent pulvériser le plan et même dépasser les responsables des *komsomols*.

Pour un peu, pas très regardante sur les moyens, la bureaucratie mettrait sur le fronton des usines la vieille devise des moines bénédictins: "Ora et labora" (Prie et travaille).

Bolivie

Garcia Meza:

Sur les pas de Banzer?

par Alberto León

L'allée de El Prado est l'une des principales rues du centre de La Paz, capitale de la Bolivie. Fin avril 1979, dans l'un des cinémas de cette rue, la salle obscure est comble et des centaines de personnes attendent. Sur la scène, encadrée par des dizaines de banderoles de l'Action Démocratique Nationaliste (ADN), sont empilées une série d'estrades formant comme un autel. Au centre, la plus haute imite un trône: là se profile la petite stature d'un homme. Il porte une veste de cuir sombre. Soudain, les lumières s'allument, une lampe plus vive éclaire juste derrière notre personnage et lui dessine une auréole autour de la tête, comme celle d'un saint. Les centaines d'assistants se mettent alors à crier: "Banzer! Banzer!"

Le meeting terminé, Banzer sort et traverse l'assistance pour rejoindre sa voiture, des groupes de femmes rondelettes, un peu hystériques, qui forment la majorité de l'auditoire de "gens bien", se bousculent pour l'assailir.

Banzer, c'est le personnage à la veste en cuir et à l'auréole. C'était le meeting de présentation de la candidature aux présidentielles de l'ex-dictateur qui a gouverné la Bolivie de 1971 à 1978. Celui qui a obtenu plus de deux cent mille voix et près de 20 % du total des suffrages exprimés aux élections du 29 juin dernier.

C'est sur ce personnage que Garcia Meza cherche à s'appuyer. Son entrée dans le gouvernement est un pont en construction pour faire traverser l'impérialisme et le Pacte Andin, sans qu'ils soient obligés de trop se salir avec le sang qui coule dessous.

CALquer

Après le coup d'Etat de 1976 en Argentine, la dictature a créé un organisme chargé de remplir les fonctions d'un pseudo-parlement. Ils l'ont appelé CAL (*Comisión de Asesoramiento Legislativo* — Commission de Conseil Législatif). En Bolivie, un mois après le coup d'Etat, le gouvernement de Garcia Meza a lui aussi créé un organisme législatif, imitation encore d'un parlement qu'ils ont appelé... CAL (*Comisión de Asesoramiento y Legislación*). Au-delà du hasard des homonymes, il est évident que le projet du général Garcia Meza est d'imiter le processus de ses alliés et conseillers d'Argentine.

Le CAL bolivien et le CAL argentin ont cependant une grande différence: alors qu'en Argentine il est composé, à parts égales, de représentants des trois armes des forces militaires, en Bolivie le général Garcia Meza a dû recourir aux partis politiques. Et en particulier à l'Action Démocratique Nationaliste de l'ex-dictateur Hugo Banzer Suarez. Sur un total de douze membres, sept sont des civils banzeristes.

Alors qu'en Argentine les For-

ces Armées agissent en tant que parti militaire représentant l'ensemble de la bourgeoisie et assumant le contrôle total et direct du gouvernement, en Bolivie, le nouveau régime, devant l'impossibilité de le faire, s'illustre par la faiblesse des fondations sur lesquelles il tente de s'édifier.

La participation d'une majorité de civils banzeristes au CAL signifie plusieurs choses: tout d'abord, le désir de la dictature de se créer une base sociale quelconque. Banzer, lui, la possède. Et il peut également servir de courroie de transmission en direction du MNRH (Mouvement Nationaliste Révolutionnaire Historique) de Victor Paz Estenssoro, qui, à son tour, peut étendre l'action de cette courroie vers des milieux apparemment éloignés du régime, comme le Parti Communiste pro-chinois lui-même, l'un des plus fermes alliés de Paz ces derniers temps. Mais cette intégration de banzeristes dénote également le désir de la dictature d'ouvrir la porte aux négociations avec l'impérialisme américain. Banzer et Paz possèdent de bons atouts pour cela.

L'apparition du "banzerato"

Banzer a accédé au pouvoir en 1971 à l'aide d'un *golpe* qui a renversé le gouvernement nationaliste bourgeois du général Juan José Torres. Son gouvernement, né dans le but d'asséner un grand coup au mouvement ouvrier et à ses organisations politiques et syndicales, a bénéficié d'un ensemble de conditions favorables pour remplir ces objectifs.

Au niveau international, il a été soutenu par un front unique solide, dans lequel participaient l'impérialisme américain et la bureaucratie des Etats ouvriers, en particulier les pays de l'Europe de l'Est, comme la Tchécoslovaquie.

Une avalanche de crédits internationaux, provenant du Fonds Monétaire International, de la Banque Interaméricaine de Développement et de la Banque Mondiale, lui a permis de mettre en pratique un plan de développement où les travaux publics ont connu un essor sans précédent. La Paz, par exemple, a subi une transformation notable, d'une ville à l'aspect très rural, elle est en train de devenir moderne.

A ces crédits (qui sont aujourd'hui la principale source des 3,5 milliards de dollars de dette extérieure de la Bolivie), se sont ajoutés, par exemple, une réorganisation des mines et le fait que, dans la conjoncture, le pays soit devenu exportateur de pétrole.

Au niveau des forces politiques internes, tout ce plan a compté avec l'appui inestimable du MNR de Paz. Il se basait sur la surexploitation la plus féroce et a pu permettre un développement considérable des secteurs bourgeois comme celui de la zone de Santacruz, l'apparition de secteurs enrichis de la classe moyenne et la création, de fait, d'une forte couche bourgeoise bureaucratique qui s'est nourrie des affaires fabuleuses que permettait le

tion conjoncturelle qui lui permet, pour le moment, de souffler.

Cependant, le nouveau régime continue à ne reposer que sur de minces piliers car il manque d'une base sociale et les liens de négociation avec la Maison Blanche sont toujours coupés.

La relation avec l'ADN est un pas évident dans cette direction.

A travers toutes ces démarches, Garcia Meza cherche à retrouver, même si ce n'est que partiellement, les soutiens dont avait bénéficié Banzer. D'autre part, l'entrée de Banzer en scène, et avec elle les liens qui se lient avec Paz Estenssoro, sont le pont que construisent les gorilles pour que le

Pacte Andin et les investissements impérialistes traversent, comme nous l'avons dit plus haut, sans trop se mouiller avec le sang qui coule dessous.

Les nuits du général Garcia Meza ne doivent pourtant pas être tranquilles. Les centaines d'ouvriers et de paysans qui sont tombés sous les balles des militaires doivent déranger son sommeil. Mais cela doit sûrement moins le tourmenter que son obsession de suivre les traces du général Banzer et de son époque "dorée" (pour les patrons et l'impérialisme). Le plus grand rêve du général doit être la réédition, corrigée et améliorée, du *banzerato*.

La pensée vivante de Siles Suazo

par Alberto León

comme dans la défaite, ont été incapables de conduire cette lutte permanente de la classe ouvrière à la victoire finale. Ou pire, nombre d'entre eux ont été capables de conduire la classe ouvrière et la paysannerie de Bolivie — tout en gardant leur soutien — sur le chemin de la conciliation de classes, pour les amener à la dictature.

Aujourd'hui, Hernan Siles Suazo est une fois de plus le président qui, après avoir été élu par les urnes, n'a pu aller au gouvernement car les militaires se sont à nouveau interposés sur son chemin. Avec lui, nous dénonçons les militaires et leur gouvernement toutes les fois où cela sera nécessaire. Avec lui, nous essaierons d'unir nos efforts pour rendre plus forte et plus puissante la résistance qui, tôt ou tard, mettra à bas la nouvelle dictature. Contre lui, nous affirmons et réaffirmons que sa politique est l'un des principaux responsables du sort actuel des ouvriers et des paysans de Bolivie. Et malgré notre unité pour résister à la Junte, nous la combattons.

Il y a des généraux de l'armée qui se chargent de prendre en main le gouvernement chaque fois qu'il est nécessaire d'utiliser la force des armes pour arrêter la lutte ouvrière. Mais il y a aussi d'autres généraux en Bolivie. Ceux qui se chargent de dire aux travailleurs que les gorilles peuvent être convaincus par des discours. Ce sont les généraux de la défaite, parmi lesquels Siles Suazo occupe une place d'honneur depuis trente ans.

La pensée vivante de Siles Suazo

10 avril 1952: "Avec toute la douleur de mon âme, je dois vous dire que la révolution a échoué. Toute l'armée nationale est concentrée contre nous. Nous avons déjà perdu plus de soixante hommes et nous ne pouvons pas continuer à sacrifier le parti. Je pense donc que nous devons lever les mains en l'air avant de faire massacrer le peuple. Je me tiens pour responsable de tout ce qui arrive, comme chef de la révolution, comme je le ferais si j'étais devant le peloton d'exécution". On entend des huées. L'orateur reprend la parole: "Puisque la résolution de continuer la lutte est unanime, qu'elle continue, malgré mon désaccord. Je reste dans l'Université, pour y tomber".

La lutte a continué et la révolution a triomphé. C'était la révolution bolivienne de 1952. L'orateur, c'était Hernan Siles Suazo.

Au milieu de la plus grande montée révolutionnaire des travailleurs boliviens, le principal dirigeant du MNR alors présent en Bolivie (Victor Paz Estenssoro était en exil), appelait les travailleurs à abandonner la lutte. Ce n'est pas étonnant. Siles a toujours été pour une "révolution de palais" qui ne dépasse jamais le cercle étroit de la conspiration.

Le triomphe de la révolution a



Il s'agissait d'être en condition d'affronter et de défaire un ennemi concret, en chair et en os, les militaires. Quelle a été l'attitude de Siles?

"Après les élections, quand nous nous apprêtons à assumer la charge du pouvoir, une nouvelle rencontre avec les envoyés des militaires a eu lieu. Je croyais les avoir engagés à s'identifier avec le peuple, afin qu'ils essaient de retrouver le peuple auquel ils se doivent, en soutenant le régime constitutionnel et en s'identifiant avec le peuple dans les tâches de développement et de progrès social. La réponse a été apparemment positive mais, au fond, comme l'avenir l'a démontré, c'était une impression, c'était une réponse cherchant à distraire l'attention de l'Unité Démocratique Populaire pour mettre sur pied un *golpe* après les élections."

Voilà comment parlait Siles le 17 octobre, trois mois après le *golpe* dans une conférence publique à Bogota. On pouvait convaincre les militaires par des discussions à un haut niveau. A partir de là, les militaires pouvaient "retrouver le peuple" et s'"identifier" à lui. Mais cette politique n'avait rien d'abstrait. Ils étaient des centaines de milliers à suivre Siles et l'UDP, et cela signifiait qu'ils seraient démunis face au *golpe*.

Siles se charge de bien préciser ce que signifie cette politique en fournissant des exemples: "A Caracoles, ils ont décidé de résister au *golpe* fasciste. Avant d'entrer dans ce centre minier, il faut traverser une gorge encaissée dans les montagnes. C'est là qu'ils se postèrent, avec comme seule arme leur conviction démocratique et des bâtons de dynamite. C'est là que sont arrivées les forces de répression, avec des tanks, des mitraillettes et l'aviation. Ce combat inégal, après quatre jours de résistance, s'est soldé par plus de mille victimes, des hommes, des femmes et des enfants; certains ont été assassinés, d'autres faits prisonniers et quelques uns ont réussi à s'échapper du piège."

Le résultat de cette politique, nous le connaissons tous: la classe ouvrière et la paysannerie de Bolivie se sont affrontées au *golpe* sans la politique, sans l'organisation et sans les armes nécessaires pour le faire et c'est ainsi, avec leur "conviction démocratique" (la seule arme que la direction de l'UDP leur a autorisée de porter) qu'ils ont été défaits par les gorilles.

Il n'y a pas plus sourd...

Mais les choses n'en sont pas restées là. La politique de l'UDP n'est pas réservée au MNR de Si-

les. Le Parti Communiste qui suit les orientations de Moscou et qui fait partie de l'UDP l'a appliquée en première ligne. Et, pire encore après le *golpe*, il est devenu, de fait, le complice du régime du général Garcia Meza.

La reconnaissance du régime de Garcia Meza par l'Union Soviétique, dont la presse nous informe, a été expliquée par les dirigeants du Parti Communiste comme ne constituant pas une reconnaissance proprement dite, mais comme la poursuite de la mission soviétique qui avait commencé certains programmes, comme celui du complexe minier de Calachipampa, ou mieux des hauts fourneaux, qu'ils voulaient terminer sans perdre les investissements initiaux.

Ce que nous prépare l'avenir

La prise du pouvoir par les militaires en Bolivie n'est pas le dernier épisode du drame. La classe ouvrière de ce pays a démontré à l'environnement qu'elle possède une capacité de récupération sans égale. La résistance au régime, comme les futures batailles ne peuvent pas avoir lieu sous la direction de la politique et des hommes qui ont contribué à tant de défaites successives.

Il n'y a aucune raison historique qui pourrait alimenter des illusions sur une possibilité de changement de la part de Siles et de l'UDP. Il ont toujours opposé à la mobilisation les négociations et les conspirations au sommet. Ils ont toujours opposé à l'armement des travailleurs le projet de convaincre les gorilles. Siles lui-même se charge de le réaffirmer: "Nous avons insisté pendant les deux dernières campagnes électorales de l'Union Démocratique Populaire, et nous le répétons aujourd'hui, que tandis que notre peuple s'affronte à une dictature dont la brutalité et la corruption sont sans précédent dans notre histoire, nous voulons une transition pacifique de la dictature à la démocratie."

Note

(1) Augusto Céspedes, *El dictador suicida*, Edition Juventud, La Paz, 1979, p. 125.

Pour la liberté d'Aguilar, Rendón et Rodríguez

La campagne pour la liberté des syndicalistes Henry Aguilar, Porfirio Rodriguez et Omar Rendon rencontre un immense écho dans différentes parties du monde.

Au Brésil, par exemple, des dizaines de dirigeants syndicaux, des députés et des dirigeants politiques ont envoyé des télégrammes au consulat bolivien de Sao Paulo, exigeant le respect de la vie et la mise en liberté immédiate des syndicalistes. Parmi les organisations syndicales qui se sont prononcées, il faut noter le syndicat des Journalistes Professionnels d'Etat de Sao Paulo, celui des Employés de banques, celui des Professeurs de l'Education Nationale, le syndicat des Artistes, etc... A Hanbourg, en Allemagne Fédérale, le consulat général de Bolivie est occupé depuis le 25 septembre pour la liberté de Henry Aguilar et ses camarades.

Ces deux exemples, pris parmi de nombreux autres, démontrent qu'il est possible de contribuer, de n'importe quel partie du monde, à la libération des syndicalistes prisonniers.

Vous pouvez y contribuer en envoyant un télégramme, en faisant se prononcer votre syndicat, votre organisation, votre parti.

Argentine

Le président fort de seulement trois votes

La grande avenue Figueroa Alcorta est l'une des principales artères des quartiers oligarchiques de Buenos Aires. C'est là, pendant la deuxième semaine d'octobre, qu'a eu lieu une manifestation de protestation unique au monde: ce ne sont ni des travailleurs, ni des bourgeois qui ont défilé. Ce sont des milliers et des milliers de poulets qui ont envahi l'avenue "à une heure et quelques, heure à laquelle l'artère est saturée par la circulation" (Clarín, ed. int. du 13-10-80). Comme la volaille n'a pas pour habitude de scander des mots d'ordre, des tracts lancés par leurs propriétaires expliquaient: "nous lâchons (nos poulets) parce que nous ne pouvons pas les nourrir... Qui sommes-nous?... La poubelle du monde, dans laquelle les autres pays jettent leurs surplus à des prix de liquidation?" (Clarín, *ibid.*)

Ces jours-ci, sur une autre scène, dans le stade comble de River Plate, les équipes sélectionnées d'Argentine et de Bulgarie

Une dictature qui n'ose pas dire son nom

"Dans mon pays (l'Argentine), il n'y a ni dictature ni dictateur. La Junta Militar a été renouvelée depuis le 24 mars 1976(1)... Elle a été renouvelée déjà (complètement) une fois, par tiers. Au début de 1981, elle renouvellera son président(2). Je me demande: Où est le dictateur?" (Le Monde Diplomatique, octobre 1980).

C'est par ces paroles que le général Omar Riveros exposait, dans un discours devant la Junta Inter-américaine de Défense, l'argument répété inlassablement à Buenos Aires: à savoir qu'un gouvernement élu par personne, qui a assassiné, emprisonné et fait "disparaître" des dizaines de milliers de citoyens, n'est pas une dictature parce qu'il lui manque un dictateur permanent, genre Hitler, Pinochet, Somoza ou Franco.

Evidemment, un tel sophisme se contredit lui-même. Cependant, nous l'avons cité car il s'appuie sur un fait réel: le gouvernement argentin possède un trait particulier qui le différencie des autres régimes forts: il a constitué, jusqu'à présent, une dictature sans dictateur, un bonapartisme sans bonaparte. En effet, les généraux de Buenos Aires ont organisé une sorte de dictature "collégiale": au lieu d'un Caudillo ou d'un Duc qui décide de tout et agit comme arbitre personnel et sans appel, les militaires ont monté, au niveau de l'Etat-major, un mécanisme complexe —et lent— de délibération, consultation, conciliation d'opinions... et contradictions. Pour faire une caricature du mé-

canisme démocratique bourgeois de la "division des pouvoirs", le "président" de la République —hier Videla, demain Viola— apparaît comme l'exécutif des politiques générales votées par la Junta Militar, par la Comisión de Asesoramiento Legislativo (CAL — Comisión de Consejo Legislativo) et, d'une manière officieuse, par les assemblées de mandos (réunions de généraux, amiraux et généraux de brigade). Ce n'est pas, comme Franco, un "Caudillo par la Grâce de Dieu" (et, comme Dieu, au-dessus des mortels), mais un "président" pendant quatre ans, sous mandat et ordres des Forces Armées. Ce système particulier de dictature "collégiale" essaie non seulement, au moyen de changements réguliers, d'éviter l'"usure" rapide dont ont souffert les dictateurs argentins antérieurs comme personnalités politiques, mais aussi de maintenir comme objectif primordial l'unité des Forces Armées face à la résistance ouvrière et populaire.

Cette unité des Forces Armées pour mieux combattre le mouvement ouvrier est la question-clé. Car les expériences passées de dictature ont été désastreuses pour les militaires et la bourgeoisie. Sous les coups de la résistance ouvrière et populaire et l'influence des luttes inter-bourgeoises, les dictateurs antérieurs finissaient en peu de temps leur carrière à cause des Forces Armées divisées ou pire encore "unies"... pour leur donner un coup d'Etat par le haut, avant que ne les déloge une insurrection par le bas. Et finalement, comme ultime recours désespé-

vont jouer, "Général, amiraux, généraux de brigade, et le général Viola" (flambant "président" élu par la Junta Militar) arrivent à la tribune officielle quand on entend par les hauts-parleurs "les slogans officiels sur l'application généralisée de l'IVA" (nouveau impôt sur la consommation décrété par la dictature). Alors "les sifflements sont massivement partis des tribunes". (Clarín, *ibid.*)

Des semaines ou des mois auparavant aux quatre coins du pays: grève générale des cheminots; débrayages des chauffeurs de taxis et de quelques lignes de colectivos (autobus) à Buenos Aires; des milliers de membres des familles des détenus-disparus concentrés une fois de plus sur la Place de Mai, sous le nez de Videla pour lui demander des comptes; débrayages, grèves du zèle ou autres formes de lutte à Mercedes Benz, Limber, la Vasconia, Martin Amato, Essex, Galileo, General Electric,

ré, le retour aux quartiers et des élections.

Pendant trente ans, ce cycle argentin classique, usure et chute ou démission des régimes militaires —le "gorilato" de 1955-58; les "bleus et rouges" de 1962-64; la "révolution argentine" de 1966-73— a inexorablement fonctionné. L'expérience la plus traumatisante, marquée au fer rouge dans les neurones les plus profonds des militaires et des bourgeois, a été la dernière, celle du cycle Onganía-Levingston-Lanusse, qui a ouvert l'ère des "cordobazos" (3). Cette peur permanente du mouvement ouvrier continue à être présente, malgré les coups terribles assénés aux travailleurs, à leurs organisations et leurs militants par la dictature. Bien que le cycle des grèves générales et des "cordobazos" ne soit pas encore revenu, les militaires et la bourgeoisie ne se leurrent pas: tous les symptômes, des siffle-

"Dissensions occasionnelles" ou "Fissures irréparables"?

Le général Roberto Viola est passé de l'"éminence" à la présidence, dans le cadre de ce mécanisme particulier de dictature collégiale qui dirige l'Argentine. Le processus de son "élection" a été suivi avec un intérêt relatif, tant dans le pays qu'à l'étranger, non pas du fait de la possibilité d'un "vote" différent, mais parce que c'était un test pour voir dans quelle mesure cette unité militaire est bien unie ou si elle s'use.

Il en résulte que cette unité est maintenue... mais avec des problèmes et des difficultés.

La dernière échéance fixée publiquement par la Junta pour "élire" le nouveau "président" tombait le 30 septembre. Retarder la décision après cette date, comme le signalait La Nación (ed. int. du 29-9-80), "aurait des conséquences politiques": cela montrerait politiquement qu'il n'y a pas d'unité entre les commandants en chef, que le mécanisme collégial est entravé par des divergences en son sein. Et, effectivement, le 30 septembre est passé sans qu'ils puissent arriver à un accord.

A partir de là, de fiévreuses démar-

ments sur les terrains de foot-ball aux grèves dispersées dans tout le pays, tout indique que la chaudière maintient sa pression. Une fissure des Forces Armées pourrait faciliter l'explosion. Le journal La Nación (ed. int. du 6-10-80) porte-parole traditionnel de l'oligarchie argentine, ne se trompe pas quand il dit que l'"unité (des Forces Armées) constitue le bouclier protecteur du processus". Ce dont protège le bouclier est évident.

Aujourd'hui, les généraux croient avoir trouvé la formule "institutionnelle", quasi-miraculeuse, pour maintenir cette unité: au lieu d'un dictateur "unipersonnel", une dictature "collégiale", au lieu d'un dictateur qui finit par être prisonnier des luttes internes des militaires et qui prend parti pour l'une des fractions, résoudre les contradictions en discutant de tout dans des organismes collégiaux.

ches se sont succédées pendant 48 heures. L'ensemble de la bourgeoisie argentine a commencé à considérer ce retard avec préoccupation. La presse convergeait sur un point: "plus le temps pour désigner le président s'allongera, plus celui-ci sera affaibli".

Enfin, dans la nuit du 2, une décision a été prise. Et le communiqué de la Junta informant de la désignation de Viola ne laissait aucun doute sur le fond du retard: il disait que les commandants en chef "se sont mis d'accord pour que par-delà des différents points de vue d'interprétation existants" (sic), doit "avoir priorité" le "maintien de l'unité indispensable des Forces Armées". (La Nación, ed. int. du 6-10-80).

La Nación commentait: "en marge des divergences de direction qui ont entraîné l'enlisement délicat de mardi dans la Junta Militar", a prévalu "la profonde volonté d'unité dans les cadres internes des Forces Armées... Le jour même où les dissensions occasionnelles se transformeraient en fissures irréparables, l'espoir de refaire la structure constitutionnelle de l'Argentine ferait définitivement naufrage..."

Poulets, amateurs de football et grèves: les origines des "dissensions"

D'où viennent ces "dissensions" ou —pour employer les paroles-mêmes des commandants en chef— ces "différents points de vue d'interprétation existants"? Pourquoi ne se sont-ils pas encore transformés en "fissures irréparables" qui fassent entrer en crise les Forces Armées et leur régime?

En commençant cet article, nous avons fait allusion à trois séries de faits et anecdotes —des protestations croissantes de secteurs bourgeois en faillite à la résistance ouvrière— qui se réfèrent aux deux facteurs qui cadrent la situation argentine et des Forces Armées: d'un côté la crise du plan économique de la dictature, le plan du ministre Martínez de Hoz, a commencé; de l'autre, elle a lieu dans le cadre de la résistance ouvrière et populaire qui n'a pour tant pas encore effectué de saut qualitatif.

La crise économique produit un réalignement progressif des divers secteurs par rapport au gouvernement. La classe ouvrière a toujours haï le régime militaire, dont le plan économique se base précisément sur sa surexploitation. Mais ce qui est nouveau dans la situation argentine, c'est l'apparition croissante de secteurs bourgeois et de la classe moyenne qui deviennent de plus en plus critiques de la politique économique de la dictature alors qu'il y a peu, ils l'applaudissaient.

L'affaire des poulets n'est pas un fait isolé. Elle s'ajoute aux grèves, aux blocages de routes, effectués par les producteurs et commerçants du Valle de Uco, la marche des cultivateurs de soja

Wells, Zenith, la Bernalesa, Lonalino, BIR, Banco Español, Forja, sucrerie Nugnorco, Thompson-Banco, Berardi, Lital, Electrodi- nie, Corni et d'autres usines et banques: de nombreux orages isolés mais qui ne font pas encore une grande tempête (grève) générale.

Finalement, le jeudi 2 octobre, par une cérémonie nocturne et secrète, trois hommes seulement —les commandants en chef des Forces Armées— (sans la présence gênante des travailleurs qui font des grèves, des citoyens qui exigent des libertés, des patrons en faillite qui lâchent leurs poulets, des amateurs de foot-ball qui les sifflent, sans les 26 millions d'argentins) ont élu le nouveau "président" de la République pour la période 1981-84. C'est ainsi que cette nuit-là, "le général Roberto Viola, l'éminence grise derrière le président argentin, le général Jorge Videla, (devenait) moins gris et plus éminent". (The Economist, du 11-10-80).

sident de la Fédération Agricole Argentine (4). Humberto Volando, a été convoqué au Ministère de l'Intérieur, où il a reçu une sévère réprimande. Un communiqué ultérieur de ce Ministère l'accuse d'inciter à une "action de dispersion" (dépêche AP du 21-10-80), terme jusqu'à présent réservé aux "subversifs" et non aux dirigeants patronaux. Mais, d'autre part, 48 heures avant, Volando et ceux qui font de la "dispersion" avec l'assemblée de Rosario ont reçu un télégramme "se solidarisant avec la réunion" du "commandant en chef de l'Armée, l'amiral Armando Lambruschini" (Clarín, *ibid.*)

Finalement, ce sont deux attitudes opposées qui montrent clairement les frontières des "dissensions". Le mode d'"élection" de Viola a été traversé —et rendu difficile— par ces divergences. Et le plus probable est que l'"unanimité" finale de la Junta ait été obtenue au prix d'un compromis du nouveau "président" avec les secteurs qui dans les Forces Armées reflètent les critiques que font les patrons à Martínez de Hoz.

Mais tout n'est pas encore joué. Le régime peut maintenir son unité car, en même temps que croissent les divergences entre les secteurs patronaux qui ont appuyé —et appuient— la dictature, la résistance ouvrière et populaire ne l'a pas encore frappé assez fort. Les travailleurs et la grande masse de la population haïssent le gouvernement des militaires: ils les sifflent sur les terrains de foot-ball, résistent par des grèves ou autres formes de lutte dans les usines, les banques et les transports. Mais cet ample sentiment de rébellion ne s'est pas encore traduit en termes d'organisation et de mobilisation générale, d'ensemble contre la dictature.

Le patron "dissident" lui-même a soin, jusqu'à présent, de rester dans le cadre du régime et de ne pas passer à l'opposition systématique. L'assemblée de Rosario, par exemple, a commencé par un hommage aux Forces Armées pour leur "triomphe historique" sur la "subversion"... Pour ces patrons, commente Clarín, il ne s'agit pas "d'en finir

rapidement avec l'expérience du gouvernement militaire" d'"attaquer la politique (économique) qui les agresse et non le processus des Forces Armées". C'est que malgré toutes leurs critiques, ils sont d'accord avec Martínez de Hoz sur le point essentiel de son plan économique: la sur-exploitation des travailleurs que la dictature garantit par la force. Ainsi, au début du régime militaire, ils ont soutenu comme un seul homme le plan du ministre de l'Economie. Maintenant, ils se plaignent de la répartition "injuste" des profits, qui bénéficie chaque fois exclusivement au capital impérialiste et à la frange réduite des oligarques et banquiers qui dirige Martínez de Hoz.

Ils craignent, et avec raison, qu'un affaiblissement du régime militaire ouvre une autre fois la porte aux "cordobazos". C'est pour cela qu'ils se débattent entre l'épée de la crise économique et le mur d'un mouvement ouvrier qui les terrorise potentiellement. Ils critiquent le ministre qui les ruine, mais ils remercient une dictature qui maintient fermée la porte de la cage aux fauves.

A partir de mars, avec la nouvelle administration présidée par le général Viola, le jeu des pressions qui a marqué son élection se redoublera. La crise économique aura sûrement empiré. Et nous verrons jusqu'à quel point le régime militaire pourra empêcher que les dissidences ne se transforment en explosions.

Roberto Ramirez

Notes

1- Date du coup d'Etat qui a renversé Isabelita Peron et instauré le régime militaire actuel.

2- La composition de la Junta militaire, formée par les commandants en chef de l'Armée de Terre, de l'Air et de la Marine, a été changée par la relève successive des officiers du commandement de ces armes respectives. Le nouveau "président", le général Viola, élu le mois passé, assumera le pouvoir en mars 1981.

3- Le premier "cordobazo", une grève générale semi-insurrectionnelle, a eu lieu à Córdoba, centre de l'industrie automobile, le 29 mai 1969. Il a blessé à mort la dictature du général Onganía. Des mobilisations semblables se sont produites au cours de ces années dans d'autres villes: les "rosarios", "tucumanazos", "mendozaños", etc. Le second "cordobazo" (mars 1971) a provoqué la chute de général Levingston. Le général Lanusse l'a remplacé comme dictateur, et a dû appeler à des élections en 1973 pour éviter un "argentinazo".

4- Unité qui regroupe les petits et moyens producteurs ruraux.

La mauvaise heure

Les patrons qui critiquent Martínez de Hoz n'exagèrent peut-être pas quand ils affirment que "la crise actuelle est pire que celle de 1930".

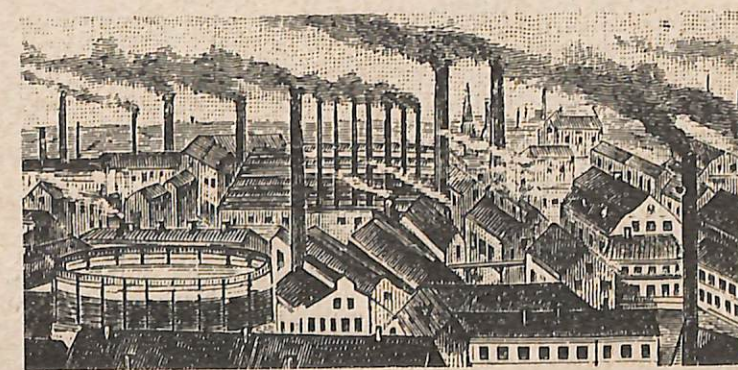
Le Produit National Brut a enregistré une augmentation de 0,2% au premier semestre 1980, mais au second semestre il passait à moins 32%.

Le Produit Brut Industriel a baissé de 6% au premier semestre de cette année et de 7,8% au cours du second trimestre.

Le Produit Brut Agricole a enregistré aussi des chiffres négatifs: -3,2% pendant les six premiers mois et -3% pendant le second trimestre.

Les choses ne vont pas mieux dans le secteur extérieur. Pour la première fois depuis des années, l'Argentine aura un déficit dans sa balance commerciale, le montant et les échéances à court terme de sa dette extérieure dépassant largement sa réserve de devises et menaçant d'une crise sa balance des paiements. Le ministre de l'Economie tente de boucher les trous par le hot money (argent chaud) —c'est-à-dire, avec l'entrée de capitaux de spéculation étrangers, prêtés à court terme à taux usuraires— et il en résulte une baisse de la réserve d'or et de devises de la Banque Centrale qui passe d'une valeur 11 milliards de dollars à 9 au cours des trois derniers mois. Par ailleurs, la dette extérieure a augmenté à un rythme incroyable: de 10,5 milliards de dollars fin 1978, elle est passée à 19 milliards fin 1979 et à 24 actuellement. 128% d'augmentation en moins de deux ans.

Pour compléter le tableau, il faut ajouter que près de 50% de cette dette arrive à échéance entre la fin de l'année et les premiers mois de 1981.



Avant la dictature, les patrons ne veulent pas connaître à nouveau l'époque des grèves

Le Guatemala est un fusil

par Andrés Castillo

J'ai fait la connaissance d'un américain à l'aéroport de Tegucigalpa, quand nous embarquions dans l'*Electra de Sasha* qui devait nous emmener au Guatemala. C'était un petit homme à la parole facile qui prononçait un espagnol presque parfait et traînait légèrement la jambe gauche. Sans qu'on ne lui demande rien, il s'est présenté comme un cadre de la multinationale US Steel, "notre entreprise" disait-il. Spécialiste des affaires latino-américaines, ayant suivi des cours contre les séquestrations à l'ambassade américaine de Buenos Aires, il dissertait sur les avantages de Reagan contre Carter, sur les problèmes du Nicaragua, la guerre civile au Salvador. Sur le Guatemala il a été plus réservé. La US Steel a des intérêts dans cette zone et, selon ses propres paroles, il ne serait pas prudent d'effectuer des commentaires, avec un journaliste inconnu, sur les difficultés d'un pays "ami", plongé dans des problèmes aussi graves. Mais ensuite, en machant un sandwich au fromage, quand nous survolions déjà basse altitude les montagnes du Guatemala, ce petit homme a laissé échapper une observation au passage, contrastant totalement avec son monologue: "C'est une zone de guérilla... Le Guatemala a toujours été le pays des guérilleros."

Un quart d'heure plus tard l'avion atterrissait et, comme prévu, le contact avec la guérilla m'attendait à la sortie de la douane. — "Le pays est à bout de patience. Nous sommes vraiment en train d'entrer dans une situation avec des caractéristiques communes aux autres pays d'Amérique centrale. On voit déjà que l'ennemi perd son contrôle, son impuissance l'exaspère. Tous les éléments sont en place pour que sa politique anti-guérilla échoue;

tout y est, et en action. Le Guatemala n'accepte pas les massacres et devient de plus en plus tendu. La politique répressive du gouvernement aide à la polarisation de la crise. La solution de la crise par la voie politique est écartée."

Le guérillero souriait quand une patrouille militaire nous a doublés sur une large avenue. Nous allions vers le centre de la ville.

— "Le gouvernement va mal et nous bien. Nous grossissons. Le président Romeo Lucas n'a jamais eu moins de prestige. Il est illégitime depuis son origine et rencontre même des difficultés pour s'imposer à certains secteurs bourgeois comme la Démocratie Chrétienne. La naissance de ce gouvernement, en 1978, a révélé la convergence de deux situations. Celle de la crise du pouvoir réactionnaire et celle du manque total de confiance, la haine de la population dans un système oppresseur et exploiteur, imposé par les classes dominantes guatémaltèques."

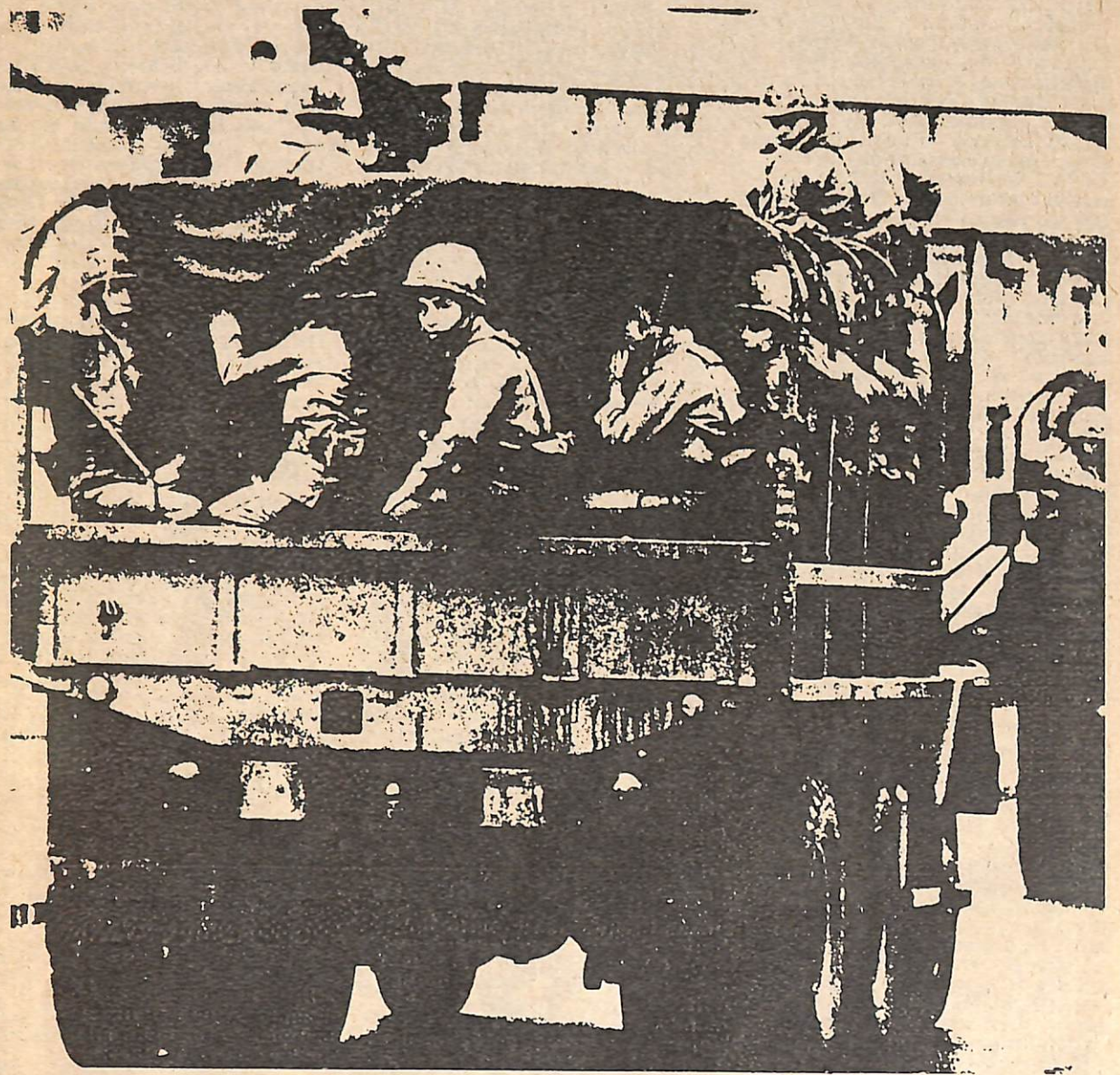
Je lui demande si la guérilla considère le gouvernement de Romeo Lucas comme un adversaire prêt à l'importer quoi pour se maintenir au pouvoir. Celui-ci avait déclaré le 7 septembre, pendant une manifestation d'appui au gouvernement, que de toute façon il ne serait pas chassé de son palais comme c'est arrivé à Somoza l'année dernière. (Le discours de Romeo Lucas est un exemple typique de celui des dictateurs affolés par la pression des événements: "Maintenant, je me rends compte encore une fois que le peuple et son gouvernement ne seront jamais vaincus... Je veux rappeler que l'oeuvre que j'ai commencée n'est toujours pas finie mais qu'elle est très avancée; écoles, hôpitaux, usines hydro-

électriques, un port sur le Pacifique, un réseau routier... Et nous sommes en train de donner de la terre aux paysans... Mon gouvernement est un gouvernement positif").

Nous sommes presque en face du Palais du gouvernement et, comme il fait nuit, la zone est pratiquement déserte. Seuls quelques noctambules traversent la place. La zone est militarisée depuis qu'une bombe a détruit les fenêtres de la résidence présidentielle. Les sentinelles se cachent derrière les colonnes, elles portent des gilets pare-balles et des fusils Garand. Nous ralentissons.

— "L'impérialisme voulait instaurer un régime avec une large base sociale. Ils ont convoqué les opportunistes et les réformistes et les ont achetés avec une politique de fausse ouverture. Ce fut un effort presque désespéré de l'armée, enkystée dans l'appareil d'Etat, pour se maintenir au pouvoir et continuer à bénéficier de toutes ses prébendes. Le plan a échoué et volé en éclats. Peu à peu, ils ont dû de nouveau fermer car les masses n'étaient pas satisfaites. Le dialogue était pure démagogie. Et puis le gouvernement a commencé à massacrer les travailleurs. Et il a même été abandonné par quelques secteurs réformistes qui étaient pour la solution proposée par l'impérialisme, face à ce qui était à prévoir, les militaires ont dû recourir une fois de plus à la répression violente."

Le massacre de paysans de Panzos a signifié que se terminait cette politique d'ouverture contrôlée, mort-née, et la voie de génocide du peuple guatémaltèque que devait suivre Romeo Lucas et sa camarilla, soutenus par les secteurs agro-exportateurs et industriels qui avaient bénéficié du faux miracle



du Marché Commun Centro-américain. Le massacre de Panzos s'est produit le 29 mai 1978 dans le département du Nord, Alta Verapaz. Plus de cent indigènes furent exterminés par balles quand ils arrivèrent à la ville pour discuter avec les autorités de leurs droits sur la terre.

Selon un rapport d'Amnesty International, deux jours avant, on creusait les fosses communes pour enterrer les morts (mariages, les femmes et les enfants). Les survivants s'échappèrent dans la montagne, où les troupes de l'armée et les propriétaires terriens les ont chassés comme des animaux. Le massacre de Panzos a été une violente réponse du gouvernement à l'EGP (armée de guérilleros du peuple). L'un des principaux groupes de guérilleros du pays, qui comme à opérer dans la zone et à gagner un grand prestige parmi les paysans.

Selon le rapport d'Amnesty International: "Les escadrons de mort sont des groupes illégaux qui recrutent du personnel des forces de sécurité en dehors de leur service, et ont été formés au début des années 60 pour combattre la guérilla. Lorsque les guérillas ont été vaincues à la fin de cette décennie, les escadrons de la mort ont continué à opérer, séquestrant, assassinant les leaders de l'opposition et leurs sympathisants. Quelques escadrons de la mort tuent des criminels de droit commun, d'autres opèrent des enlèvements pour exiger des rançons."

Le quetzal, la monnaie nationale guatémaltèque, vaut un dollar, plus qu'une vie humaine si l'on regarde les données terrifiantes diffusées par la Police Nationale elle-même et divulguées internationalement. Par exemple, au

cours des quatre premiers mois de l'an dernier, plus de mille cadavres ont été trouvés enterrés, sans identification et enregistrés simplement comme XX. La majorité des victimes reconnues étaient des étudiants, des dirigeants syndicaux, des travailleurs, des journalistes, des prêtres, des avocats et des membres de la population indigène guatémaltèque. Avant d'apparaître sur des routes désertes ou enterrées dans les fosses communes de cimetières clandestins, beaucoup de ces victimes apparaissent sur des listes anonymes de condamnés à mort. Le rapport poursuit: "Les cadavres apparaissent tout de suite à une grande distance du lieu de l'enlèvement. Beaucoup sont mutilés — fréquemment par des balles dans le visage et l'amputation des mains pour empêcher leur identification. Sur plus de 500 cadavres trouvés dans la dernière moitié de 1978, presque 200 présentaient des marques de torture. A une occasion où il a été possible d'identifier les morts, les cadavres d'un homme et une femme ont été trouvés enterrés jusqu'au cou sur la rive d'un fleuve à 50 km de la ville..."

Amnesty International elle-même suggère que les actions des forces de sécurité et des escadrons de la mort ont provoqué en dix ans, de 1966 à 1976, des dizaines de milliers de victimes (des milliers de morts réduits à de simples chiffres).

Dernièrement, le massacre des paysans qui ont occupé l'ambassade d'Espagne dans la capitale a obligé l'opinion publique mondiale à tourner les yeux vers ce pays. Le massacre de l'ambassade espagnole a atteint des sommets de sauvagerie: 39 cadavres ont été retirés du terrain incendié par

les forces militaires de répression. C'était un groupe de paysans de la région de Quiché, qui occupèrent l'édifice après avoir lu une proclamation revendicative à la radio. Le seul survivant, blessé et interné dans une clinique, a été enlevé par une bande paramilitaire et son cadavre jeté devant l'université de San Carlos, juste au moment où avaient lieu les funérailles des ses compagnons.

— "Comme je disais, cette situation, au lieu d'effrayer le peuple, a renforcé sa combativité. La conscience sociale des travailleurs s'accroît, tout comme leur conscience révolutionnaire. Il y a des époques qui passent dans l'histoire du fait des événements explosifs qui s'y sont déroulés. Nous en vivons une. Le peuple a compris qu'il faut renforcer la guerre populaire prolongée, en s'incorporant aux unités de guérilla dans les montagnes, les haciendas et les villes. Il a compris la nécessité de se défendre contre la répression, qu'il faut élever le niveau technique et militaire des organisations qui luttent avec des armes contre le régime, généraliser la lutte armée à tout le pays."

Nous nous sommes donnés rendez-vous pour trois jours après, afin d'interviewer les dirigeants de l'organisation. Nous nous sommes quittés au coin d'une rue du centre de la ville, amis avant de nous séparer, il m'a fait une dernière recommandation:

— "Pour ta propre sécurité, il vaut mieux que personne ne connaisse tes idées. Essaie de suivre nos instructions et tout ira bien pour tout le monde. Je m'appelle M., mais oublie-le car nous nous verrons encore une fois, puis les camarades se chargeront de te donner l'information que tu cherches."

Guatemala

Le prix de la crise

par Andrés Castillo



La guérilla se renforce dans la campagne, et pour le gouvernement de Romeo Lucas les difficultés croissent de jour en jour. Son manque de sécurité est évident et répété dans une certaine mesure les erreurs de Romero au Salvador, où les Américains ont fini par s'enrouer à force de lui demander de lâcher un peu de lest avant de tout perdre face au soulèvement des masses salvadoriennes. Tout le monde connaît le sort de Romeo: il a même été exilé au Guatemala avant de partir à Miami. On peut voir en Lucas un peu de chaque Romero centro-américain: retranché dans les classes dominantes guatémaltèques, conservatrices à outrance.

Même Carter, toujours bien assisté par Viron Vackey et William Bowdler —hommes du Département d'Etat, spécialistes anti-insurrections qui consacrent une attention spéciale à l'Amérique centrale— a essayé d'impulser quelques mesures au nom du "bon sens et de la politique des Droits de l'Homme". Il est public et notoire que les Etats-Unis ont suspendu leur aide militaire au

gouvernement du Guatemala: c'est une mesure de pression et d'auto-défense face aux vents révolutionnaires qui soufflent des montagnes avec une force croissante.

Mais, par ailleurs, le Département d'Etat, qui connaît la conjoncture centro-américaine mieux que personne, ferme les yeux sur l'aide militaire israélienne au gouvernement de Lucas. Il est vrai que les USA ont encouragé la démission du vice-président Villagran Kramer, pour faire pression vers une ouverture. Il s'agit, pour l'impérialisme, de refaire passer leurs plans originaux, de créer une fiction démocratique par une tentative désespérée pour conserver une alternative bourgeoise pour le cas, très probable, où les masses armées renverseront le gouvernement oligarchique de Romeo Lucas. Au Guatemala, ce n'est un secret pour personne, l'ambassade américaine organise des cocktails et des banquets avec les personnalités les plus remarquées de la Démocratie Chrétienne, défiant la mauvaise humeur des pa-

ra-militaires de Romeo Lucas (qui ont déjà menacé quelques uns des politiciens les plus proches des Américains).

La débandade démocratique chrétienne signifie que le plan originel a échoué, au moins pour le moment, face à la montée des masses et au conservatisme de l'oligarchie. Carter tend à adopter une position défensive face à Romeo Lucas en attendant que les faits lui donnent raison (à sa manière évidemment). La démission spectaculaire de Kramer, qui en septembre a envoyé des Etats-Unis un télégramme à Lucas, a provoqué un remue-ménage dans le pays. Le roi est nu: qu'un vice-président s'enfuit et annonce ensuite qu'il abandonne sa charge n'est pas une chose qui arrive tous les jours. La dépêche envoyée par Kramer disait: "Je me permets de te communiquer que j'ai pris la décision de renoncer à la vice-présidence de la République que texte correspondant remis au Congrès point étant pratiquement impossible résoudre par dialogue privé avec toi les divergences d'opinion il est préférable que je me

retire pour éviter discussions presse je te demande de reconsidérer programme initial et idées que nous partageons à l'origine pendant la campagne électorale et la prise de pouvoir pour rétablir possibilités compromis de paix entre guatémaltèques point personnellement j'ai le sentiment d'avoir rempli mon devoir envers la patrie et envers toi comme président avec honneur loyauté et patriotisme. Francisco Villagran Kramer, vice-Président de la République."

Après un tel confiteur, il est plus facile de comprendre le rôle de la Démocratie Chrétienne en Amérique centrale, et principalement au Salvador, où elle constitue l'un des moteurs de la politique anti-insurrectionnelle de la Junte.

Dans ce déjà classique va-et-vient, la Démocratie Chrétienne a perdu sa base de masse au Guatemala (et aussi au Salvador) en faveur des directions syndicales ouvrières et paysannes de gauche qui assument des positions de classe.

La recomposition du mouvement syndical guatémaltèque

dans les villes et la campagne s'est produite au sein d'un véritable tourbillon de tensions politiques: il faut rappeler que c'est au cours de cette période que s'est divisée la Centrale Nationale des Travailleurs (CNT), liée à la Démocratie Chrétienne, et que sont tombées les directions syndicales officielles imposées au mouvement ouvrier et paysan à travers les grandes défaites commencées par le coup d'Etat et l'invasion qui ont renversé le gouvernement réformiste de Jacobo Arbenz en 1954. Plus tard, dans les années 60, le problème s'est aggravé avec l'écroulement de la guérilla.

La fondation du Comité National d'Unité Syndicale (CNUS) en 1977 a signifié un pas en avant vers la centralisation des luttes syndicales du peuple guatémaltèque et un grand coup porté aux prétentions qu'avait la Démocratie Chrétienne de maintenir sa vigueur politique. L'incorporation du mouvement paysan au processus de reconstruction à travers sa propre Centrale Unitaire Paysan-

(continue en page suivante)

(vient de la page antérieure)

ne (CUC) a établi les bases initiales pour renforcer l'alliance ouvrière et paysanne au Guatemala. A partir de là se succèdent des mobilisations importantes dans les villes et dans la campagne. Dans la capitale a lieu une manifestation de cent mille personnes en riposte au massacre de Panzós; en 1977, les mineurs de Ixtahuacán ont effectué une marche de 300 km jusqu'à la capitale pour protester contre les abus de l'entreprise; la manifestation à l'ambassade d'Espagne est aussi une démonstration de cette vitalité qui fait partie de la tradition de lutte des peuples d'Amérique centrale.

Sur la côte, 70 000 paysans se sont cette année mis en grève pour exiger des augmentations de salaires. Ils ont été brutalement réprimés mais ont gagné en arrachant aux patrons une petite augmentation de leurs journées. Dans les villes, malgré la pression de l'appareil répressif légal et clandestin, plusieurs chocs explosifs ont eu lieu, bien que moins intenses que dans la zone rurale. Le conflit d'usine de mise en bouteille de Coca-Cola a attiré l'attention de la presse internationale par le degré de violence atteint. Ces dernières années, plus de six dirigeants syndicaux de cette entreprise ont été enlevés, torturés et assassinés. Au cours de ce conflit, les affrontements ont commencé à partir de la discussion d'une convention collective de travail. Le jour même où débutaient les négociations, l'entreprise licenciait 31 travailleurs, parmi lesquels trois dirigeants du syndicat. Les travailleurs ont alors occupé l'établissement en signe de protestation mais ils ont été délogés par l'armée, à coup de rafales de mitraillette et des grenades à gaz. Mais le jour suivant, les 400 ouvriers continuaient leur action jusqu'à ce que l'entreprise réintègre tous les licenciés. Selon les dirigeants de CNUS, la politique dure de Coca-Cola était celle de l'avocat américain John Trotter, le principal actionnaire de la mise en bouteilles. Menacé par les organisations armées de gauche, l'avocat a quitté le pays et vendu son paquet d'actions à un homme de paille.

C'est la CNUS qui a appelé à la formation du Front Démocratique Contre la Répression (FDCR). Au début, cet organisme avait une grande force: il regroupait une centaine de syndicats, des secteurs liés à l'Eglise, la social-démocratie et des fractions du mouvement communiste. Le FDCR a commencé à fonctionner comme organisation politique de lutte contre le régime et de dénonciation de la répression. Mais il n'a pas tardé à perdre de sa force d'impulsion car les organisations de guérilla ont refusé de s'y intégrer en raison de ses positions pacifistes.

Du point de vue de la guérilla, il aurait été correct que les organisations regroupées dans le FDCR s'intègrent au front avec les organisations politico-militaires, et non le contraire. Quelques uns

des membres du FDCR considèrent que les perspectives du front sont mauvaises et qu'il existe la possibilité de sa désintégration et de lui substituer un autre organisme qui soit sous hégémonie de la guérilla.

Pourtant, l'intention du FDCR est facile à comprendre: son projet était de se transformer, comme le permettait la dynamique de la lutte, en un front semblable au Front Démocratique Révolutionnaire (FDR) salvadorien qui intègre non seulement les organisations politico-militaires mais aussi des secteurs de la Démocratie Chrétienne, un représentant bourgeois, des syndicats, des fronts de masse, etc.

Mais en dehors de cela, et même en tenant compte de la grande manifestation du Premier Mai dans la capitale, à laquelle ont participé des milliers d'ouvriers et d'étudiants, l'axe de la lutte passe par l'intérieur du pays, là où la capacité de la force répressive à frapper le mouvement paysan est beaucoup moins grande qu'ailleurs. De plus, les quatre organisations politico-militaires, qui sont leurs bases guérilleras dans la paysannerie, se sentent déjà capables de porter de grands coups aux propriétaires terriens et à l'armée et, depuis l'an dernier, c'est ce qu'elles font fréquemment. L'EGP (Armée Guérilleros du Peuple), l'ORPA (Organisation Révolutionnaire du Peuple en Armes), les FAR (Forces Armées Révolutionnaires) et le PGT (Parti Guatémaltèque du Travail) ont jeté des racines dans tout l'intérieur du pays et dans les principales villes. Ils représentent un défi permanent à la stabilité du gouvernement militaire.

Des quatre, le PGT (ou Parti Communiste (pro-soviétique) est celui qui paraît avoir en ce moment les plus grandes difficultés. En réapprouvant récemment les thèses de la lutte armée qu'il avait abandonnées des années auparavant, celui-ci s'est divisé en trois fractions. La plus grande, qui est aussi la plus importante dans l'évolution de l'organisation, est celle qui s'est résolue à adopter les méthodes de la guérilla. De toute façon, avec ses trahisons successives et son soutien à des gouvernements militaires, c'est un parti instable.

L'EGP et l'ORPA sont les deux organisations politico-militaires les plus fortes et celles aussi qui avancent les plus rapidement vers l'unité. Pendant les affrontements avec les troupes du gouvernement, ils ont triomphé plusieurs fois et de jour en jour, leurs rangs s'accroissent de nouveaux combattants paysans, chassés de leur maison par les bombardements et la répression qui s'abat sur eux tant de la part des militaires que des grands propriétaires.

Dans quelques municipalités indigènes les guérilleros sont reçus comme des héros quand ils occupent des haciendas ou des villages: la population prépare à manger aux miliciens et attend avec avidité les jugements publics des soldats ou policiers au service des propriétaires terriens.

"Dans ces occupations, les pères nous confient leurs enfants pour que nous les emmenions dans la montagne, de façon à les sauver d'une mort certaine sous la répression et aussi comme une forme de soutien à notre lutte" me racontait le guérillero

guatémaltèque. Et le gouvernement lui-même le reconnaît: la croissance de la guérilla est un fait indiscutable, la révolution agraire est en marche et les organisations politico-militaires sont les catalyseurs de cette montée, d'abord atomisée et embryonnaire, mais qui tenaille aujourd'hui la dictature militaire de Romeo Lucas, le descendant direct des auteurs du golpe de 1954, qui ont enlevé au peuple les conquêtes obtenues sous les gouvernements bourgeois de Arevalo et Arbenz entre 1944 et 1954.

Un militaire de haut rang, lié à l'appareil de Lucas, a reconnu qu'il existe une grande différence entre la force de la guérilla au Guatemala aujourd'hui et celle qui existait dans la décennie précédente. Selon lui, cette différence est due au fait que les organisations politico-militaires incorporent les grandes masses indigènes, ce que n'ont pas réussi à réaliser les organisations foquistes. Si dans les années 60, l'entrée d'un groupe d'indigènes dans les rangs de la guérilla était quelque chose de spectaculaire, cela constitue aujourd'hui un événement découlant du processus de masse et de l'influence des organisations politico-militaires parmi les paysans.

C'est là à l'intérieur du pays, que se décide la bataille. Dans les régions occupées par les indigènes qui forment la majorité de la population guatémaltèque, les contradictions sociales atteignent des niveaux exceptionnellement élevés. Et il ne peut pas en être autrement, si nous analysons les données fournies par les études sur le problème paysan au Guatemala:

"La surface totale du Guatemala est de 108 889 km² (proche de celle du Tennessee), dont la moitié en montagnes. La Cordillère des Andes divise le pays en diverses entités géographiques distinctes, avec une variété de sols et de climats. (...) La côte du Pacifique est la région des grandes propriétés terriennes, qui occupent 80% des terres côtières. Les petites fermes ne constituent que 7% de la terre et, en moyenne, elles sont plus petites que dans le reste du pays. Quelques paysans, appelés colonos, ne sont pas propriétaires de leur parcelle, mais comme travailleurs d'une grande propriété, ils reçoivent ces petites parcelles pour leur production de subsistance... La majorité des petites fermes du pays se trouve dans l'Altiplano, où la terre est plus rare, pauvre et érodée. C'est la zone la plus peuplée en densité du pays et elle est très montagneuse, avec une inclinaison des terres cultivées qui atteint quelquefois 60%. Il y a peu de terres sans culture, il n'est pas rare de voir le labourer jusqu'au sommet des montagnes." (1)

Selon les mêmes sources, un paysan qui possède de 0,5 à 2,5 hectares de terre travaille 50 à 70 jours par an sur sa propre parcelle. L'époque de récolte dans l'Altiplano est complémentaire de celle de la côte. C'est ainsi que les travailleurs migrants des grandes propriétés cherchent un supplément essentiel pour leurs ressources. Leurs revenus annuels par tête sont considérablement plus élevés que ceux des travailleurs sédentaires: environ 60 dollars par mois contre 43.

"La migration saisonnière augmente chaque année. Le plus sou-

vent, toute la famille y participe et les enfants commencent à travailler à sept ans pour payer leur part et le propriétaire ou le contrat. (Les familles indigènes ont l'habitude de percevoir le paiement de leurs journées à l'avance pour survivre toute l'année.) Les conditions sont terribles: une fois à la ferme, ils sont entassés dans une énorme construction vide et doivent acheter les aliments au propriétaire." (2)

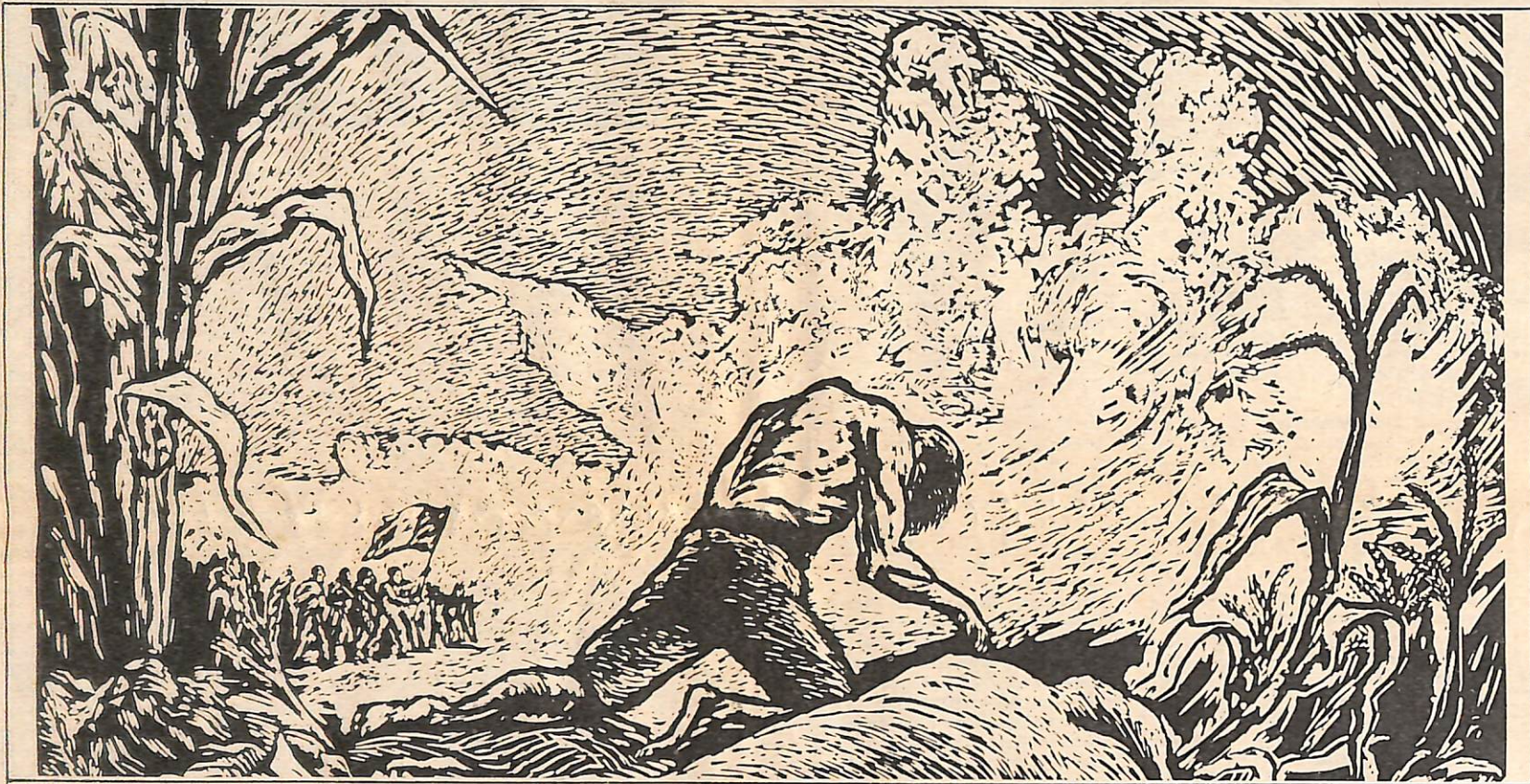
Dans cette situation de misère extrême, de répression et même de ségrégation raciale, les indigènes n'ont pas d'autre alternative que de se joindre aux groupes militaires de gauche et, dans un mouvement "inconscient", en les obligeant à modifier leurs conceptions foquistes, que beaucoup de dirigeants actuels, survivants des années 60, ont nourri pendant cette période. Il se produit une rupture avec les méthodes passées et les masses paysannes, apportant leur aide et leur combativité, les amènent à se convertir en avant-garde de la lutte de classe dans la pays.

Le processus n'est pas mécanique. Fortement influencées par le castrisme, les organisations politico-militaires guatémaltèques s'accrochent à une vision nationaliste du processus révolutionnaire en Amérique centrale et au Guatemala. De là, surgissent des contradictions; le Nicaragua a déjà défilé Somoza, le Salvador naufrage au milieu de grandes batailles, le Costa-Rica est en crise, le Honduras semble se mettre au rythme général, et cependant ils ne voient pas la nécessité d'étendre la lutte et de la centraliser, de mettre à profit la situation révolutionnaire favorable et le surgissement de directions combatives dans les autres pays. Cette vision nationaliste atteint un sommet dans la politique d'alliances avec la bourgeoisie démocratique et des secteurs progressistes de l'armée qui pourraient être disposés à participer à un gouvernement de type "démocratico-révolutionnaire", comme le proposent les regroupements salvadoriens. De cette manière, ils engendrent des illusions parmi les masses selon lesquelles ces secteurs "progressistes" pourraient les accompagner plus loin que leurs propres projets de classe après la chute de la dictature. Mais que notre affirmation ne soit pas interprétée de travers: nous savons parfaitement qu'aujourd'hui il faut l'unité la plus rigoureuse pour l'action avec tous ceux qui sont disposés à lutter contre le gouvernement militaire oligarchique et pro-impérialiste de Romeo Lucas.

Notes

1- Andrea Brown: "Tierra de unos cuantos: la propiedad del campo en Guatemala" in Jonas et Tobías: Guatemala: une histoire immédiate, Siglo XXI Editores, México, 1979, p. 31.

2- Op. cit., p. 32.



Guatemala

La guerre, pas à pas

ces de la décennie précédant le mouvement révolutionnaire et guérillériste au Guatemala ont été très importantes pour notre évolution. Ce sont des faits que nous devons prendre en compte et leur analyse nous a servi à construire notre propre projet. Cette accumulation d'expériences, cet apprentissage par les échecs, nous a permis de comprendre qu'il était nécessaire de créer une véritable base politique pour le travail du mouvement guérillériste. Nous avons ainsi compris qu'il était faux d'opposer le travail de masse à la lutte armée et que nous devions, les fusionner, non seulement en théorie mais concrètement. Disons que cette conception oriente la première étape de l'histoire de l'organisation, l'étape de préparation.

Mais comment l'ORPA développe-t-elle son travail? Dans quels secteurs cherche-t-elle à s'implanter? Quelles difficultés avez-vous rencontré pendant cette période initiale?

Par rapport aux camarades paysans, nous avons dû adapter tout le travail politique pour qu'il soit attrayant, capté. Nous devons éviter que les premiers groupes de guérilleros ne se transforment en un corps étranger à la population, et faire qu'ils en deviennent une partie intégrante.

Une autre situation est importante pour notre histoire, c'est la cimentation résultant des terribles conditions de répression. Nos racines se ramifiaient dans une époque de reflux, les fronts guérilléristes avaient été défaits par l'armée. Par ailleurs, il n'y avait pas de travail profond en milieu paysan. Nous avons réellement rompu avec une situation

statique et cela nous a demandé une grande capacité et de la créativité.

La situation était au reflux, au recul, vous agissiez dans la clandestinité. Comment conciliez-vous le travail clandestin et le travail de masse?

Vu les circonstances particulières et le niveau de répression au Guatemala, nous avons décidé dès le début que le travail devait être clandestin. L'expérience nous a donné raison. Il suffit d'analyser les derniers faits relatifs à la vie du mouvement syndical dans le pays. L'organisation s'est secrètement maintenue pendant toutes ces années.

Dans ce sens, comment opérez-vous la liaison avec les luttes populaires? Par exemple: les militants de l'ORPA participaient-ils aux luttes revendicatives pour des augmentations de salaires ou autre? Comment interveniez-vous dans les syndicats urbains et ruraux?

Notre liaison avec les masses partait de la nécessité de préparer la guerre. Et, précisément, l'une des contraintes pour maintenir notre organisation secrète était de ne pas nous lier ouvertement aux luttes revendicatives. Nous centrons nos efforts sur la consolidation des bases militaires et la préparation de la guerre prolongée.

Ici, dans notre pays, le peuple sait parfaitement que toutes les portes sont fermées, que les moyens légaux sont insignifiants côté de la sur-exploitation, de la discrimination, des crimes de l'armée et de la garde paysanne.

L'expérience a démontré à notre peuple que l'on peut construire une organisation au moment où la guerre est inévitable. La brutalité du système a clairement montré que la seule voie est celle de la guerre contre la classe dominante et son armée. Par conséquent, les luttes revendicatives passent au second plan. La croissance de notre organisation le démontre.

Quelle importance a eu le travail politique urbain dans ce processus de construction de l'armée populaire, basée principalement sur la campagne?

En 1971, l'axe des activités de guérilla était la ville, car c'était un lieu de conflits, de pression supérieure de l'ennemi. Nous avons tous vu la nécessité de conjuguer le travail urbain au travail rural, comme base d'appui, complémentaire. La ville nous fournissait des ressources et des cadres, ce qui nous permettait d'approfondir nos bases rurales.

Apparemment, les conditions politiques étaient si mûres à la campagne qu'il suffisait qu'arrive un camarade pour que la population commence à s'organiser autour de lui, n'est-ce pas? Se passe-t-il la même chose en ville?

D'une certaine manière, il existait en ville une grande attente politique, un vide. Malgré la défaite, quelques secteurs continuaient à croire en la lutte armée. Nous devions partir de moins que zéro et dominer la montagne avec le peuple. Nous avons élaboré du matériel théorique. Nous étions dans l'étape d'explication à la population des raisons de notre lutte. Nous analysons les conditions

de misère, d'humiliation que subissait le peuple. Nous avons commencé avec un paysan et sa famille. Nous discutons avec lui, et lui nous présentait à d'autres. Nous frappons à toutes les portes et les gens ont commencé à faire confiance à nos combattants. Ça a été difficile pendant longtemps, car les paysans savaient qu'après chacune de nos actions, l'armée venait et rasait tout. La population avait peur, mais la peur a été vaincue. Cette étape nous a pris deux ans. Ensuite est venue la période d'extension. Notre organisation s'implantait dans d'autres villages, d'autres hameaux. Nous commençons à organiser les bourgeois de la guérilla.

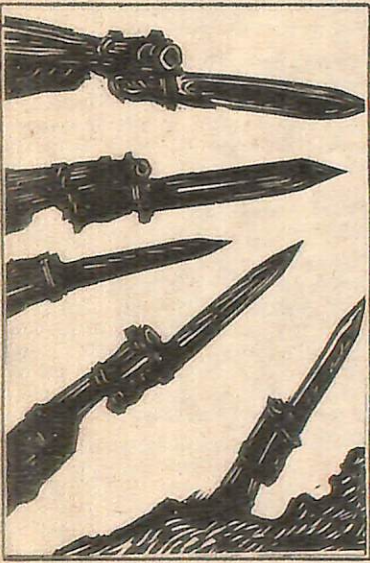
Tout ce processus prend des années: organiser, créer une conscience militante, assimiler les méthodes de lutte. Dans quelle étape de la vie de l'OPRA sommes-nous aujourd'hui?

Aujourd'hui, les combattants s'enrôlent massivement dans nos rangs. Le peuple est déjà décidé à affronter l'armée qui emploie des méthodes de génocide et bombarde même la population rurale. Dans de nombreuses zones, il y a une répression très forte et il ne reste pas d'autre alternative aux jeunes paysans que d'aller dans la montagne. A partir de ce moment-là, il faut promouvoir un bon secteur de combattants, en appliquant toujours les critères sélectifs d'organisation. Nous sommes en train de renforcer ce que nous appelons les zones de résistance de l'intérieur. Ce sont des régions où nous exerçons une influence plus générale et où nos unités se maintiennent encore dans la clandestinité. Cette tâche se mène parallèlement avec le renforce-

ment de nos unités de guérilleros qui se sont déjà fait connaître. Avec l'influence nationale que nous gagnons, nous préparons la population aux affrontements qui vont se produire. Dans nos journaux et nos brochures, nous montrons l'importance de l'auto-défense contre les troupes gouvernementales.

Nous avons déjà réussi à consolider les objectifs initiaux. Quand nous avons vu que nous avions les conditions politiques, idéologiques et militaires suffisantes pour résister à une nouvelle étape, nous avons ouvert la phase des hostilités. Nous avons lancé toute une offensive d'occupations politico-militaires des villages, des fermes et même des municipalités. Il faut analyser très soigneusement les zones de résistance. C'est toute une population organisée en petits secteurs qui entoure l'unité de guérilla. Ces zones ont déjà dépassé l'étape de propagande pour la lutte armée, maintenant elles entrent en scène pour combattre directement la répression. Ce processus implique que les unités politico-militaires entrent elles-mêmes en action, en organisant massivement la population, en lui fournissant une préparation politique et militaire.

Il est connu que lorsque les guérilleros occupent une grande ferme ou un village, il y a de grandes manifestations. D'une certaine manière le peuple applique sa justice. Quand les guérilleros présentent leurs prisonniers, ceux-ci sont sévèrement "sermonnés" par la population et "invités" à ne plus participer aux opérations de répression contre le peuple. Cela veut dire



Salvador

La révolte s'amplifie

Les deux derniers mois écoulés au Salvador ont été marqués par une intense activité politique et militaire des organisations de guérilla. Elles continuent leur offensive contre la Junte Militaire de Gouvernement démocratique chrétienne qui lutte pour se maintenir au pouvoir à tout prix. Les dénonciations récentes des violations des droits de l'homme signalent que les troupes gouvernementales et les forces paramilitaires de l'oligarchie ont assassiné plus de sept mille personnes cette année. Selon une dépêche de Mexico reprise par le quotidien espagnol *El País*, le gouvernement tente de détruire la guérilla avec des avions et de l'artillerie lourde, comme s'il s'agissait d'une guerre conventionnelle. *"Plus de cinq mille soldats participent à une opération de guérilla qui se déroule depuis quelques jours à l'intérieur du pays et qui a encerclé quelques quatre mille paysans qui essaient de s'enfuir à tout prix des lieux de bombardements."*

Par ailleurs, les communiqués de guerre des organisations politico-militaires annoncent que, bien que l'heure ne soit pas encore à l'offensive finale, des moments insurrectionnels se déroulent à partir du renforcement des unités de guérilla à l'intérieur du Salvador. Il y a des affrontements quotidiens avec l'armée, surtout dans la zone du centre-Ouest et du Nord. Dans ces régions, certains lieux sont inaccessibles à l'armée qui subit fréquemment des pertes. La guérilla, extrêmement mobile et présente dans tous les départements, s'est donné pour tâche de décentraliser les foyers chargés d'attirer les troupes gouvernementales, en opérant en même temps dans plusieurs localités et en sabotant la faible économie salvadorienne par la pose de bombes dans les dépôts de marchandises, dans les banques et contre les sources d'énergie. Cette action militaire de la gauche a réussi à provoquer des soulèvements populaires à Soyapango et Ciudad Delgado, dans la périphérie de San Salvador.

L'impuissance de la Junte, qui n'arrive pas à faire les organisations politico-militaires, se transforme donc en une véritable furie répressive: de gigantesques opérations servent à effectuer des réquisitions dans des quartiers entiers, des maisons sont démolies et les suspects sont arrêtés ou fusillés sur place. Selon des informa-

tions diffusées par l'Eglise catholique "progressiste" du Salvador, la violence de la répression a provoqué, à l'intérieur, la fuite de 40 000 personnes qui abandonnent leur maison pour échapper à la mort, et cherchent asile dans les camps de réfugiés.

"La guérilla mobilise de forts contingents, jusqu'à 500 hommes bien armés, avec des fusils, des mitrailleuses et des bazookas. L'existence d'un double pouvoir commence à être sensible", estime un dirigeant du Parti Socialiste des Travailleurs (PST).

L'offensive de la gauche ne laisse aucun doute sur le problème fondamental: les plans anti-subversion de l'impérialisme ont échoué au Salvador. La manœuvre du coup d'Etat militaire préventif contre le dictateur Romero en octobre 1979, lui substituant une Junte de militaires et de secteurs "progressistes", n'a donné aucun résultat. Le mécontentement des masses salvadoriennes a rejeté cette solution et démontré aussi qu'elles n'acceptaient pas la solution du Département d'Etat américain qui a ajouté aux militaires d'octobre la crème de la démocratie chrétienne, représentée par José Napoleón Duarte et Antonio Morales Erlich.

Les promesses d'amnistie et d'élections générales faites par la Junte sont tombées à l'eau et ont été ridiculisées par la gauche. Les réformes partielles qui favorisaient les classes dominantes, proposées par le gouvernement dans le secteur financier, dans celui du commerce extérieur et même la parodie de réforme agraire ont subi le même sort.

De toute manière, tout le monde se perd dans le labyrinthe de la révolution au Salvador. La Junte Militaire a réussi à enfoncer un coin dans l'unité des secteurs révolutionnaires: avec la rupture de la Direction Révolutionnaire Unifiée (DRU), organisme centralisateur, la guérilla a subi une perte importante avec la sortie des Forces Armées de la Résistance Nationale (FARN). Mais cela a eu aussi comme conséquence un renforcement politique des autres secteurs guérilleros, qui en ce moment ne paraissent disposés à passer aucun type d'accord de paix avec une soi-disante aile "progressiste" du gouvernement, représentée par le colonel Adolfo Majano, selon la caractérisation effectuée par les FARN.

Par leur politique opportuniste les FARN ont contribué à polariser encore plus les luttes sur le

terrain politique. Leur rapprochement du secteur de Majano leur a valu une critique sévère de la part des autres organisations. Le colonel, l'un de ceux qui ont dirigé le coup d'Etat contre Romero, a perdu peu à peu de son importance dans ce nouveau contexte défini par l'échec des réformes. Par moments, il semblait disposé à tenter un nouveau golpe contre les autres membres de la Junte, appuyé par un secteur de l'armée qui lui serait fidèle, et par les FARN elles-mêmes, ainsi que par Torrijos de Panama qui prêterait l'aide extérieure nécessaire à l'entreprise.

La manœuvre a été découverte et les Forces Populaires de Libération (FPL), le Parti Communiste Salvadorien (PCS) et l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP), membres de la DRU, sont passés à l'offensive face aux hésitations des FARN (et de Résistance Nationale (RN), sa plus grande organisation satellite). Un communiqué commun, signé par les trois organisations, relate le conflit avec les FARN: *"Dans ce processus sans précédent d'avancée réelle de la révolution et de défaite de la contre-révolution, un fait malheureux et regrettable s'est produit dans le camp de la révolution. Ce fait, le départ volontaire de la Résistance Nationale du sein de la Direction Révolutionnaire Unifiée, a eu lieu fin août. Il signifiait l'aboutissement d'un processus où les positions unitaires, internationalistes et réellement révolutionnaires se confrontaient avec les positions individualistes, aventuriers et même golpistes des dirigeants de Résistance Nationale, qui se sont exprimées par des actions menées hors du cadre déterminé par la DRU, ou en n'appuyant pas dans la pratique les décisions prises."*

Selon une dépêche du 17 octobre dans *El País*, un nouveau regroupement a dernièrement eu lieu, un nouveau front de la guérilla a été créé à partir de la rupture de la DRU. *El País* annonce que maintenant l'ERP, les FPL, le PCS et le petit PRT-C (Parti Révolutionnaire des Travailleurs Centraux-américains) ont constitué le Front Farabundo Martí de Libération Nationale sans les FARN.

La mort tragique du commandant des FARN, Ernesto Jovel, dans un accident d'avion, a démontré qu'il n'y avait aucune organisation était engagée dans le plan golpiste de Majano, encourageant les tentatives d'un nouveau changement dans le cadre bour-

geois, pour arrêter la marche de la révolution socialiste au Salvador. Quand l'accident est arrivé, Jovel pilotait un avion Aerocomander nicaraguayen, loué à Managua, et se dirigeait vers Panama, le 17 septembre. Avec lui, voyageait Augusto Cotto, protestant, secrétaire des relations internationales de RN et Ana Guadalupe Ramos, 19 ans, secrétaire des communications du parti. Dans un communiqué diffusé en Amérique centrale, les FARN ont précisé que des soldats américains, cantonnés dans les bases de Panama, ont participé aux opérations de sauvetage de l'avion mais qu'aucun des corps n'a été retrouvé. La mort mystérieuse de Jovel, au milieu de violentes discussions sur la participation des FARN aux plans de Majano, a provoqué l'apparition de nouvelles qui tentaient de faire de sa disparition une "vengeance" des autres organisations, à cause de sa politique. Les agences internationales d'informations ont dit qu'il était possible que la mort de Jovel ait été provoquée par un commando des FPL. La vérité est apparue avec la diffusion de la nouvelle que le plus grand dirigeant des FARN était mort sur les côtes de Panama, dans l'Atlantique, à 90 miles marins de l'île de Taboga.

En même temps, l'accident a encouragé les versions qui circulaient en Amérique centrale, dans les milieux militants liés à la solidarité avec le peuple salvadorien. Là il était tenu pour certain que Jovel voyageait à Panama pour achever les préparatifs de l'opération qui devait lancer Majano contre la Junte de Gouvernement du Salvador. Bien que ce ne soit pas une version "officielle" des faits, les événements coïncident avec un "tournant" soudain vers la gauche du gouvernement panaméen, en relation à la politique impérialiste d'utilisation de ses bases à Panama pour l'instruction des officiers salvadoriens dans la lutte anti-insurrectionnelle. Au cours de ces derniers jours, le gouvernement de Aristides Royo-Torrijos a aiguisé ses critiques des Etats-Unis, leur reprochant de ne pas remplir les clauses prévues par le traité signé entre les deux pays. Un important porte-parole du gouvernement, cité par la télévision nationale panaméenne, a déclaré pendant une interview: *"L'utilisation de l'Ecole des Amériques pour des programmes de ce genre est contraire à la nouvelle intention du président Aristi-*

Toute notre aide au P.S.T. salvadorien

par Nora Cisneros

Dans le numéro précédent de *Correspondance Internationale*, nous avons annoncé la campagne lancée par le Comité Paritaire en soutien au Parti Socialiste des Travailleurs du Salvador, de ses militants détenus ou disparus. Cette campagne a reçu un écho très positif. Des centaines d'appels de personnalités politiques, syndicales et intellectuelles, ainsi que des meetings publics et des manifestations face aux ambassades salvadoriennes dans divers pays ont montré les capacités de notre organisation internationale à répondre unitairement et activement aux événements du Salvador. Le soutien financier de certains partis le montre aussi. Il faut redoubler d'efforts pour nos camarades et notre parti-frère trotskyste!

Nous publions ci-dessous quelques uns des soutiens que nous avons reçus:

Amnesty International a demandé à toutes ses sections d'envisager pendant huit jours une campagne de télégrammes au gouvernement salvadorien. *Au Brésil*: le Syndicat des Artistes et Techniciens du Brésil; Luis Ignacio Da Silva (Lula); Fernando Morais, député du Parti Mouvement Démocratique Brésilien; Luis Eduardo Greenhalgh, avocat du Comité Brésilien d'Amnistie de Sao Paulo; Eduardo Matarazo Suplizi, député du Parti des Travailleurs; José Thiago de S. Carvalho, Convergence Socialiste; José Maria de Almeida, Comando Mobilização Metalúrgicos de Sao André; et beaucoup d'autres signatures.

Au Mexique: A. Baroa, député; Luis M. Farias, président de la Commission Permanente de la Chambre des députés; Angel Olivo Solis, président du Congrès du Travail et 40 signatures d'autres députés et d'écrivains, journalistes et syndicats.

En Espagne: Union Générale des Travailleurs de Madrid; Confédération Syndicale des Commissions Ouvrières; Union Générale des Travailleurs; Section internationale du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE).

En Belgique: Coordination de la Campagne Internationale contre la Repression (CICR).

En France: Union des Syndicats Confédérés de Force Ouvrière de la région parisienne.

En Allemagne fédérale: Parti Social Démocrate.

Aux Etats-Unis: meeting important du Comité de soutien à la Révolution au Salvador (CARES), avec le Front Révolutionnaire des Travailleurs de Los Angeles.

A Panama: le Parti Socialiste des Travailleurs de Panama a organisé un piquet devant l'ambassade salvadorienne, dont la photo a été publiée dans plusieurs journaux du pays.

Des journaux ont publié des articles dénonçant la disparition et la détention des camarades du PST salvadorien (notamment à Panama, en Allemagne et au Brésil). A la radio aussi, des informations et des appels à la solidarité ont été effectués.

Pour la vie et la liberté des camarades Oscar Martinez, Sergio Orellana Reyes, Nicolas Orellana Reyes, Carlos Orellana Reyes, Joaquin Giron et Herminio Roble!

Pour une campagne mondiale financière de soutien au PST!

Vive notre parti frère trotskyste, exemple d'héroïsme et de combat!

des Royo, pour qui cette école doit servir à former un nouveau type de militaires au service du progrès et du développement des peuples latino-américains, et non pour les entraîner au service de la répression." Selon des avocats et des spécialistes en questions internationales, l'utilisation du territoire de Panama pour l'entraînement des forces militaires étrangères viole la clause de neutralité prévue dans l'accord.

Le gouvernement salvadorien paraît confirmer cette analyse d'une autre manière. Systématiquement, il dénonce l'intervention de forces étrangères dans le conflit du Salvador, voulant ainsi réduire la guérilla salvadorienne, de grand prestige en Amérique centrale, à ses propres frontières nationales, empêchant qu'elle tisse des relations organiques avec les forces révolutionnaires des pays voisins, principalement avec la guérilla guatémaltèque. Selon le quotidien guatémaltèque *Prensa Libre* du 7 octobre dernier, *"des membres du gouvernement du Salvador ont affirmé que des soldats panaméens combattent avec les guérilleros salvadoriens."* Selon ce journal, le secrétariat de la présidence du Salvador a signalé que le chancelier salvadorien dénoncerait devant l'ONU cette intervention dans les affaires intérieures d'un pays. Le leader de la démocratie chrétienne, José Napoleón Duarte, l'un des principaux soutiens de la Junte, a aussi dénoncé le fait qu'il y avait des combattants noirs luttant dans le pays. *"Au Salvador, il n'y a pas de gens de cette origine"*, a affirmé Duarte à l'envoyé spécial du quotidien mexicain *El Sol*, qui l'a interviewé dans la capitale salvadorienne. *"La gauche internationale prépare trois mille hommes pour intervenir au Salvador"*, a ajouté Duarte, une allusion directe à Torrijos. Le gouvernement panaméen fait la sourde oreille aux menaces du dirigeant démocrate-chrétien. Il a ses intérêts propres et va lutter pour eux. Torrijos voit loin et aide les événements à s'accomplir (comme il l'a fait pendant l'époque de l'insurrection contre Somoza), tandis qu'il fait "pression" sur les Etats-Unis pour obtenir la réalisation de l'accord sur l'utilisation du canal de Panama. Le général sait que les Etats-Unis sont en train de jouer de toute leur influence pour soutenir la Junte du Salvador et il compte sur ces manœuvres pour améliorer sa position sur l'échiquier de la révolution centro-américaine. *"Le président du Panama, Aristides Royo, a déclaré que ni lui, ni son gouvernement n'étaient d'accord avec l'entraînement que subissent les troupes salvadorien-*

nes dans les bases nord-américaines du canal de Panama", déclare le *Resumen Noticioso*, mensuel d'information du Parti Socialiste des Travailleurs (PST) salvadorien.

Torrijos se met au ton des événements, s'inscrivant ainsi dans le sillage de la social-démocratie internationale qui, d'une position de soutien ouvert aux plans de démocratisation de Carter en octobre, quand la première Junte prenait le gouvernement, est passée à une franche opposition au projet des Etats-Unis. Aujourd'hui, le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR), social-démocrate, est l'une des composantes du Front Démocratique Révolutionnaire (FDR). Le FDR regroupe les organisations de masse de gauche au Salvador, et des secteurs de la démocratie-chrétienne qui ont rompu avec leur parti après l'entrée de Duarte dans la Junte. Un rapport de l'Agence latino-américaine d'Information (ALAI) du 29 août dernier, affirme qu'il y a aujourd'hui un grand désaccord entre la démocratie chrétienne et la social-démocratie dans la région, et que cela se reflète dans les divergences entre le conseiller de Sécurité Nationale des Etats-Unis, Zbigniew Brzezinski, et le vice-président du Parti Social-démocrate Allemand (PSA), Hans Jürgen Wischniewski qui se sont rencontrés ces jours derniers à Washington. La discussion a tourné autour des positions du PSA et du gouvernement du chancelier Schmidt, sur les cas salvadorien. *"Le porte-parole américain a souligné que l'attitude allemande obstruait la ligne stratégique des USA, tandis que d'autres fonctionnaires ont signalé que le gouvernement allemand ou le PSA fournissaient de grandes ressources au FDR du Salvador, à travers la Fondation Friedrich Ebert"*, explique le bulletin ALAI. En conclusion, le dialogue entre allemands et américains terminé, chacun est resté sur ses positions, les deux parties maintiennent les politiques qu'ils ont suivies jusqu'à présent. Les USA continuent avec la Junte, les allemands avec le FDR. Tout cela, et la position de Torrijos face aux événements, indique que le général panaméen se sent soutenu pour intervenir avec plus d'audace dans la question salvadorienne. Par ailleurs, c'est aussi un indice du fait que la pression des masses armées est en train de rompre le front unique bourgeois-impérialiste constitué en Amérique centrale après la chute de Romero, contre l'avancée révolutionnaire au Salvador.

par Andrés Castillo

que la guérilla se présente comme un pouvoir concurrent au pouvoir bourgeois mis en échec face aux masses. Dans ce sens, quel est le type de gouvernement que veut pour le Guatemala l'ORPA?

Avant de passer à une définition, quelle qu'elle soit, il faut d'abord avancer. Il est difficile de préciser ces questions aujourd'hui, car les alliances des forces ne sont pas encore données. De toute façon, nous savons quels sont les besoins de notre peuple, et nous pensons qu'un gouvernement révolutionnaire doit résoudre ces problèmes, transformer la structure de la société. Notre victoire se consolidera avec les victoires de l'armée populaire. Ce serait la première garantie, le peuple doit avoir sa propre armée, née du développement des organisations politiques existantes. C'est là la véritable signification de notre existence. Notre divergence avec les mouvements réformistes bourgeois réside dans notre histoire et notre développement. La participation populaire est ce qui détermine le caractère de classe de nos organisations. Nous luttons pour un gouvernement populaire appuyé par les organisations politico-militaires qui dirigent aujourd'hui le mouvement. Elles seraient la base de soutien de notre projet. Bien sûr, les secteurs démocratiques ne seront pas exclus, ni ceux qui sont contre l'oppression et l'injustice. C'est la notre conception d'un gouvernement démocratique révolutionnaire.

Il me semble clair que l'instauration d'un gouvernement démocratique révolutionnaire

comme vous le décrivez, impliquerait nécessairement la destruction de l'armée guatémaltèque. Mais, par ailleurs, vous insistez sur l'appel aux secteurs militaires et démocratiques à former ce gouvernement. Mais même la destruction de l'armée ne garantirait pas le passage au socialisme, comme le démontrent les exemples de la Bolivie en 1952 et du Nicaragua depuis la chute de Somoza. Comment envisagez-vous ce problème?

Il est tout à fait certain qu'aux niveaux les plus élevés de l'armée il existe une clique qui s'enrichit dans les affaires en utilisant l'appareil d'Etat. D'autre part, ces secteurs sont très profondément engagés dans la politique de répression. C'est pour cela que nous ne pensons pas que vont tout de suite surgir des divergences entre eux. Mais cela ne veut pas dire que nous écarterions la possibilité qu'apparaissent des secteurs officiels qui soient mécontents de la politique de répression ou qui craignent l'impopularité de l'armée. Nous avons déjà fait un appel à la troupe pour qu'elle se désolidarise de la politique de génocide. Nous disons aux jeunes officiers qu'on les utilise comme chair à canon car ils ne jouissent pas des mêmes privilèges que les officiers de rang élevé. Parmi les secteurs bourgeois, il n'y en a aucun aujourd'hui qui puisse participer à un gouvernement démocratique révolutionnaire. Pour leur propre développement, ils se sont profondément liés à l'Etat et à l'impérialisme. Eux-mêmes soulignent cette impossibilité.



En dépit de la répression, les actions armées se développent

Nicaragua

De nouvelles barricades à Bluefields

Plus d'un an après le triomphe de la révolution nicaraguayenne contre la dictature de Somoza, les titres de journaux ont annoncé une rébellion dans la région de la côte atlantique. Immédiatement, le Gouvernement de Reconstruction Nationale (GRN) émet le décret 511 pour imposer à la presse la censure de cette information.

Le quotidien *La Prensa* du 10 octobre publie trois photos de la mobilisation de Bluefields. On voit des pancartes disant: "Cubain: va-t'en combattre ta dictature", "Cubain: endoctrine ton île" et "La côte atlantique demande la justice sans le communisme". Parallèlement à cette campagne réactionnaire qui a paralysé le port, entraîné des vols d'armes, et la prise de bâtiments du gouvernement de Bluefields, les travailleurs revendiquaient des augmentations de salaire.

Le commandant Tomas Borge, en dénonçant les événements de Bluefields comme une émeute contre-révolutionnaire, a lié les exigences des ouvriers en les présentant comme pièces d'une conspiration générale pour "déstabiliser" le pays. Alvarez Cordovas, un membre du GRN, a aussi dénoncé les mobilisations de Bluefields comme "séparatistes" et cherchant la protection d'une puissance étrangère: la Grande Bretagne.

Cependant, les faits contradictoires de Bluefields s'inscrivent dans le processus révolutionnaire ouvert au Nicaragua à partir de la chute de Somoza. A ce moment s'est ouverte une alternative impérative: ou la propriété privée était maintenue et les capitalistes gouvernaient, ou elle était abolie et ce sont les ouvriers et les paysans qui gouvernaient.

Le Front Sandiniste a défini clairement sa politique en collaborant, en impulsant et en maintenant le pouvoir bourgeois au Nicaragua. Cependant, la bourgeoisie sait que le problème n'est pas résolu. Elle a le pouvoir entre ses mains, les propriétés, mais elle voit que les masses veulent aller plus loin que le simple renversement du dictateur. C'est pour cela, afin d'atteindre ses objectifs, qu'elle pousse les travailleurs à revendiquer et attaque le Front Sandiniste en demandant l'expulsion des Cubains, du commandant sandiniste de Bluefields et en exigeant de plus grandes libertés démocratiques.

Sans direction révolutionnaire, les masses luttent pour résoudre leurs propres problèmes et rencontrent sur leur chemin la bourgeoisie qui les utilise pour s'élever en direction et consolider ainsi son pouvoir.

Nous savons cependant que c'est la politique même de Front Sandiniste qui a permis cette influence de la bourgeoisie sur les masses. Malgré tout, et bien que nous soyons avec les travailleurs et le peuple pour leurs revendications, dans leur lutte pour approfondir les conquêtes de la révolution, nous sommes et nous serons aux côtés du FSLN et même du GRN contre toute tentative de la bourgeoisie imperialiste qui aurait pour objectif de faire reculer la révolution nicaraguayenne, en liquidant les conquêtes des masses.

Le réveil de la côte atlantique, tout de suite après la chute de Somoza a été explosif. Dans cette mobilisation, beaucoup de dangers et de contradictions ont été écartés. Mais le principal problème n'a pas été résolu: la formation d'une direction révolutionnaire. L'occasion historique de la construire a été tronquée. Un camarade qui appartenait à la Brigade Simon Bolivar nous relate cette expérience.

Panama

Elections, votes et fraude

Dans le pays du général Omar Torrijos Herrera — ami de Fidel Castro, admirateur des intellectuels de gauche latino-américains et dépositaire du pouvoir bourgeois depuis 1968 — des élections partielles pour le Conseil National de Législation viennent de se réaliser.

Le parti du gouvernement, le Parti Révolutionnaire Démocratique (PRD) a fait élire 10 des candidats qu'il présentait, grâce à des manoeuvres et des fraudes. Par exemple, dans la ville de Veraguas, 24 bureaux électoraux n'ont pas fonctionné et l'un d'entre eux a même été incendié...

Torrijos le grand

Ce général qui fascine tant certains secteurs de la gauche est une espèce de reine Catherine centro-américaine. Sa politique lui permet de soutenir la lutte des sandinistes contre Somoza et, en même temps, de donner l'hospitalité à l'ex-Chah d'Iran. (Au milieu du XVIII^e siècle, la tsarine de Russie, Catherine la Grande, soutenait les philosophes éclairés européens, elle correspondait avec Voltaire, pendant qu'elle réprimait brutalement son peuple. Luxe de l'aristocratie!)

Dans le Panama de la "glorieuse révolution populaire", une des lois les plus répressives a été votée il y a quelques mois: la loi 95, qui a enlevé aux travailleurs leurs droits syndicaux, leur sécurité de l'emploi et le droit de grève.

Evidemment, pendant la campagne électorale, ni le gouvernement, ni l'opposition bourgeoise n'ont mentionné cette affaire. Seul le Parti Socialiste des Travailleurs (PST) a dénoncé cette loi et désigné les coupables: le gouvernement et la bourgeoisie.

Malgré toutes les manoeuvres employées par le pouvoir, l'opposition dans son ensemble a obtenu plus de voix que le PRD, ce qui révèle la réaction à la répression du gouvernement et sa perte de prestige devant les masses.

La lutte du PST

Pendant la période pré-électorale, le PST panaméen a obtenu 7 500 signatures de soutien. C'est un chiffre considérable si l'on tient compte de la faible population du pays et de la jeunesse du parti. Malgré cela, les restrictions légales ont empêché qu'il participe formellement aux élections. Les trois candidats ouvriers du parti se sont présentés d'une façon indépendante et ont obtenu 5 429 voix.

La plate-forme électorale de ces candidats se prononçait contre la loi 95 et revendiquait une diminution immédiate des prix avec une augmentation de salaire, la défense des droits des noirs et des femmes et la solidarité avec les luttes des travailleurs des autres pays. Elle exigeait la rupture immédiate des relations avec la Junta démocrate-chrétienne du Salvador.

Le résultat des élections

Le Parti Libéral, de l'opposition bourgeoise, a obtenu cinq sièges (parmi les 19 en jeu); le Parti Démocrate-Chrétien en a eu deux et le Parti Communiste, qui au Panama s'appelle Parti du Peuple, en a obtenu un. Un autre siège du Parlement a été attribué à un candidat libéral indépendant, qui en réalité suit la politique du gouvernement.

Tout cela indique que le pouvoir bourgeois ne se porte pas aussi bien qu'il le voudrait. Il s'use, quoique lentement, et un nouveau courant d'opposition commence à surgir: le courant socialiste.

Vadinho Remis

"La colonne est entrée par la Côte Atlantique en bateau. Elle était composée surtout de nicaraguayens, de costariciens et de colombiens qui avaient combattu sur le front Sud. Après avoir voyagé 24 heures en bateau, nous avons débarqué sur l'île de Bluff.

"Quand nous sommes arrivés, nous avons rencontré Robert Barreth, mercenaire du Vietnam, gérant de l'entreprise de pêche Booths, appelé "le diable", fameux pour être un des plus grands fournisseurs d'armes de Somoza. Conduisant la voiture du commandant révolutionnaire de Bluff, armé jusqu'aux dents, il a provoqué notre première surprise.

"Arrivés à Bluefields, par un canal artificiel construit sous Somoza, nous avons été recueillis par la population enthousiaste, qui a aussitôt réalisé un meeting en hommage aux combattants internationalistes. Des secteurs de la bourgeoisie étaient présents avec le clergé et la population en général.

Que faisait "le diable" avec le foulard sandiniste?

"Au milieu du meeting, quelques travailleurs se sont approchés pour nous questionner, et montrant Barreth: "Comment est-il possible que depuis trois jours le monsieur qui est là-bas, armé et avec un foulard sandiniste, puisse se dire sandiniste en étant ce qu'il est?" C'est là le climat qui régnait. Nous avons commencé à travailler à l'organisation des milices et à la formation des Comités de Défense Sandiniste.

"Le gouvernement local était contrôlé par Moises Arana, un

Director: CARLOS F. CHAMORRO S. Administrador: RIGOBERTO VARELA JUEVES, 2 de Octubre de 1980. AÑO II - No. 421 Managua, Nicaragua Libre 14 PAGINAS

ANO DE LA ALFABETIZACION TELS. REDACCION: 2-4251 2-4252 2-5317 CIRCULACION Y SUSCRIPCIONES: 7092 Contribucion Periodica: UNA CORDOBA

Revolución no permitirá provocación antipatriótica

Agitadores iniciaban en Bluefields programa para dividir Nicaragua

Los actos de agitación provocados en Bluefields por agentes de inteligencia y militares reaccionarios de esta zona, pretendían crear las condiciones y fomentar la idea de un plan general tendiente a separar la Costa Atlántica del territorio de Nicaragua.

Normalidad ascendente en Bluefields

La anterior fue seguida por el Comandante Tomas Borge, durante una reunión nocturna de grupo celebrada ayer en el Ministerio del Interior.

Dichos actos estuvieron motivados por una campaña de agitación ideológica dirigida por militares y reaccionarios de esta zona, pretendían crear las condiciones y fomentar la idea de un plan general tendiente a separar la Costa Atlántica del territorio de Nicaragua.

Una comisión de ocho personas representativas de distintos sectores de la ciudad de Bluefields, encabezada por el Comandante y Ministro de la Costa Atlántica, William Torres, y el Comandante y Ministro de la Costa Sur, Juan Carlos Rodríguez, se reunieron ayer para una sesión.

1ra. Asamblea de la Juventud Sandinista

En la ciudad de Bluefields, se celebró ayer la 1ra. Asamblea de la Juventud Sandinista, con la participación de más de 100 jóvenes.

Burda manipulación

Autocrítica y reflexión sobre caso Bluefields

Bluefieldenses dispuestos a trabajar por la Revolución

LABOR DE POLICIA SANDINISTA

El Comandante Guillermo Llanusa, jefe de la Brigada de la Costa Atlántica, se reunió ayer con los miembros de la Brigada de la Costa Atlántica.

Segregacionismo con pretexto anticubano

En Paraguay

PUEBLO, EJERCITO, UNI

La verdadera trama en Bluefields

Tiroteada casa de la Dinorah

pharmacien de la "bourgeoisie d'opposition" au somozisme. Moises Arana avait dirigé un groupe de 30 personnes, composé d'étudiants, d'employés de banque et de quelques dockers, et qui a été organisé à partir de l'offensive finale.

Le commandant Abel arrive

"Deux jours après notre arrivée, débarque le commandant Abel, accompagné de trois ou quatre miliciens. C'est là qu'a lieu la première épreuve de force entre le gouvernement bourgeois avec sa milice et le commandant Abel, représentant le Front Sandiniste. Ils se mettent finalement d'accord: le contrôle des armes et de la milice passe aux mains d'Abel, et le gouvernement reste dans celles de Moises Arana.

"Une énorme quantité d'armes, abandonnées par le Garde nationale dans sa fuite, avaient été recueillies par la population, surtout par les travailleurs du port. "Un secteur de l'administration de Somoza avait abandonné la région, mais il restait cependant la majorité des fonctionnaires, ainsi que des militaires et des civils somozistes. C'est par exemple le cas de Palé, gérant de la sucrerie de Cuera Hill, et intime de Somoza, du maire de Bluefields, du directeur de la Banque Centrale, qui restaient tous en pensant que le nouveau gouvernement du Nicaragua garantirait leur séjour sans problème.

"Ici il y a eu la révolution, mais les choses continuent comme avant"

"C'est ainsi que les ouvriers de la "Pescanica" se sont présentés à Bluefields. Ils sont d'abord allés voir le commandant Abel qui n'a pas répondu à leurs demandes, puis la Brigade. Ils nous ont dit qu'il ne recevaient plus de salaire depuis longtemps. Le propriétaire s'était enfui et avait laissé à sa place un gérant qui justifiait non seulement le non paiement des salaires mais encore le licenciement des travailleurs par l'absence d'exportations. Le magasin où étaient les réserves d'alimentation était géré par l'entreprise et ils n'y avaient pas accès. "Pescanica" est une demi-heure de Bluefields en montant en barque par le canal. Les ouvriers vivent dans les quartiers misérables de Bluefields.

"Le lendemain, comme prévu, nous nous sommes réunis sur le port. Nous avons réalisé une assemblée générale où assistaient tous les travailleurs et vers dix

heures du matin se sont constitués les comités de section pour discuter des problèmes. A midi, les travailleurs vont voir le gérant avec leur cahier de revendications de plus de cent points. Il est accepté dans son ensemble par le gérant à trois heures de l'après-midi, avec la reconnaissance du syndicat, et la garantie qu'il n'y aura pas de licenciements.

"L'organisation du syndicat terminée, nous sommes allés avec les travailleurs à Bluefields et là nous avons exproprié la maison d'un somoziste pour établir le local du syndicat des travailleurs de "Pescanica".

Des gardes du corps pour les somozistes

"Un travailleur de la sucrerie de Cuera Hill descend parler avec le commandant Abel pour voir comment résoudre ses problèmes. Les travailleurs de la canne à sucre, 1 500 en tout, demandent au commandant pourquoi, alors que la révolution a triomphé, les somozistes continuent à diriger les entreprises. Et il ajoute que si le

commandant ne résoud pas cette situation, eux — les travailleurs — le feront. La réponse du commandant Abel a été de donner des gardes du corps aux somozistes. Cela a exaspéré les travailleurs.

"Informés de la situation, à 5 heures du matin nous sortons en direction de Cuera Hill. A midi à lieu l'assemblée générale. A mesure que les travailleurs arrivent, nous voyons des pancartes: "exécution des somozistes!" La direction de l'entreprise est mise en prison par mesure de prévention.

"Nous avançons la nécessité d'organiser le syndicat. Les candidats sont proposés, et aux cris de "oui" ou "non", la liste se forme. Ensuite on discute du sort des somozistes de l'entreprise. Quelques ouvriers demandent qu'ils soient jugés, qu'on les fusille. D'autres proposent qu'on les expulse en expropriant tous leurs biens: les grandes fermes avec le bétail qu'ils possédaient aux environs de la sucrerie, leurs voitures, leurs barques et tous leurs biens. Symboliquement, quel qu'un propose qu'on les expulse du village.

Pieds-nus jusqu'à Bluefields

"Le lendemain nous retournons à la sucrerie pour l'expulsion des somozistes. Le commandant Abel informe que l'ordre donné est de ne pas les expulser de l'entreprise et de ne rien exproprié. Nous lui répondons que "si c'est ça l'ordre, va le dire toi-même aux travailleurs", ce qu'il n'a pas fait. L'expulsion est réalisée au cours d'un jugement public auquel participe tout le village. Les accusations sont prononcées. Elles sont très graves. Assassinat et persécution des sympathisants du sandinisme. Les travailleurs

montrent une lettre où il y a une liste de 25 travailleurs qui devaient être enlevés dans la nuit et jetés à la mer. On accuse Luis Sosa, responsable de l'entreprise de poser comme conditions aux jeunes, aux hommes et aux femmes qui demandent du travail de remplir tous ses desirs. Le jugement se termine par l'expulsion et l'expropriation de tous les biens.

Le soir même, en vertu de l'expulsion des patrons, est nommée la nouvelle direction des travailleurs.

L'évêque et Arana recueillent les somozistes

"Les somozistes, avec l'administrateur Luis Sosa à leur tête, arrivent à Bluefields pieds-nus, et là sont recueillis par l'évêque et Moises Arana qui leur accordent hospitalité et protection. C'est un

défi contre la décision des travailleurs. A partir de là, la bourgeoisie commence à montrer des désaccords sérieux avec la Brigade Simon Bolivar.

"Ni somozisme, ni communisme: sandinisme!"

"Ce sont ces mots d'ordre qui couvrent les murs de Bluefields peu de jours après. L'évêque lance un tract signé et intitulé: "10 formules pour l'anarchie", parmi lesquelles la constitution de syndicats, l'expropriation de biens privés, les comités ouvriers et po-

pulaires, l'armement de la population et qui sont considérées comme tendant à créer l'anarchie.

"Déjà les secteurs de la bourgeoisie se retrouvent pleinement entre eux. Contre l'avance des masses, les bourgeois "d'opposi-

tion", les américains et les somozistes font front commun avec le clergé. La nécessité apparaît de constituer des groupes de miliciens permanents dans tous les quartiers ouvriers et populaires. Ils s'organisent dans les entreprises et s'entraînent deux heures par jour. Les travailleurs et le peuple s'exercent dans les rues, dans les stades de football, à l'aéroport.

"A mesure que se constituent les Comités de Défense Sandinistes et les syndicats, la polarisation entre les secteurs bourgeois et les masses avec la Brigade se fait de plus en plus forte, car déjà, chaque comité de défense ou chaque syndicat qui se constitue élit un représentant au gouvernement civil.

"Moises Arana, le principal dirigeant politique de la bourgeoisie s'oppose à la participation des organisations de masse au gouvernement. L'objectif est de constituer un gouvernement avec des secteurs ouvriers et populaires. Par conséquent il entre en contradiction avec les plans de la bourgeoisie qui veut le gouvernement pour elle seule.

"Il y avait trois forces à Bluefields: la bourgeoisie à travers Moises Arana, le commandant Abel représentant le Front Sandiniste et la Brigade Simon Bolivar avec les masses. Le commandant Abel jouait le rôle de centriste entre les forces bourgeoises d'un côté, et le travail ouvrier et populaire que réalisait la Brigade de l'autre. Il consultait Managua d'une manière permanente sur le chemin que prenaient les événements et sur la politique à adopter.

La Booths doit être expropriée. La Booths ne doit pas être expropriée

"Un syndicat s'était organisé à la Booths du Nicaragua, dont le gérant était Barreth, "le diable". Le GRN a publié un décret pour toutes les entreprises à nationaliser, et parmi elles la Booths, une entreprise de pêche à capital somoziste et américain. Il y avait aussi une entreprise annexe qui fabriquait des canots de fibre de verre. Si tôt connu le décret de nationalisation, nous sommes allés au syndicat pour discuter de la nécessité d'expulser le mercenaire Barreth et mettre l'entreprise sous contrôle ouvrier.

"Des qu'il fut informé de la résolution, Barreth se mit en communication immédiate avec Miami, au moyen de l'équipement radio de l'entreprise. A Miami, ils s'opposèrent à l'abandon de l'entreprise. Le lendemain, avec l'autorisation du commandant Abel, un avion provenant des Etats-Unis a atterri. Par le même avion, les voyageurs emmenaient à Managua le commandant Abel et le gérant des banques de Bluefields. Le lendemain, un contre-ordre est donné par le GRN, la Booths du Nicaragua ne sera pas nationalisée. Ce contre-ordre déconcerta les travailleurs et provoqua une profonde défiance envers le Front Sandiniste.

Fédération syndicale de la Côte Atlantique

"Nous avions organisé 12 syndicats, nous avons donc formé la fédération de la région de la Centrale Sandiniste, à laquelle participaient tous les syndicats constitués par la Brigade Simon Bolivar. Toute l'activité syndicale fut légalisée auprès du Ministère du Travail à Managua.

"Pendant ce temps, la bourgeoisie constituait sa défense civile avec des étudiants et l'accord du commandant Abel. Ils commencèrent à occuper des positions stratégiques comme le contrôle du port, de "Pescanica", etc.

Une nuit, 15 miliciens armés jusqu'aux dents arrivèrent en bateau à Bluefields. Ils disaient appartenir au Front Sandiniste et être de retour du combat vers leur foyer. Par mesure de précaution on leur demanda de rendre leurs armes jusqu'à leur identification. Ils s'y refusèrent. Mais face à notre demande, ils se contredirent ouvertement dans les informations et décidèrent donc de repartir. Pour nous, il était clair que la bourgeoisie était en train de recruter des gens d'autres régions du pays pour les diriger sur Bluefields.

La Reconstruction Nationale

"Le Front Sandiniste et le GRN ont lancé le mot d'ordre de "Reconstruire le Nicaragua". La guerre était "passée loin" de Bluefields et donc la Côte Atlantique n'était pas détruite. Ce mot d'ordre ne rencontrait ainsi aucun écho dans la population. Et quand le Front Sandiniste demanda de travailler gratuitement une heure pour la reconstruction, un ouvrier déclarait à peu près ceci: "Si l'entreprise Booths n'est pas nationalisée, nous n'allons pas travailler cette heure pour la reconstruction, parce que les profits vont être à moitié pour les gringos et à moitié pour le Nicaragua."

"Les travailleurs sentaient, voyaient que s'ils ne continuaient pas à s'organiser et à lutter pour

leurs intérêts, la situation serait sans issue pour eux. Ils percevaient aussi confusément la nécessité de construire un parti ouvrier. La classe ouvrière discutait politique et apprenait vite.

"Etrangers, hors du Nicaragua"

"La bourgeoisie organisa une manifestation pour exiger le départ des étrangers de Bluefields. Ils mobilisèrent 300 personnes sous les mots d'ordre "ni somozisme, ni communisme: sandinisme!" et "Etrangers, hors du Nicaragua!"

"Nous avons répondu en organisant une autre mobilisation, à laquelle nous appelions tous les secteurs ouvriers et populaires: 3 000 personnes. Les commandos civils de la bourgeoisie et du clergé se retranchèrent dans la collée technique des Salesianos et de là ouvrirent le feu sur la manifestation. Ils blessèrent un milicien qui était sous les ordres du commandant Abel et causèrent d'autres blessures légères à plusieurs personnes. Dans ces conditions, le commandant Abel s'est retrouvé à nos côtés, et ensemble, nous avons commencé la riposte militaire. Le soir, nous avons arrêté les somozistes et leurs alliés. L'offensive militaire dura environ deux jours, les bourgeois de Bluefields étaient vaincus.

Le commandant René Rivas arrive

"L'affrontement terminé, le commandant René Rivas arrive de Managua. Quand il a été informé de ce qui s'était passé, il nous a donné raison et a même ajouté que le gouvernement de Moises Arana n'était pas reconnu par le Front Sandiniste. Nous lui avons expliqué la nécessité d'éliminer un gouvernement avec des représentants ouvriers et des quartiers. Mais il a au contraire choisi des représentants de la petite bourgeoisie, parmi les sympathisants du Front Sandiniste et constitué un "gouvernement provisoire".

Le gouvernement ouvrier-populaire de Cucra Hill s'organise

"J'ai déjà raconté comment les ouvriers de la sucrerie avaient pris le contrôle de la sucrerie. La milice ouvrière s'était formée et la BSB y avait été intégrée. Il ne restait plus qu'à organiser le gouvernement. Celui-ci s'est constitué avec des représentants des travailleurs, du syndicat et de la population. A Cucra Hill donc, il y avait un gouvernement ouvrier et populaire, une sucrerie contrôlée par les travailleurs et une milice ouvrière qui contrôlait le port et le village.

"Anarchistes subversifs"

"Nous sommes allés à Puerto Cabezas pour réaliser une mission des travailleurs de Cucra Hill avec quelques uns d'entre eux. 50 miliciens sandinistes nous ont reçus dans le port, fortement armés. Ils nous ont arrêtés et détenus pendant 5 jours sous l'accusation d'"anarchistes subversifs qui ont créé le désordre à Bluefields. Puis ils nous ont emmenés à Bluefields.

"Ces jours-là, l'armée sandiniste commençait à se constituer. Bien que nous étions adhérents de la milice de Cucra Hill, nous n'avons pas été appelés à nous incorporer dans l'armée. Beaucoup de secteurs de la population se posaient des questions sur cette armée et certains n'ont pas voulu s'y incorporer et cachèrent leurs armes.

"René Rivas nous appela un par un, et nous dit que certains d'entre nous étant des professionnels, que nous devions aller remplir des tâches ailleurs. L'objectif était clair: nous sortir de Bluefields. Face à notre refus, le commandant Rivas nous informa qu'on demandait la BSB à Managua et que nous devions y aller.

"Nous avons convoqué une réunion de la Confédération syndicale de la Côte Atlantique pour présenter aux travailleurs le plan du FSLN et du gouvernement pour nous expulser du Nicaragua. Les travailleurs répondirent...

"Que le commandant Rivas vienne s'expliquer!"

"Le commandant Rivas arrive à l'assemblée et explique que nous ne serons pas expulsés du Nicaragua. Que ce qui a été fait à Bluefields est ce qu'il y a de mieux dans le pays et qu'on a besoin de camarades comme nous dans d'autres endroits pour continuer ce travail... et que lui se portera garant du retour des camarades de la BSB. Les travailleurs répondent que si nous ne revenons pas, il y aura une manifestation de protestation et décident d'envoyer une lettre au GRN demandant notre citoyenneté nicaraguayenne. Finalement, et face à l'insistance de Rivas, ils acceptent notre mutation, à contrecoeur. Le matin, nous allons à l'aéroport. Un avion des Forces Armées Panaméennes arrive. Il en descend les premiers conseillers cubains et quelques personnalités panaméennes. Nous sommes

embarqués vers Managua et pour notre expulsion du Nicaragua.

"La Côte Atlantique demande la justice sans le communisme"

"C'est ce qui est écrit sur l'une des pancartes que brandissent des habitants de Bluefields, et qui étaient en photo dans La Prensa du Nicaragua. Les informations sur les faits qui ont eu lieu durant la première semaine d'octobre, ont été pourtant très confuses. Le Sandinisme a dénoncé les mobilisations qui se sont produites là-bas comme un plan contre-révolutionnaire du somozisme.

"De façon contradictoire, ces mêmes informations parlent de mobilisations des travailleurs pour leurs salaires. Selon ces nouvelles, le GRN aurait réduit le salaire des dockers à un fixe, les diminuant ainsi substantiellement. Ces jours-ci, aucun bateau n'a quitté le port. Que se passe-t-il à Bluefields pour que la situation soit aussi confuse et contradictoire?

"Tout au long de notre récit une question cruciale surgit, iné-

Honduras

Les Etats-Unis prétendent transformer le Honduras en un nouveau "bunker" anti-communiste de l'Amérique centrale, contre les pressions des révoltes populaires, comme le dénonce le journaliste Jack Anderson.

Dans sa rubrique quotidienne du Washington Post, Anderson dévoile la farce des élections à l'Assemblée Constituante du mois d'avril, en affirmant que tout était préparé à l'avance pour que le Parti National (officiel) gagne les élections: après les élections, revolvers et dollars inonderaient immédiatement le pays.

Le fait est que les revolvers et les dollars sont déjà arrivés au Honduras, accompagnés des conseillers militaires de l'impérialisme. Le 16 septembre dernier, dans la ville de Choloma, les paysans qui protestaient contre l'augmentation des tarifs de transport collectif ont été brutalement réprimés par l'armée: trois morts, plus de cinquante blessés et soixante manifestants arrêtés par la police politique.

Les résultats du plan Carter

L'Agence France Presse considérait que le plan Carter arriverait à temps au Honduras pour éviter une insurrection populaire. A temps? Les faits ont démontré que cette observation ne correspond pas à la réalité.

Le plan du dictateur Policarpo Garcia consistait à effectuer quelques réformes superstructurelles (du maquillage) tout en maintenant l'hégémonie politique des partis traditionnels et de l'armée.

Mais les résultats électoraux ont montré que la situation est en train de changer. Les masses ont manifesté leur insatisfaction en votant pour le Parti Libéral, pour chasser le régime militaire. Il n'existait pas d'autre opposition car même le Parti Démocrate-Christien était interdit de participation aux élections constituantes.

Le gouvernement espérait une victoire du Parti National et a été vaincu. Mais le plan d'ouvertures contrôlées et restreintes soutenu par l'impérialisme continue à être appliqué dans la pratique.

Il y a quelques mois le gouvernement a dû affronter des grèves et des débrayages

vitables: Qui devait détenir le pouvoir entre ses mains? Le FSLN devait répondre à cette question.

"Comme nous l'avons vu, il l'a fait. Il avait demandé de nationaliser la Booths et le lendemain, par sa politique de respect des investissements étrangers, il a rejeté cette mesure.

"Quand il a vu que les ouvriers de la Cucra Hill avaient expulsé les somozistes, il a envoyé un contre-ordre disant qu'on ne devait rien leur prendre.

"Quand la situation a commencé à retourner en faveur des travailleurs et du peuple, le Front Sandiniste a reconnu et appuyé le gouvernement bourgeois de Moises Arana, allié des yankees et du somozisme.

"Quand la révolte bourgeoise a pris corps militairement, il a décidé de l'attaquer les armes à la main avec les masses. Mais les masses une fois victorieuses le sandinisme a décrété le respect de la propriété bourgeoise.

"Face à l'avance organisée des masses sur le terrain politique et militaire, il a attaqué la BSB, les ouvriers et dissous les milices.

ges. L'usure de la dictature militaire devenait évidente. Mais le plus important c'est que ce processus n'affecte pas seulement le régime. L'opposition s'use elle aussi. Le Parti Démocrate-Christien est paralysé devant la montée, il ne sait pas quelle réponse donner devant les fréquentes prises de terres et les manifestations paysannes.

Les amertumes de Policarpo

Aujourd'hui, le pays est submergé par une vague de grèves. A Tegucigalpa, les professeurs, les médecins et les fonctionnaires occupent les bâtiments publics et exigent de meilleures conditions de vie.

Plus de 700 étudiants de cette ville ont occupé le ministère de l'Education pour exiger l'ouverture de nouvelles écoles ainsi que le départ des conseillers américains du pays. La dictature a déclaré: "Ce qui est en train de nous arriver est quelque chose de semblable à ce qui se passe au Salvador et au Guatemala. Aides groupes minoritaires essaient de semer le chaos et la violence"

A la campagne, les grèves des travailleurs agricoles sont devenues un fait quotidien. Ce sont des grèves bananières dans un pays dominé depuis plus d'un siècle par des entreprises américaines comme la Standard Fruit.

La bourgeoisie commence à se sentir en insécurité face aux mesures prises dans les autres pays de la région, comme le Costa-Rica qui a dû se résoudre à restreindre dans une grande mesure ses importations de produits du Honduras.

La fièvre des routes

A tout cela s'ajoute l'inutilité des délégués élus à la Constitante, plus préoccupés par la présentation de motions pour la construction de routes dans leurs municipalités que par le projet constitutionnel.

Etant donné son entourage, il est impossible que le Honduras soit une île de paix à côté du Nicaragua et du Salvador

"Cubain, va-t-en lutter contre ta dictature"

"De nouveau la bourgeoisie de Bluefields propage son nationalisme, des plus réactionnaires, pour tromper les masses. Non pas parce que les Cubains auraient rempli un rôle révolutionnaire dans l'île. Tout au contraire, ils ont maintenu le statu-quo imposé par le sandinisme et le GRN. Mais la bourgeoisie veut occuper plus de terrain que ne lui en a laissé la politique du Front. Elle veut devenir la direction des masses de Bluefields et cela fait partie du plan de la bourgeoisie de tout le pays. Elle s'appuie pour cela sur le mécontentement des travailleurs face à tout leurs problèmes qui restent sans solution.

"Qui a permis cette avancée contre-révolutionnaire à Bluefields si ce n'est le Front Sandiniste lui-même? C'est lui, avec sa politique de maintenir la bourgeoisie et l'impérialisme à Bluefields comme dans tout le Nicaragua. Et comme en politique, si on n'avance pas... on recule... c'est la bourgeoisie qui avance car les masses n'ont pas de direction révolutionnaire.

"Un autre fait encore le démontre: face à l'émeute dirigée par la bourgeoisie à Bluefields, le FSLN et le GRN attaquent de nouveau les masses, en promulguant le décret suivant:

"(...)Seront interdites les prises d'usines ou de tout autre centre de production et de travail, ainsi que les grèves illégales et les actions qui empêchent la sortie des produits finis des entreprises... Ne seront en aucune manière tolérées les prises de terres ou de fermes, ni l'interruption de la production dans celles-ci... La publication d'informations sur des actes contre-révolutionnaires, des désordres, des attaques contre les autorités, les meetings, les grèves... sont comprises dans les interdictions des décrets 511 et 512. Signé: Sergio Ramirez Mercado Daniel Ortega - Arturo J. Cruz - Rafael Cordoba Rivas - Moisés Hassan - Maison du gouvernement, le 2 octobre 1980. (...)"

Nora Cisneros

Un nouveau bunker anti-communiste?



qui vivent des situations révolutionnaires. Le massacre du fleuve Sumpul, à la frontière du Honduras et du Salvador, où les armées des deux pays ont tué plus de 600 paysans salvadoriens, démontre que le conflit devient international. La montée dans les pays voisins est donc déjà en train de franchir les frontières nationales et le Honduras connaît aujourd'hui un accroissement des luttes qui reflète la situation révolutionnaire de l'isthme.

L'aide militaire

C'est pour cela que la dénonciation à laquelle s'est livré Anderson est fondée. Grâce au processus d'ouverture contrôlée, le Honduras se transforme en un pays idéal pour la construction par l'impérialisme d'un "bunker" anti-communiste.

Ce n'est pas un hasard si le général Robert Sweitzer, autorité du Pentagone, a été choisi par le gouvernement des Etats-Unis pour communiquer au dictateur Policarpo l'envoi d'une aide militai-

re extraordinaire d'une valeur de 3,9 millions de dollars.

L'aide militaire offerte comprend des hélicoptères, des conseillers spécialisés dans le contrôle des répercussions des faits provenant des pays voisins, des M-16 et M-14, des armes légères, des fusils lance-grenades, des canons et des véhicules militaires de tout type.

Le général Ernest Graves de l'Agence pour l'Aide de Défense et Sécurité a déclaré que la "réorganisation du Honduras augmentera la capacité des forces armées pour contrôler les frontières et assurer la sécurité intérieure face à l'instabilité régnante en Amérique centrale".

Il est évident que l'impérialisme est préoccupé par l'avenir du Honduras, pays qui commence maintenant à échapper au contrôle de la dictature et des Etats-Unis. Et cela pourrait signifier la fin de l'hégémonie politique des partis de la bourgeoisie et de l'armée.

Vadinho Remis.

Brésil

La "démocratie" de fer

Les "ouvertures démocratiques", dirigées par des dictatures militaires, ne signifient pas toujours, ou plutôt presque jamais l'intention de revenir à un régime démocratique bourgeois. Au Brésil, le général Figueiredo, Président du pays, chante sur tous les tons l'ouverture politique, mais le Brésil continue à être dirigé par la main de fer d'une dictature.

L'une des preuves des limitations que la dictature veut imposer à l'ouverture est l'approbation de la nouvelle loi sur les étrangers qui réduit considérablement le droit d'asile pour les persécutés politiques d'Amérique latine et qui donne au gouvernement le droit d'expulser du pays les personnes gênantes.

La loi récemment approuvée a déjà fait une première victime. Il s'agit du père Vito Miracavilla que le gouvernement veut expulser pour "activité politique nuisible" et pour avoir refusé de célébrer la messe commémorative de l'indépendance, le 7 septembre.

Selon le quotidien brésilien Folha de Sao Paulo du 9 septembre, le père a refusé d'officier la messe car, selon lui, "au Brésil il n'y a pas d'indépendance, puisqu'il est dominé par le capital étranger".

Le gouvernement n'a pas perdu de temps, il veut expulser le père et, en plus, il l'accuse d'avoir incité les paysans du Nord-Est à entreprendre une réforme agraire, au moyen de la prise violente de terres. L'Eglise et les formations démocratiques ont protesté. C'est ainsi que commence l'histoire. L'Ordre des Avocats du Brésil (OAB) a approuvé à l'unanimité une demande au Président de suspension de l'expulsion du père Vito. Selon les déclarations du président de l'OAB, publiées le 23 octobre dans Folha de Sao Paulo, "les hommes politiques du régime actuel sont aveugles, car tout en effectuant des pressions allant dans le sens d'une direction pacifique, ils font surgir des directions radicales".

Quirino Schmitz, évêque de Teófilo Otoni, a dénoncé la mesure répressive comme une attaque contre l'Eglise et a reçu l'appui de la majorité du clergé à la Conférence de évêques du Brésil (CNBB).

Quelques heures plus tard, un militaire à l'uniforme rutillant a fait ses observations. C'était, ni plus ni moins, le général Lui Coelho Neto, commandant de la 4ème division de l'armée et connu pour ses liens avec l'extrême droite. Il a déclaré que l'évêque Don Quirino n'était pas sérieux, car il appartenait "à l'aile marxiste de l'Eglise".

L'opération Cristal

Ce militaire a déjà été accusé d'être l'un des inspirateurs des actions de l'extrême-droite par le député Genival Tourinho (dans le cas de la mort de Madame Lida Monteiro, secrétaire de l'OAB, victime d'une bombe terroriste). Dans l'accusation du député, d'autres grands généraux étaient impliqués: le général Milton Tavares, commandant du 2ème régiment (Sao Paulo) et le commandant du 3ème régiment (Rio Grande do Sul), le général Banderia.

L'Opération Cristal avait pour objectif de freiner les ouvertures politiques du gouvernement au moyen d'attentats à la bombe contre les institutions démocratiques et de gauche, sous la direction des organes de sécurité du régime. La dictature, qui depuis la mort de Lida a promis de faire une enquête rigoureuse, a décidé d'aller réellement au fond de l'affaire et, rapidement, a accusé en justice le député sur la base de la loi draconienne de sécurité nationale.

Par ailleurs, le régime est passé à l'attaque contre les organisations de gauche, particulièrement contre les trotskystes et a accusé l'Organisation Socialiste Internationaliste (OSI) d'être derrière les attentats terroristes.

Evidemment, cette accusation est apparue ridicule à tout le monde et la dictature paraît avoir pour le moment arrêté la farce. Mais le danger de nouvelles accusations fausses persiste.

Le Parti des Travailleurs a été lui aussi accusé d'"inciter les masses contre le régime" et le gouvernement a poursuivi Lula en justice, dans une claire tentative d'empêcher l'organisation d'être légalisée.

C'est pour tout cela que la CNBB a menacé d'attaquer en justice le général Luiz Coelho, pour injure et diffamation. L'usure du gouvernement augmente face à certains secteurs progressistes de l'Eglise et qui plus est, dans une situation de montée continue des travailleurs brésiliens. Par exemple, à Belo Horizonte, près de 4.500 ouvriers de la métallurgie de la compagnie Belgo Mineira à Joao Molevade, sont en grève depuis le 22 octobre pour des augmentations de salaire.

Vadinho Remis

Les élections municipales au Pérou

Une nouvelle bataille électorale

Le 23 novembre prochain, des élections municipales auront lieu au Pérou. Un électoral de près de 7 millions de personnes élira environ 1 500 maires dans tout le pays. Les inscriptions des candidats sont fermées depuis le 4 octobre. A Lima, la capitale de la République, quatre candidats sont finalement inscrits: Eduardo Orrego du parti gouvernant *Action Populaire*; R. Amiel de l'autre parti au gouvernement *Parti Populaire Chrétien* dont le dirigeant est l'avocat Luis Bedoya; J. Debarbieri de l'Apra; et Alfonso Barrantes Lingán du front *Izquierda Unida* (Gauche unie) qui regroupe le *Parti Communiste Péruvien* (PCP-U), l'*Unión de Izquierda Revolucionaria* (Union de la gauche révolutionnaire) (UNIR) qui est un front formé par divers groupes maoïstes sur la base du Parti Communiste du Pérou (Patrie Rouge), avec le *Frente Obrero Campesino Estudiantil y Popular* (Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire) (FOCEP), l'*Unité Démocratique Populaire* (UDP) qui est un front formé d'organisations centristes comme MIE, *Vanguardia Revolucionaria* et autres, le *Frente Nacional de Trabajadores y Campesinos* (front National des Travailleurs et Paysans) (FRENATRACA), et le *Parti Socialiste Révolutionnaire* (PSR), fondé par l'ex-président Velasco Alvarado. Les deux derniers étant des partis bourgeois.

Ces élections ont une grande importance. D'une part, le gouvernement les affronte après avoir mis en œuvre son plan économique (plan Ulloa), dont les conséquences sont la faim que les travailleurs ont commencé à subir. D'autre part, la gauche les envisage après avoir souffert un recul notable aux élections du 18 mai dernier par rapport aux voix et aux pourcentages obtenus aux élections pour l'Assemblée Constituante de juin 1978. A ces élections constitutives, les forces de gauche avaient dépassé 30% des voix, tandis qu'aux dernières élections, elles n'ont pas atteint 20%.

A ce niveau, le fait le plus notable est la formation du front *Izquierda Unida* qui regroupe l'immense majorité des partis ouvriers, en alliance avec deux partis bourgeois, le PSR du général Velasco et le FRENATRACA du fameux Roger Cáceres.

Face à cette situation, le *Parti Socialiste des Travailleurs* (PST) et le *Parti Ouvrier Marxiste Révolutionnaire* (POMR) ont répondu par une lutte intransigeante pour l'unité électorale des forces ouvrières, mais autour d'une politique d'indépendance de classe, pour laquelle ils ont appelé les organisations ouvrières qui intègrent l'IU à rompre avec les partis bourgeois qui font partie du front.

Nous présentons ci-dessous une brève synthèse des positions des deux partis pour les élections.

P.S.T.:

"Unité des travailleurs sans généraux ni patrons"

par Francisco Ulloa

Le Parti Socialiste des Travailleurs (PST) se place lui aussi sur le front de la lutte pour l'unité des travailleurs dans ces municipales, reprenant ainsi le sentiment majoritaire de la base. Il a proposé avec le bloc trotskyste la seule méthode démocratique pour réaliser l'unité: la convocation à des assemblées de base par province et par district avec la participation de toutes les organisations politiques et syndicales des travailleurs, pour y choisir programme et candidats. Mais c'est le manque bureaucratique des courants les plus forts et majoritaires d'UNIR, du PCP, de l'UDP, etc. qui s'est imposé. La formation d'IU accomplie, celle-ci rencontrait la sympathie générale des travailleurs qui voyaient enfin concrétisée l'"unité de la gauche" et le PST s'est donc aussitôt livré à une campagne pour chasser du front les partis patronaux. Il a lancé un appel aux partis ouvriers à rompre avec les généraux et les patrons et à former des listes unitaires des travailleurs. Le résultat de cette campagne a été de faire sortir le PSR et le FRENATRACA du district de Comas, ainsi qu'à Cuzco et Independencia, contre le refus du PCP, obtenant ainsi une liste des travailleurs avec la majorité des partis ouvriers.

Voici la politique du PST, telle qu'elle est exposée dans un tract: "Le PST déclare être disposé à continuer son combat pour l'unité. La sortie du PSR et du FRENATRACA de votre alliance et l'entrée du bloc PRT-PST-POMR dans celle-ci peut résoudre tous les problèmes. C'est ce que nous espérons. De toute manière, nous sommes disposés à établir des accords avec votre alliance électorale pour faire des listes conjointes, sans la participation du PSR et du FRENATRACA, dans certaines circonscriptions, comme par

P.O.M.R.

Une politique de classe

par Jorge Villaran

Le POMR a refusé de participer au front *Izquierda Unida*. Sa politique a été de combattre l'IU sur le plan de la mobilisation et de l'expérience des exploités. Il est en désaccord avec les camarades du PRT (organisation du Secrétariat Unifié à laquelle appartient Hugo Blanco) qui se situe sur la ligne de

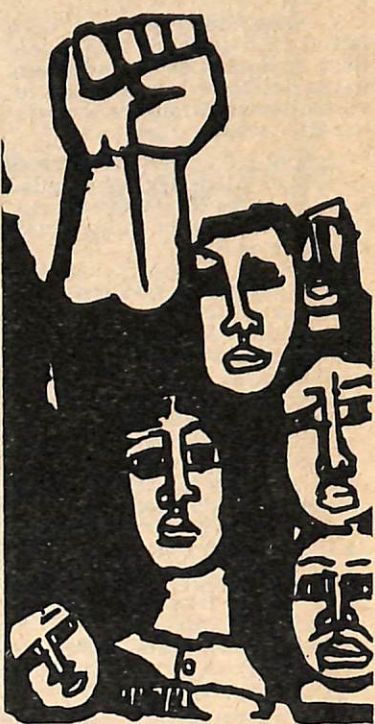
exemple à Comas, Independencia et Lurigancho, où le trotskisme est une force indiscutable.

"Nous faisons cette proposition pour éviter, de notre part, la mise sur pied de listes parallèles qui ne profitent à personne sauf aux partis bourgeois patronaux. Cette possibilité dépend de vous. Nous n'avons pas causé la situation actuelle, bien au contraire, nous avons tout fait pour matérialiser l'unité des forces qui représentent les travailleurs. Le PST vous précise qu'il n'est disposé à aucun accord électorale avec le PSR et le FRENATRACA, des partis qui représentent la bourgeoisie, mais avec les partis ouvriers de votre alliance. Par ailleurs, nous avons déjà déclaré notre engagement de soutien critique à la candidature du docteur Barrantes pour la province de Lima et aux candidats des travailleurs que présente l'izquierda Unida dans les lieux où nous ne présentons pas de candidats. Maintenant vous avez la parole."

Après avoir obtenu les résultats déjà cités, le cadre est le suivant: l'IU se présente avec des modifications dans quelques provinces et districts, comme dans le cas des peuplées "jeunes agglomérations" de Comas et Independencia, où il n'y a pas le PSR ni le FRENATRACA, c'est-à-dire un front de classe contre les candidats patronaux. Dans ces districts participent le PST et le PRT. A Independencia, le PST préside le front dénommé *Alianza Revolucionaria de Izquierda* (Alliance Révolutionnaire de Gauche) (ARI) et à Comas sous le sigle de l'IU sans les partis bourgeois. La même situation existe à Cuzco et Juanji, les provinces combattives de l'intérieur.

D'autres variantes se sont produites aussi dans des districts où il y a de nombreuses listes indépendantes et d'autres où le PRT est seul, ou comme le POMR à l'intérieur du pays.

"soutien critique" à l'IU. Le PRT s'est refusé à réformer le *Frente de Trabajadores al Poder* (Front des Travailleurs au Pouvoir) qui a obtenu 200 000 voix le 18 mai en combattant pour un gouvernement des travailleurs sans généraux ni patrons. Il a préféré par contre s'intégrer dans les listes



d'IU où, par hasard, il n'y avait pas de candidat du PSR et de FRENATRACA. C'est ainsi que le PRT a capitulé devant un projet de front populaire.

Dans l'éditorial du numéro 81 de son journal *Revolución Proletaria* du 17-30/10/80, le POMR déclare: "Le POMR combat ouvertement pour la défaite des partis bourgeois et de leurs candidats aux élections municipales. Nous précisons. Ces partis sont: AP, PPC, APRA, PSR, FRENATRACA. Notre organisation, en conséquence, fait un appel explicite aux travailleurs et au peuple opprimé pour qu'ils ne votent pas pour les candidats de ces partis, en aucune circonstance. Pourquoi? Parce que nous combattons, avec la classe ouvrière et les masses opprimées de la ville et des champs, pour renverser le gouvernement bourgeois de Belaunde Terry et arracher la victoire des revendications retardées.

Mais pour atteindre cet objectif, il faut que les organisations qui parlent au nom des masses: PCP(U), UDP, UNIR, FOCEP rompent le lien qui les unit à la bourgeoisie, rompent leur alliance avec les partis bourgeois PSR et FRENATRACA. C'est ce qu'il faut que les masses aspirent. Voteront-elles pour le PCP(U), UDP, UNIR, FOCEP pour qu'ils trahissent leurs revendications économiques, sociales et démocratiques à cause d'un accord avec des secteurs de la bourgeoisie? Non: les exploités soutiennent leurs organisations pour qu'elles luttent contre tout type d'exploiteurs et d'oppressés. C'est pour cela que le POMR n'appelle pas à voter pour l'izquierda Unida.

"Le POMR, en combattant pour la rupture des organisations ouvrières avec la bourgeoisie, appelle à voter pour les candidats ouvriers, paysans et anti-impérialistes en tête de liste d'izquierda Unida. A Lima, nous soutenons le candidat Alfonso Barrantes et avec les travailleurs nous lui disons: 'Rompez avec le PSR et la FRENATRACA!' Voter pour ces têtes de liste, c'est concentrer les votes contre la bourgeoisie, décision qui n'oblige pas à souscrire au programme d'IU. Ainsi, là où il s'est constitué des listes d'indépendance de classe (sans bourgeois et qui ne sont pas d'IU), comme à Chiclayo, Rimac, Ilo, Torata, Puno, etc., le POMR appelle à voter pour toute la liste.

Il appelle donc à combattre pour la victoire des candidats du PCP(U), UDP, UNIR et FOCEP là où ils sont en tête de listes d'indépendance de classe; là où celles-ci pourront se constituer, il appelle directement et exclusivement à voter pour elles dans leur totalité. Un exemple: à Lima, le POMR combat seulement pour le vote de soutien à Barrantes Lingán; mais à Puno, il appelle à voter pour toute la liste de *Frente de Trabajadores* al poder.

La classe ouvrière, dans la lutte pour ses revendications et celles de tout le peuple opprimé, est vivement intéressée par la défaite des candidats bourgeois, et par la victoire des candidats ouvriers, ainsi que par le triomphe des listes d'indépendance de classe car celles-ci incarnent leurs aspirations."

C'est en intervenant sur cette ligne politique que le POMR organise le 14 novembre une Assemblée Démocratique des Comités Unitaires, des syndicats, des organisations populaires et des communautés paysannes, avec les candidats ouvriers, paysans et anti-impérialistes. Il a invité le candidat Alfonso Barrantes à cette assemblée. Dans les usines, les mines, les entreprises et les quartiers des militants ouvriers et anti-impérialistes sont en train de signer une lettre ouverte adressée à Barrantes Lingán, lui disant: Rompez avec les bourgeois du PSR et de FRENATRACA! Réalisons l'unité de classe et anti-impérialiste pour faire plier le gouvernement et arracher la victoire des revendications!

Voilà comment le POMR relie tout le combat passé pour un gouvernement ouvrier et paysan avec l'ouverture de cette perspective.

Carter-Reagan

Les mille blessures de l'Empire

par Daniel Acosta

"Une mort par mille blessures", telle est la description de la situation économique des Etats-Unis faite par l'économiste Lester Thurow du *Massachusetts Institute of Technology* dans *Newsweek* du 8-9-80.

Nous pensons que c'est une description particulièrement juste, pour de multiples raisons. Mais pas seulement pour l'économie, bien que ce soit sur ce terrain que la crise se manifeste de la manière la plus grave, mais aussi sur les plans politique et international.

"Dernièrement, l'arc en ciel de la prospérité américaine commence à s'estomper et même à disparaître. Pendant ces dix dernières années, les Américains ont assisté, impuissants, à la diminution implacable du pouvoir d'achat de leur salaire. Ils ont recouru à leurs économies et sont en train de sacrifier leur sécurité future pour faire face aux besoins du présent. De nombreux postes de travail sont en danger, d'autres ont disparu à jamais. De nombreux établissements industriels ont fermé (...) Les pauvres ne peuvent déjà plus espérer améliorer leur niveau de vie par le travail. Les Américains ne peuvent déjà plus partager les grandes espérances des générations passées. Pour la première fois, les sondages d'opinion montrent que le citoyen n'est pas sûr que le sort de ses enfants soit meilleur — ou même égal — que le sien". (*Newsweek* du 8-9-80).

C'est dans ce contexte d'inflation et de chômage croissants, qu'ont lieu les élections parmi les plus mouvementées de celles de la récente histoire américaine. Mais ce tableau brossé par l'influent journal *Newsweek* doit être complété, il lui manque l'élément le plus redoutable pour l'impérialisme: les luttes révolutionnaires des masses, qui ont atteint un sommet au Vietnam, se sont étendues aux ex-colonies portugaises et à l'Iran, et arrivent aux portes des Etats-Unis avec l'insurrection au Nicaragua, et actuellement celle du Salvador.

Et il existe encore un troisième élément: le mouvement des masses dans les Etats-Unis. Depuis la fin de la guerre du Vietnam, on n'a pas vu de mobilisations d'une envergure comparable au puissant mouvement anti-guerre qui a donné lieu à des manifestations de centaines de milliers de personnes.

Cependant, quelques symptômes montrent que cette situation de semi-quiétude, interrompue seulement par quelques petites explosions, ne durera pas longtemps. Il existe des facteurs objectifs de changement, comme la diminution du salaire et du niveau de vie des secteurs les plus exploités de la classe ouvrière surtout, comme les Noirs, les Chicanos et les Porto-Ricains. Et un secteur aussi sensible que la bureaucratie syndicale aux demandes des travailleurs commence, comme nous le verrons plus loin, à redéfinir sa politique.

Dans cette situation, les Américains — qui suivent avec un juste intérêt cet événement politique qui les touche directement — assistent à une campagne électorale d'un niveau politique très bas. Les candidats passent leur temps à s'enfoncer mutuellement et aucun n'a présenté de programme politique cohérent. Ils ne sont même pas conséquents avec eux-mêmes. Tout au long de la campagne, ils ont modifié leurs déclarations, si bien qu'à la fin il est pratiquement impossible de distinguer leurs positions respectives.

Il n'est pas dans notre intention de faire un pronostic sur le gagnant des élections, même les célèbres sondages Gallup (qui donnent un pourcentage légèrement favorable à Reagan) n'ont pas donné le gagnant. En dernière instance, peu importe. Carter, Reagan et Anderson ne sont pas identiques mais ce qui déterminera leur politique, tant intérieure qu'extérieure, ce sera le développement des trois éléments que nous avons mentionnés. Et si, en réalité, chacun représente un secteur distinct, il s'agit dans tous les cas de différents secteurs d'un même impérialisme, c'est-à-dire de trois courants qui discutent de la meilleure manière de continuer à exploiter le monde colonial, semicolonial et les travailleurs américains, surtout ceux des nationalités opprimées.

I. LES ELECTIONS DE LA CRISE

"Quelques instantanés du grand album industriel nord-américain: sombres tableaux de désespoir de la nouvelle ère de l'austérité. Les immenses usines sidérurgiques de Youngstown et Pittsburgh ont arrêté la production, certaines sont fermées pour toujours. A Détroit, l'herbe pousse sur la plage de l'usine Uniroyal abandonnée et, tout près, les usines automobiles, qui viennent de licencier 244 000 ouvriers, luttent contre les forces d'un marché qui s'est tourné contre elles... Détroit, Pittsburgh et Youngstown sont les symptômes d'une maladie de dégénérescence qui menace le niveau de vie de la génération actuelle et des futures aussi." (*Newsweek* du 8-9-80).

Ce tableau de Détroit, centre de l'industrie automobile, est une bonne illustration des Etats-Unis. Selon *The Economist* du 25-6-80, le taux de chômage est de 18% et plus de 250 000 personnes doivent recevoir une aide sociale. Ce qui n'a pas empêché le gouvernement local de construire l'année dernière un grand centre de bureaux de 350 millions de dollars et de dépenser 26,5 millions dans le nouveau stade sportif Joe Louis Arena.

Comme l'écrit *Newsweek*, chacun attribue la crise économique à un "bandit" particulier différent: l'OPEP et les augmentations de pétrole; les impôts élevés que doivent payer les patrons et qui les obligent à diminuer les investissements; le mauvais rendement de la main d'œuvre; l'entrée des "illegal aliens" (immigration "sauvage" des étrangers sans papiers, souvent d'origine mexicaine qui travaillent pour des salaires misérables dans les Etats du Sud). La cible principale de la colère des commentateurs bourgeois est évidemment constituée par le travailleur. Par exemple, selon *The Economist* déjà cité, Détroit a un déficit fiscal de 70 millions de dollars à cause de la grève réalisée par les travailleurs municipaux en juillet et par laquelle ils ont obtenu une augmentation de salaire. "Bandits" mis à part, il est évident que l'économie américaine subit une récession et ne montre que peu de signes de récupération pour le moment. Se-

lon les données de *The Economist* du 17-10-80, le chômage a augmenté de 6 à 7,5% depuis octobre 1979; dans la même période, les prix ont augmenté de 12% pendant que le salaire réel diminuait de 4%. Et depuis 1977 (année de l'élection de Carter), le salaire réel de la famille ouvrière a diminué de 9%. Tout cela contraste énormément avec les prévisions optimistes des porte-paroles de l'impérialisme, quand à la mi-1979 Carter lui-même déclarait: "Je pense que notre économie est très stable. Je crois qu'il n'y aura pas de récession. Tous mes collaborateurs dans le domaine économique pensent qu'il n'y aura pas de récession" (cité par A. Gunder Frank dans *Inprecor* du 17-1-80).

Bref, le prochain président va se trouver face à ce que *The Economist* appelle "une récession en forme de W, avec une légère récupération qui sera suivie d'une nouvelle chute profonde".

Un cercle qui se resserre

L'économie n'est pas le seul problème qui assaille l'impéria-

lisme: il en existe un autre, encore plus préoccupant que celle-ci. Comme le signalait en 1946 le dirigeant trotskyste américain Cannon: "les Etats-Unis, le pays capitaliste le plus puissant de l'histoire (...) n'est pas isolé de la décadence du capitalisme mondial mais au contraire plus profondément et inextricablement lié à elle que n'importe quel autre pays" (1).

Il est nécessaire de détacher ici le concept de "décadence" du capitalisme. Les impérialismes européens — parmi lesquels le britannique a été le plus puissant — ont surgi et se sont développés au siècle passé, au cours de la montée du capitalisme et ont modelé le monde à leur convenance. Il suffit de voir une carte de l'Afrique ou du monde islamique, avec ses peuples divisés dans des dizaines de pays, pour comprendre que ces frontières, avant d'apparaître à la surface de la terre, ont été tracées sur les cartes du cabinet impérial anglais ou de la République française. Pendant ce siècle, et surtout à partir de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont hérité de cet empire et l'ont étendu. Mais ils ont hérité aussi de la

Une alternative socialiste

Contre les candidats de l'impérialisme, il existe une alternative proposée par le *Socialist Workers Party* (Parti Socialiste des Travailleurs). Son candidat est Andrew Pulley, ouvrier de la métallurgie, militant noir et, comme soldat pendant la guerre du Vietnam, militant du mouvement anti-guerre dans les rangs mêmes de l'armée. Bien que nous ne partagions pas de nombreuses positions du SWP, nous considérons que son programme représente une alternative pour le mouvement ouvrier contre

les partis de l'impérialisme.

Pulley a présenté l'axe central de sa campagne dans un meeting récent, improvisé dans un établissement Ford: "Carter et Reagan ne nous représentent pas. Nous avons besoin d'un parti des travailleurs, un parti basé sur les syndicats (...) Nous devons nous organiser comme les ouvriers de Pologne. Ils disent 'qu'aucune décision ne doit se prendre par dessus nos têtes sans nous consulter', et je crois qu'ils ont raison" (*The Militant* du 17-10-80).

D.A.



terrible éclosion des forces sociales qui vont l'enterrer.

La grande victoire du Vietnam a été suivie par une série de révolutions et d'insurrections qui, en cercles concentriques, se rapprochent des côtes américaines, en passant de l'Angola et l'Iran au Nicaragua et au Salvador, à sa propre porte.

La rébellion des travailleurs semi-coloniaux est un des plus puissants facteurs qui interviennent pour bouleverser l'économie impériale. En s'attaquant directement à ses fondations, elle provoque des problèmes beaucoup plus profonds et déterminants que le krach spectaculaire de 1929.

Quelques symptômes

"Nous sommes acculés au mur, à la défensive face à l'offensive menée contre nos salaires et nos syndicats (...) Les causes de la décadence économique et de la stagnation du Canada et des Etats-Unis sont parties intégrantes des structures de monopole du Canada et des Etats-Unis". (The Militant du 24-10-80)

Cette déclaration n'est pas celle, comme on pourrait le penser, du candidat trotskyste aux élections (voir encart). Elle a été faite par William Winpisinger, président du Syndicat International des Techniciens et Travailleurs

de l'Industrie Aérospatiale (IAM), au récent congrès de cette organisation.

Winpisinger a attaqué aussi la direction de la centrale ouvrière AFL-CIO: "Ici aux Etats-Unis il y a beaucoup de dirigeants qui préfèrent déjeuner à la Maison Blanche plutôt qu'avec les syndiqués".

Que signifient ces paroles dans la bouche d'un membre de la bureaucratie syndicale la plus conservatrice et la plus jaune du monde? Nous ne pensons pas que Winpisinger ou Lane Kirkland (président de l'AFL-CIO) soient devenus anti-capitalistes et même

moins. Mais les réadaptations de la bureaucratie syndicale signifient généralement qu'il existe une quelconque pression de la base.

Il est vrai que ces dernières années aucune mobilisation, d'une envergure comparable aux manifestations de centaines de milliers contre la guerre du Vietnam n'a eu lieu. On a seulement assisté à quelques explosions sporadiques, comme la grève du charbon de 1977, le soulèvement du ghetto noir de Miami cette année, et quelques mobilisations de femmes pour l'intégration de l'Amendement sur l'Egalité des Droits (Equal Rights Amendment) à la Constitution.

Mais, comme le signale le rapport de Newsweek déjà cité: "La tendance est sombre (...) Si cela

continue ainsi, l'inflation élevée peut se transformer en un trait permanent de la vie économique et entraîner de grands conflits sociaux, quand les groupes antagoniques luttent pour leur part d'un gâteau qui s'amenuise constamment."

Les "grand conflits" que prévoit cet organe de l'impérialisme sont les luttes ouvrières en défense des salaires. Newsweek et Winpisinger, chacun à sa manière, expriment une conclusion que nous faisons nôtre: les salaires et le niveau de vie sont en nette diminution et le mouvement ouvrier, principalement les secteurs les plus exploités, comme les Noirs, les Chicanos et les Portoricains ne le subiront pas en silence pendant encore longtemps.

II. "NATIONALISTES" CONTRE "TRILATERALISTES"

Selon une analyse étendue des journalistes Thomas Ferguson et Joel Rogers, publiée dans Le Monde Diplomatique, d'août 1980, "La nomination de M. Ronald Reagan par la convention républicaine de Détroit confirme la puissance d'un courant nationaliste et protectionniste, toujours vivant aux Etats-Unis mais marginalisé par les internationalistes qui ont entouré le président Carter pendant sa campagne électorale et ensuite à la Maison Blanche."

Les "internationalistes" sont les représentants des entreprises multinationales, membres de la Commission Trilatérale, opposés aux autres multinationales et entreprises plus petites, favorables à une politique protectionniste (voir encart). Par conséquent, selon ces journalistes, "la concurrence Reagan-Carter reprend,

en grande mesure, l'affrontement entre les partisans et les adversaires du protectionnisme". Cela serait la conséquence des nouveaux réalignements dans la classe dominante, face à la "série d'événements qui ont durablement ébranlé le système politique américain au cours des derniers mois" et qui sont les mêmes que ceux que nous avons signalés plus haut: la récession économique et les événements dans le monde semi-colonial.

Cependant, nos auteurs concluent: "en intégrant dans sa liste électorale M. George Bush, membre de la Commission Trilatérale, le candidat républicain essaie de démontrer que son nationalisme n'implique pas une rupture totale entre les deux grands courants du capitalisme américain" (Le Monde Diplomatique déjà cité).

Une campagne de diatribes

Sans entrer dans cette polémique — et en laissant de côté la candidature d'Anderson, qui n'a pas la moindre possibilité de triompher — tous les observateurs sont d'accord pour dire que la campagne présidentielle "a été jusqu'à présent d'un niveau politique extrêmement bas, caractérisée par l'emploi d'insultes des deux côtés et une envolée d'accusations et de ripostes du même type. Carter n'a pas hésité à employer les grands pouvoirs de la présidence pour acheter des faveurs, tandis que Reagan est beaucoup plus intéressé par le style de sa campagne que par son contenu. Malgré les différences idéologiques entre les deux grands candidats, il y a eu peu de discussion des problèmes en jeu" (Newsweek du 29-09-80).

Carter ne perd aucune occasion de qualifier Reagan de "raciste" et de "prophète de la haine" et celui-ci à son tour accuse le président "d'incapable".

Finalement, les déclarations des candidats peuvent se résumer en une phrase, "Votez pour moi afin de vaincre les autres". Ou comme le dit le célèbre analyste James Reston: "Carter et Reagan

parcourent les pays claironnant que l'élection de l'un ou de l'autre serait radicalement différente. John Anderson dit qu'il y a une seule différence, chasser Carter comme Reagan... Que feraient Carter ou Reagan après avoir été élu en novembre? Que pourraient-ils faire? C'est ce que nous voudrions tous savoir avant de voter et le plus irritant c'est que même leurs conseillers les plus intimes ne le savent pas" (El Tiempo, Bogotá, 10-10-80).

Ce n'est pas un hasard si la bourgeoisie américaine n'arrive pas à trouver un grand "chef national" comme le furent, à différents moments, les Roosevelt (Theodore et Franklin Delano) ou Woodrow Wilson; c'est-à-dire des hommes et des partis avec des programmes politiques et économiques à long terme. Chaque classe sociale à chaque époque a les hommes qu'elle mérite: Carter et Reagan sont les représentants de la décadence du capitalisme.

On ne peut pas encore dire qu'il ait éclaté une crise politique institutionnelle totale qui menace déjà les institutions de l'impérialisme de débâcle. Mais il faut noter que des faits comme la dé-

Le club des multinationales

La Commission Trilatérale est un organisme des hautes autorités de la Finance et de la politique, liés à quelques unes des grandes entreprises multinationales des Etats-Unis, du Japon et de l'Europe. Elle est née au cours de 1972, en réponse à une série de mesures économiques du président Nixon, qui tendaient à réduire l'afflux de produits japonais et européens qui venaient inonder le marché américain: suspension de la convertibilité du dollar en or, instauration d'un impôt additionnel de 10% à toutes les importations et exigence faite au Japon et aux pays d'Europe occidentale de baisser sévèrement leurs tarifs douaniers pour faciliter l'entrée de produits américains.

Ces mesures favorisaient les entreprises nationales et multinationales qui se contentaient du marché interne. Mais elles ont provoqué l'opposition des multinationales dont les intérêts ont besoin d'un système économique international "interdépendant", c'est-à-dire, avec le moins possible de barrières douanières, d'impôts, etc. et avec une ingérence minimale des gouvernements nationaux dans leurs affaires.

"L'objectif prioritaire" de la Commission est, selon David Rockefeller, son principal animateur, garantir la sécurité de l'interdépendance dans le monde, protéger les avantages que cela confère à chaque pays, contre les menaces internes et externes qui viendront constamment de ceux qui sont disposés à payer le prix d'une croissance nationale autonome... Il faudra souvent freiner l'ingérence des gouvernements nationaux dans les échanges internationaux...

Sous le gouvernement Carter, la Trilatérale a "infiltré" des hommes à elle dans les postes les plus influents de l'administration. Sont trilateralistes, entre autres, le vice-président Mondale, l'ex-secrétaire d'Etat Cyrus Vance, l'assesseur aux questions de Sécurité Nationale Zbigniew Brzezinski, le secrétaire à la Défense Harold Brown et le secrétaire au Trésor Michael Blumenthal. Autrement dit: **Toute liberté aux multinationales!**

faite au Vietnam et, dans un autre domaine, comme le scandale du Watergate — qui en définitive a significé le rejet conjoncturel par la bourgeoisie du projet de Nixon de renforcer le pouvoir présidentiel contre le Congrès — ont mis la bourgeoisie impérialiste dans la situation du boxeur groggy et titubant sous les coups qui se défend sans tomber encore.

Le fait que la bourgeoisie n'ait pu trouver personne de mieux que les médiocres Carter, Rea-

gan, Anderson et même Kennedy pour diriger le pays, montre la crise de direction de la bourgeoisie des Etats-Unis.

Note

(1) "Thèses sur la révolution nord-américaine", dans The Struggle for Socialism in the American Century, Pathfinder Press, New York, 1977, page 256.



Québec

Le retour du Grand Dragon?

Toute époque de crise apporte avec elle une polarisation des forces sociales. Les Etats-Unis ne sont pas l'exception. Au cours de l'année dernière, nous avons pu assister à l'apparition des avant-gardes armées de la contre-révolution. Elles constituent à la fois les pires ennemis du mouvement ouvrier et un symptôme extrêmement grave. Voyons quelques exemples.

Mercredi 10 septembre, 3.900 personnes sont réunies dans l'église baptiste de Lynchburg (un nom suggestif), Virginie. Le révérend Jerry Falwell monte en chaire et, sans aucune introduction, annonce en jubilant que le sénateur libéral Mike Gravel de l'Alaska a perdu les élections. "C'est seulement le commencement" — ajoute-t-il. Avant la fin de l'année, six autres libéraux vont tomber: Mac Govern du Dakota du Sud et Frank Church de l'Idaho... etc.

Mardi 7 Octobre, dans la banlieue de Charleston, Caroline du Sud. Un groupe d'hommes et de femmes en uniforme militaire de combat et armés de fusils M-16 pratiquent des exercices militaires de toutes sortes. Ils sont membres du Ku Klux Klan, dirigés par un Grand Dragon.

Mardi 25 mars, Oceanside, Californie. Une manifestation pacifique de travailleurs noirs est attaquée violemment par une foule conduite par Thomas Metzger, dirigeant du Klan et actuel candidat au Congrès pour le Parti Démocrate de Californie.

L'année dernière a vu la naissance de ce qu'on appelle la "droite chrétienne", comme la Moral Majority (Majorité Morale) du révérend Falwell. Leur objectif fondamental, pendant ces élections, est d'obtenir la défaite de Carter. Jusqu'à présent, ils ont réussi à empêcher que plusieurs Etats ne ratifient les lois en faveur de l'avortement et de l'égalité des droits pour les femmes.

En même temps, le Ku Klux Klan fait une réapparition remarquable. Sa nouvelle escalade de violence a commencé au début de l'année, quand cinq militants d'un parti maoïste (le Communist Workers Party) ont été assassinés pendant une manifestation à Greensboro, Caroline du Nord. Mais il ne s'agit plus du vieux Klan, avec ses militants encapuchonnés de blanc, mais de véritables terroristes urbains d'extrême droite, qui emploient les méthodes des néo-fascistes et néo-nazis européens, et des bandes parapolicières d'Amérique latine.

Comme le signale Newsweek du 15-9-80: "les Falwell et leurs disciples — et le Klan que nous ajoutons — constituent un phénomène qu'on ne peut plus ignorer ni dédaigner."

En effet, nous devons les compter parmi les ennemis les plus dangereux du mouvement ouvrier.

La lutte contre l'oppression nationale

La lutte pour la constitution des travailleurs en parti, au Québec, et pour l'unité du prolétariat canadien dans son ensemble est entrée dans une nouvelle phase avec le référendum qui s'est tenu au mois de mai dernier, quand a été défaite "l'option" du gouvernement nationaliste bourgeois de René Lévesque. Ce dernier demandait à la population le mandat de négocier une nouvelle entente dite de "souveraineté-association" avec l'Etat fédéral canadien.

Cette politique a été rejetée par 60 % des votants, mais il faut noter que les 40 % de votes pour le oui, concentrés dans les circonscriptions ouvrières francophones et dans la jeunesse, constituent une expression du rejet de l'Etat fédéral centralisateur et oppresseur.

Ce vote ne pouvait constituer qu'une expression déformée de la volonté populaire, car le gouvernement Lévesque défend une politique d'"autonomie" du Québec, dans le cadre du maintien de l'Etat fédéral, en opposition au mouvement de masse puissant pour l'indépendance nationale et la République libre du Québec qui s'est développé depuis 20 ans.

Tout au long de la campagne référendaire, et encore aujourd'hui, le gouvernement Lévesque s'est évertué à convaincre la population que son objectif, c'est le "fédéralisme renouvelé" et non pas l'indépendance du Québec! Mais le peuple et les masses laborieuses ont néanmoins utilisé, en l'absence d'une alternative, le canal du oui au référendum pour traduire leur aspiration à en finir avec l'oppression nationale, consacrée par le British North America Act qui tient lieu de constitution au Canada.

La crise de l'Etat fédéral

A l'heure actuelle, deux traits caractérisent la situation politique. D'une part, la défaite du oui n'a en rien marqué une défaite du mouvement de masse contre l'oppression nationale. Dès lors, consciente du fait que ce mouvement menace de rejaillir avec plus de force à la première occasion, la bourgeoisie tente de l'enrayer en s'engageant dans un processus de "révision constitutionnelle" pour convaincre de sa "volonté de changement". Mais ce processus, à terme, ne peut qu'ouvrir des brèches dans lesquelles les masses chercheront à engouffrer, pour exiger la réalisation de leurs revendications.

Tous les éléments se mettent en place pour un nouvel approfondissement de la crise de l'Etat fédéral et de la domination bourgeoise qui impliquera l'ensemble des travailleurs canadiens.

Le second trait concerne la place et le rôle même qu'occupe le Parti Québécois du premier ministre René Lévesque dans le dispositif d'ensemble de la bourgeoisie. Le Parti Québécois a été créé en 1967, suite à une scission du Parti Libéral, pour prendre en main le mouvement de masse contre l'oppression nationale et le détourner sur la voie d'une solution à la question nationale qui soit conforme aux intérêts de la bourgeoisie. S'appuyant sur la montée sans précédent des aspirations nationales du peuple du Québec, bénéficiant de l'appui des directions ouvrières qui freinaient toute initiative vers la création d'un parti des travailleurs, le Parti Québécois, parti nationaliste bourgeois, est devenu en quelques années un puissant parti de masse.

Après le référendum

Véhicule d'une menace sans précédent contre l'Etat fédéral, le PQ trouvait sa vraie nature en tant que seul rempart crédible aux yeux des masses contre l'irruption de leur mouvement puissant sur la scène politique.

Le référendum a été l'occasion de l'amorce d'une évolution politique importante à cet égard. La vague de rupture de la classe ouvrière et des masses avec le PQ n'est pas encore déclenchée. Cependant, pour la première fois depuis plus de dix ans, la dénonciation de la politique du PQ comme étant "fédéraliste" et conduisant le peuple québécois à la défaite, a commencé de recevoir un écho auprès de couches significatives de la population, des travailleurs, des jeunes, des femmes travailleuses, des militants syndicaux.

Le parti des travailleurs

Pour la première fois, le rejet de la "souveraineté-association", la nécessité que s'organise la lutte pour l'indépendance et la recherche de l'instrument qui sera capable de réussir là où le PQ a failli, commenceront à être débattus plus largement que dans l'avant-garde ouvrière.

Ce sont là les premières expressions de rupture avec le PQ. Or ce processus trouve toute son importance dans le fait même qu'il est nourri de l'expérience que les masses font de la voie sans issue du nationalisme bourgeois, pour leurs aspirations nationales et pour leurs revendications.

Quelle peut être cette alternative au PQ? Sans vouloir prédire les rythmes, il est évident que les illusions tombant envers le PQ, des milliers de travailleurs vont, dans la période qui s'ouvre, se tourner vers leurs organisations, les syndicats, cherchant à s'en servir comme levier pour exprimer leurs besoins et aspirations sur la scène politique.

L'activité du GST (Groupe Socialiste des Travailleurs)

Le GST (section du CORQI) mène une de ses campagnes centrales sur la lutte pour l'indépendance du Québec. Sur ce terrain, il avance le mot d'ordre d'Assemblée Constituante du peuple québécois, au sein des organisations de masse.

Le GST considère que la constitution des travailleurs en parti, au Québec, serait un point d'appui formidable dans la lutte pour le front unique du prolétariat canadien, dont la fraction canadienne anglaise a déjà un parti qu'elle reconnaît comme sien, le Nouveau Parti Démocratique (NPD), créé à l'initiative des syndicats en 1961.

L'activité du GST doit nourrir ce processus dans lequel les masses elles-mêmes cherchent, non sans hésitation ni illusion, l'alternative aux partis qui ont fait leur preuve sur la scène politique, c'est-à-dire les partis bourgeois "faillis".

Paul Deschamps

Irlande

Une rébellion qui n'a pas cessé

par C. Connor

Depuis quatre ans, 400 républicains irlandais sont emprisonnés au bloc H de la prison de Long Kesh: nus, avec une seule couverture, dans des cellules recouvertes d'excréments, 24 heures sur 24.

"Crânement auto-infligé" comme le présente l'impérialisme britannique?: les prisonniers ont refusé le statut de droit commun et donc l'uniforme et les activités. En conséquence, ils ont été punis par leur maintien permanent en cellule, avec l'interdiction même d'aller aux toilettes. Ils combattent la tentative de les traiter comme des criminels avec toutes les armes à leur disposition, même si la seule arme qu'il leur reste est leur corps. Déjà certains d'entre eux — ceux en bonne santé et sans famille — se sont portés volontaires pour une grève de la faim jusqu'à la mort si nécessaire.

Ces derniers mois, trente femmes républicaines, détenues à la prison d'Armagh, se sont solidarisées avec eux, en se lançant dans une "grève de la propreté". Elles sont autorisées à porter des vêtements mais elles sont attaquées par les gardiens lorsqu'elles tentent d'aller aux toilettes.

Cette détermination montre la profondeur de la conviction politique de ceux qui s'opposent à la domination britannique en Irlande.

La lutte des Irlandais pour leur indépendance nationale ne date pas d'hier: en 1791 est fondée la société des Irlandais Unis (*United Irishmen*) afin de rompre la domination de l'Angleterre et établir une République Irlandaise. Bien que déclarée illégale en 1794, le mouvement qui l'a portée a acquis un caractère républicain et démocratique et ses membres étaient catholiques, presbytériens ou protestants. La tombe de l'un de ses meilleurs dirigeants, le protestant Théobald Wolfe Tone, est encore honorée tous les mois de juin.

Ce sont les circonstances historiques et l'impérialisme anglais dans le nord de l'Irlande qui ont fait que les différences politiques et religieuses soient synonymes.

Ce n'est pas une guerre religieuse mais la lutte d'une nation pour son indépendance qui continue. La haine profonde contre la présence britannique ressentie par des dizaines d'Irlandais du Nord n'est pas seulement le produit de centaines d'années d'oppression nationale, mais aussi des soixante dernières années de domination directe de la Grande-Bretagne sur le Nord du pays.

Une guerre d'indépendance se transformant en soulèvement social-révolutionnaire (1919-1921)

Le Parti Travailleuse irlandais, bien que dirigé par un appareil déjà prêt à capituler devant l'impérialisme, était associé à la lutte

pour l'indépendance, et plus particulièrement implanté à Dublin. Cette lutte était combinée à des grèves nationales, des occupations d'usines et de terres et traçait une ligne de classe dans le mouvement nationaliste.

Pour pouvoir dominer comme classe en Irlande, la fraction nationaliste bourgeoise devait aboutir à un compromis avec l'impérialisme. Les représentants du parlement irlandais, sous la menace d'une "guerre terrible et immédiate" signèrent un Traité à Londres: la division de l'Irlande en deux, six provinces du Nord sous domination directe britannique, et un Etat indépendant des 26 provinces du Sud, au sein du *Commonwealth* et reconnaissant la souveraineté royale. Au Sud, un parlement indépendant, et au Nord un parlement au pouvoir restreint. L'Etat du Nord a été imposé par les armes britanniques et l'Etat du Sud au travers d'une guerre civile contre les républicains.

Guerre civile féroce conduite à la défaite par la trahison de dirigeants ouvriers (1922 - 1923)

Les Britanniques soutenus par l'Eglise dressèrent les partisans du Traité contre ceux qui y étaient opposés dans une guerre civile féroce. Mais le Parti Travailleuse irlandais trahit les principes de ses fondateurs et accepta d'entrer dans le Parlement du Sud en 1922.

Par là, ils ont permis l'assassinat des opposants au traité et le bris des grèves. Par là, il se dégageait de toute responsabilité vis-à-vis de la classe ouvrière du Nord, protestante ou catholique, et laissait les militants ouvriers anti-impérialistes du Sud sous la direction de la bourgeoisie nationale. La bourgeoisie nationale du Sud, dirigée par Eamon de Valera, acceptait le principe du Traité mais en rejetait certaines clauses, dont le serment de fidélité à la Couronne. Mais elle était aussi contre les revendications de la classe ouvrière, et par prudence, elle n'a donc pas mobilisé les masses contre le Traité, combattu par les militants de l'IRA (*Irish Republican Army*) qui savaient que c'était un compromis et refusaient de rentrer dans le Parlement de Dublin.

Mais l'IRA a perdu la guerre civile et en 1928, Valera entre au Parlement du Sud. Cependant une aile de l'IRA refuse, continue à exister et se manifeste dans les grèves intermittentes contre l'administration britannique au Nord. C'est l'ancêtre de l'IRA d'aujourd'hui.

Réaction sur toute la ligne

Le gouvernement réactionnaire mis en place au Nord, la bourgeoisie protestante, a tout fait pour que le plus grand nombre de catholiques émigrent, et s'est livrée à la chasse aux militants syndicaux (protestants ou catholi-

ques). Une série de lois répressives a permis la suppression de toute expression anti-impérialiste (elle n'émergera que par des actions sporadiques et symboliques) et d'autres lois ségrégatives privilégiaient les protestants, dans l'accès au logement et à l'emploi, d'où 50% de chômage dans les régions catholiques. Et la direction syndicale, restée unifiée, n'a rien fait contre ces discriminations.

Mais c'est toute la classe ouvrière du Nord, protestants comme catholiques qui continuait à subir la domination britannique. Bien qu'elle soit restée unie à la Grande-Bretagne, la législation sociale anglaise n'a jamais été étendue à l'Irlande du Nord.

Au Sud, l'Eglise domine tous les secteurs de la vie publique et bloque toute tentative de législation sociale progressive.

Tant le Nord que le Sud restent soumis économiquement à l'impérialisme, ce qui veut dire pauvreté, chômage, émigration pour la classe ouvrière. Chez les petits fermiers, la classe moyenne urbaine et l'intelligentsia naissent des sentiments anti-impérialistes qui se traduisent par un soutien passif ou actif à l'IRA.

Toutes les fractions de la bourgeoisie se sont unies pour soutenir les institutions de la partition, aidée par la direction du Parti Travailleuse.

Mais les acquis de la classe ouvrière après la Deuxième Guerre mondiale ont jeté les bases d'une résistance de masse à l'impérialisme. Les conquêtes de la classe ouvrière anglaise ont été étendues à la partie de l'Irlande. Les ouvriers catholiques étaient toujours au chômage mais ils ne mouraient plus de faim et les étudiants pouvaient obtenir des bourses d'Etat. Une nouvelle génération grandit qui n'a jamais connu de défaite, mais qui est déterminée contre l'impérialisme.



qui, au nom du "socialisme", s'étaient faits les avocats de la reconnaissance du Parlement du Sud. L'aile traditionnelle, appelée "provisoire" après avoir été minoritaire au vote du congrès, se consacra à l'opposition à la lutte contre l'armée britannique et devint rapidement le mouvement de masse qu'elle est aujourd'hui.

Le soulèvement de masse de 1968, puis la grève générale de toute l'Irlande en 1972, en réaction contre l'assassinat de 13 manifestants par l'armée britannique, renversa le Parlement du Nord et disloqua toutes les institutions qui en dépendaient. L'impérialisme n'a pas été capable de le remplacer et la crise continue. La guerre contre l'occupation rend impossible toute stabilité politique et affaiblit la capacité de la bourgeoisie britannique à faire face à sa propre classe ouvrière. Elle mine également le régime du Sud. La réponse de l'impérialisme britannique a été de continuer la répression, mais celle-ci risque de ne provoquer qu'une résistance plus grande.

L'impérialisme américain et la bureaucratie soviétique sont d'accord

La peur d'une nouvelle explosion révolutionnaire a amené l'impérialisme américain et la bureaucratie soviétique à proposer une solution fédérale à la crise. Ils espèrent ainsi maintenir la partition et la division de la classe ouvrière, tout en minant le combat anti-impérialiste des masses et faisant porter le poids de la bourgeoisie du Sud contre les masses du Nord.

L'impérialisme américain presse l'impérialisme britannique, mais celui-ci refuse de mettre en oeuvre cette solution fédérale par crainte de créer un vide qui pourrait être utilisé par les masses. La crise économique britannique aggrave encore la situation: le maintien en Irlande de l'armée et d'une couche de privilégiés protestants coûte cher au gouvernement Thatcher.

Les réponses ouvrières à la crise

Le mouvement nationaliste républicain est en faveur d'une forme de fédéralisme (une fédération de 4 provinces au lieu de 2 Etats). Cette politique est remise en question ces derniers mois à la direction de l'IRA, l'aile militaire a publiquement rejeté cette politique et au contraire proposé un gouvernement unique de tout le pays.

Les stalinien en Irlande ont également accepté la partition, tout en exprimant verbalement leur désir de voir l'Irlande réunifiée un jour. Durant la guerre, la section du Nord du Parti Communiste Irlandais soutint les efforts de guerre britanniques, brisant les grèves et réclamant l'application de la répression. Au Sud, la position pro-impérialiste du PC était si intenable qu'il s'est autodissous! Lorsqu'il s'est reconstitué après la guerre, il l'a fait comme Parti communiste exclusiviste du Sud et soutint le gouvernement du parti de Eamon de Valera comme "le gouvernement le plus progressiste d'Europe" alors

A Madrid

La "bilatérale" se réunit

par Christian Nemo

A Madrid, se prépare la tenue d'une Conférence de Sécurité et de Coopération, faisant suite aux réunions d'Helsinki en 1975 et Belgrade en 1977. C'est dans ces réunions que discutent et se mettent d'accord les "grands de ce monde": dirigeants des pays impérialistes et dirigeants des bureaucraties ouvrières. Cette conférence Est-Ouest où se décident les moyens à mettre en oeuvre pour maintenir "l'ordre" dans le monde contre les masses laborieuses qui l'ébranlent de plus en plus fait penser aux réunions de la "Trilatérale" qui réunit les "grands du monde de l'Ouest".

"Fin de la détente"?

Les préparatifs de cette Conférence de Madrid ont fait l'objet d'une campagne sur le thème de la "fin de la détente". L'impérialisme et sa presse voudraient se scandaliser des atteintes portées par Moscou à "l'esprit d'Helsinki". Le Kremlin accuse à son tour Washington de vouloir "saboter" la détente et se pose en champion du "désarmement".

En France, le régime de Giscard déclare: "Tant que les Soviétiques n'auront pas réglé l'affaire (de l'Afghanistan), nous n'envisagerons aucune concession", mais dès le départ des discussions à Madrid, il propose "d'acquiescer à la sécurité de l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural".

Par ailleurs, se préparent pour novembre des négociations directes entre Washington et Moscou sur la question des missiles stationnés en Europe. De toutes parts, on se félicite des lors de la "reprise du dialogue Est-Ouest", prétendant rompu depuis l'affaire de l'Afghanistan.

"Dialogue Est-Ouest": concessions de l'Est à l'Ouest

Malgré les rododromes de Carter sur les "droits de l'homme" comme les dispositions d'Helsinki sur la "détente militaire", n'ont pas empêché l'impérialisme d'accroître ses pressions militaires dont l'expression spectaculaire est le stationnement des missiles en Europe.

Mais alors que la course aux armements constitue un moteur parasitaire pour l'économie capitaliste, elle est un poids insupportable pour l'économie des pays où la bourgeoisie a été expropriée, poids aggravé par la gestion bureaucratique catastrophique. C'est ce que reconnaît le bimensuel tchécoslovaque *Historie Vojenství*: "Ce fardeau est considérable (...). La production et la consommation militaires sont en compétition avec le secteur civil, affaiblissent l'accumulation économique et la consommation, et limitent la réalisation du programme du parti".

Alors que la crise économique fait de plus en plus de ravages, nourrissant les mobilisations ouvrières, la bureaucratie doit tenter de desserrer cet étouffement militaire. Mais elle ne peut le faire que sur le terrain de la "coexistence pacifique" où l'impérialisme mène le jeu. Ainsi le Kremlin abandonne le préalable qu'il avait posé: il accepte de fait l'installation des euro-missiles.

Au niveau de la "coopération écono-

mique", les accords d'Helsinki renforçaient les moyens de pénétration de l'impérialisme pour faire pression sur l'économie des pays de l'Est. Ainsi en 5 ans, l'impérialisme a pu doubler ses exportations sur le marché des pays de l'Est dont l'endettement ne cesse de croître. La bureaucratie, agissant comme courroie de transmission de l'impérialisme dans les pays de l'Est, aggrave leur dépendance vis-à-vis du marché mondial, de la crise du capitalisme, et renforce les attaques contre les acquis économiques des masses.

On remarquera que pour les futures négociations militaires, le Kremlin se garde bien d'évoquer la force de dissuasion française ou britannique, ni de parler de l'"axe Paris-Bonn". C'est que selon un article récent de *Literaturnaya Gazeta*: "Le grand chemin vers l'édification d'un système pan-européen de sécurité et de coopération rend en principe inutiles et sans objet les garanties militaires américaines accordées à l'Europe occidentale qui conditionnent la dépendance directe de celle-ci vis-à-vis des Etats-Unis. (...) Utiliser leur influence dans l'intérêt de la détente militaire serait une véritable manifestation d'indépendance de la part de Bonn et de Paris, qui montreraient concrètement le rôle positif de l'Europe occidentale dans les affaires internationales." Pour le Kremlin, la "détente" en Europe est fondée sur la prolongation des régimes existants à l'Ouest.

L'Humanité: "Tous les pays ont intérêt au succès de Madrid"

Ainsi s'éclaire ce qui fonde la conjonction récente des efforts pour "sauver la détente" et prioritairement en Europe. La Conférence d'Helsinki avait déclaré "inviolables" les actuelles frontières européennes, exprimant ainsi la commune volonté des deux partenaires de défendre à toute force l'ordre établi aux accords de Yalta et Potsdam, après la dernière guerre mondiale, entre l'impérialisme pourrissant et la bureaucratie parasitaire pour se partager le monde, l'Europe et l'Allemagne. Ce dispositif doit être encore resserré notamment au moment où la formidable poussée de la révolution politique en Pologne menace ce statu-quo.

L'effondrement d'un seul des régimes en place en Europe créerait une onde de choc qui liquiderait cet équilibre. Gierék l'a rappelé dès l'ouverture de la crise polonaise: "La Pologne est un facteur de stabilité en Europe. Notre

régime social a une grande influence internationale et constitue un élément fondamental de l'ordre instauré en Europe après la Seconde Guerre mondiale".

Cet appel a été entendu. Si l'impérialisme américain, par la bouche de Muskie, prétend que c'est "aux Polonais de régler leurs propres affaires", le commandant en chef de l'OTAN s'empresse de préciser que les "alliés" ne riposteraient pas à une intervention soviétique en Pologne. C'est le contenu de la "coexistence pacifique": c'est-à-dire le maintien de l'ordre dans tous les pays contre la révolution. C'est ainsi que le journal du parti stalinien français proclame: "Tous les pays, quel que soit leur régime, l'ensemble de l'Europe, ont intérêt au succès de Madrid".

Les appareils staliniens en première ligne de la défense de l'ordre

La politique des partis staliniens d'Europe occidentale s'inscrit entièrement dans ce cadre. Elle peut recourir aux formules les plus extrêmes, de l'union nationale à l'italienne à la politique "ultra-gauche" à la portugaise en 1975 ou en France actuellement. Elle peut impliquer des divergences spectaculaires entre les PCs à l'égard de l'OTAN ou du Marché Commun ou de l'Afghanistan. Mais il s'agit de la même politique: la défense du statu-quo telle qu'elle découle des intérêts conservateurs du Kremlin. Tous défendent les régimes bourgeois, que ce soit en France, en Italie ou en Espagne.

International Herald Tribune: "Le concept d'Europe unie s'est affaibli"

Alors que la crise mondiale s'approfondit, tous les impérialismes européens s'affrontent ainsi de plus en plus durement pour se partager un marché en déclin. L'instauration d'un "système monétaire européen" ne pouvait ni supprimer les rivalités, ni changer vraiment le rôle dominant du dollar. Elle a en revanche, comme le note l'*International Herald Tribune* "servi de justification supplémentaire au maintien des stratégies internes d'austérité". C'est ainsi que ces pays d'Europe ont connu en 1980 un doublement du taux de chômage (moyenne de 6%) et une inflation de près de 16% (chiffres officiels).

Le fait majeur est la situation de l'Allemagne: du rôle escompté de "locomotive" capable de sortir l'ensemble de l'économie impérialiste de la récession voire d'unifier une Europe dégagée de l'hégémonie américaine, elle a été ramenée au sort commun des autres économies impérialistes, prises dans le cercle vicieux de l'inflation, du sous-emploi, du déficit extérieur et de l'instabilité monétaire. Un surexcédent extérieur chronique pendant dix ans avait fait considérer le mark comme la monnaie "la plus forte du monde". Mais sa croissance s'est fondée sur un gonflement de la dette publique devenue in-

soutenable et en 1979, elle a connu un déficit extérieur brutal. Exceptionnellement tournée vers l'exportation, elle a subi toutes les conséquences de la restriction du marché mondial et de la guerre "anti-inflationniste" de Carter. L'économie allemande doit emprunter aux pays pétroliers et aux Etats-Unis pour financer ses déficits budgétaires et commerciaux. Comme tous les pays impérialistes européens, elle est contrainte de casser elle-même les minces possibilités de croissance qui lui restaient pour tenter de remettre en cause les conquêtes ouvrières les plus élémentaires.

Cette "convergence" des pays impérialistes qui conduit vers une récession encore aggravée, n'est cependant que l'indice de contradictions de plus en plus explosives au niveau mondial et européen. Selon l'*International Herald Tribune*: "A l'aube des années 80, en dépit des initiatives actuelles pour lier plus étroitement les nations, le concept d'Europe unie s'est affaibli jusqu'à n'être plus qu'un reflet utopique".

C'est trop peu dire, un an après sa création, le Parlement Européen —projet d'un "capitalisme européen" unifié à vu qu'une succession de crises explosives: refus du budget communautaire, crise avec la Grande-Bretagne, report sine die de l'extension à l'Espagne et au Portugal, etc. En réalité, c'est l'ensemble de ce fragile édifice qui risque de s'effondrer sous la crise et la vigueur qu'elle donne aux rivalités inter-impérialistes.

Chacune des bureaucraties s'apprête donc à redoubler d'attaques anti-ouvrières sans réunir les conditions d'un dépassement de la crise économique généralisée. Les antagonismes de classes s'aiguisent dans tous les régimes bourgeois et minent leur stabilité politique. Chacun ne voit qu'une issue: attaquer et encore attaquer les conditions de vie et de travail des masses. Mais cette "issue" soulève contre eux les forces communes des masses laborieuses et de la jeunesse.

C'est tout le système, édifié à Yalta des relations entre les Etats et les classes, le système entre les partis et l'intérieur de ceux-ci, le système de relations entre les bureaucraties ouvrières et les masses qui est brutalement remis en cause. On ne peut prévoir les rythmes de la lutte de classe révolutionnaire, quand embrasera-t-elle tout le continent, quel maillon sautera le premier, comment s'entrelaceront les processus étroitement combinés de la révolution politique et de la révolution sociale. Cependant, il est sûr que le mouvement des masses porte en lui la force qui se prépare à balayer l'ordre réactionnaire des vi les bourgeoisies et de la bureaucratie. L'acharnement de ces dernières à dresser des obstacles sur cette voie le confirme. A Madrid, en 1980, la bureaucratie du Kremlin et ses satellites d'une part, les gouvernements bourgeois d'autre part vont une nouvelle fois tenter de conserver l'ordre de Yalta et Potsdam, miné de toutes parts, encore plus en péril qu'après les accords qu'ils ont passés en 1975 à Helsinki.



Long Kesh

Grève de la faim jusqu'à la mort!

Le dimanche 26 octobre, les prisonniers républicains de Long Kesh, en Irlande du Nord, ont entrepris une grève de la faim jusqu'à la mort pour obtenir leur reconnaissance comme prisonniers politiques et le statut réglementaire à cette situation. Sept prisonniers commencèrent cette grève, puis une semaine plus tard d'autres s'y joignirent et ainsi de semaine en semaine, le reste des 350 prisonniers républicains de l'infâme bloc H les ont rejoint.

Face à l'appel à la solidarité qu'ils ont lancé, il n'y a qu'une seule réponse, celle qui vient de la tradition de tout le mouvement ouvrier: unité de toutes les organisations qui se réclament du socialisme et de la démocratie, pour exiger l'obtention du statut de prisonnier politique.

Envoyons des télégrammes et des délégations à toutes les ambassades de Grande Bretagne, en solidarité avec les prisonniers de Long Kesh!

Grande Bretagne

Congrès du Parti Travailleiste

L'aile gauche se renforce-t-elle?

par Mike Gleen

Selon le *Times*, le Congrès du Labour Party a été "chaotique", "marqué par la confusion", "sans perspectives" et l'aile la plus à droite du parti a clamé "Ce congrès assure la victoire des conservateurs aux prochaines élections". Ce qui déclenche la colère de la bourgeoisie et de toute une fraction de l'appareil, c'est le vote des réformes constitutionnelles du parti qui le rendent moins apte à la collaboration de classe, c'est la consolidation du courant gauche et malgré la tiédeur de ses dirigeants, la discussion et le vote d'une motion sur la lutte immédiate, quoique limitée contre le gouvernement Thatcher.

Après l'expérience d'un gouvernement travailliste d'austérité

Le Labour Party est non seulement le parti réformiste que la majorité de la classe ouvrière anglaise charge de ses aspirations mais le cadre d'organisation du mouvement ouvrier tout entier. Son 79^{ème} congrès (qui a eu lieu du 29/09 au 4/10/80) marquait nettement la polarisation entre deux tendances: le débat acharné sur les réformes des statuts, mesures adoptées ou repoussées avec peu de voix de différence et vote sur le mode d'élection du leader repoussé à une conférence extraordinaire. C'est ce qui fait parler la bourgeoisie de "confusion". Alors que c'est au contraire un débat qui se clarifie après l'expérience faite par la classe ouvrière des gouvernements travaillistes de Wilson et Callaghan.

En décembre 1973-janvier 1974, la grève générale des mineurs aboutissait à la chute du gouvernement conservateur de Heath, mais le Labour Party qui le remplace mène une politique d'austérité, de blocage des salaires, sous le couvert d'un "contrat social" négocié avec les directions syndicales. Début 79, à partir de la défense de leurs intérêts les plus élémentaires, les travailleurs anglais, à travers leurs organisations syndicales, initient une nouvelle offensive. Avant les élections, une vague de grèves fait voler en éclats le "contrat social" et laisse le gouvernement désespéré. La victoire électorale du Parti conservateur en mai 79 a été comprise comme le produit direct de la politique gouvernementale du leader Callaghan. Et la grande grève des travailleurs de l'acier au printemps 80 remettait directement en cause le gouvernement de Margaret Thatcher.

Mais la direction de l'aile gauche du Labour Party marque les limites de son opposition en se refusant à donner forme et à diriger l'aspiration qui monte de la base: "que Callaghan, le failli, s'en aille de son poste de dirigeant, pour que l'on puisse mener la lutte pour chasser Thatcher!". Tony Benn, Eric Heffer (qui ont renoncé ou ont été chassés de leurs fonctions dans le gouvernement Callaghan) n'ont nullement tenté de regrouper les militants qui s'étaient dégagés au congrès précé-

dent, de leur ouvrir une perspective sur le terrain de la lutte. Ils ne se sont appuyés que sur l'aspiration à la démocratisation du fonctionnement du parti pour ne mener la bataille que sur des réformes statutaires importantes.

Cette attitude facilitait une tentative de reprise en main du Labour Party par la direction Callaghan, s'appuyant sur la direction de certains grands syndicats (métallurgie, mineurs). Le récent congrès des Trades-Unions montrait la réalité de cette contre-offensive (voir *Correspondance Internationale* d'octobre 80).

Les réformes statutaires: un crime de "lèse-chef de l'opposition de sa majesté"

La violence des débats en témoigne, ces réformes ne sont ni formelles ni secondaires:

"la re-sélection obligatoire des candidats au Parlement": jusqu'à présent un candidat élu dans une circonscription sûre pouvait pratiquement conserver son siège à vie, qu'il honore ou non ses engagements électoraux. La réforme proposée contraindrait chaque député à rendre compte de son mandat devant sa section, celle-ci pouvant lui substituer un autre candidat aux élections suivantes. Cette mesure a été adoptée par 3.978.000 mandats contre 3.341.000.

"Rédaction du Manifeste (programme électoral) par le Comité Exécutif" et non plus par le groupe parlementaire, qui déléguait cette tâche au leader. Cette mesure a été repoussée par 3.625.000 voix contre 3.508.000.

"Election du leader par un collège de différentes composantes du parti" et non plus par le seul groupe parlementaire. Un vote de principe fut acquis par 3.609.000 contre 3.511.000, mais comme il y avait trois propositions différentes d'application, aucune d'elles n'est passée et la décision est repoussée à janvier 1981.

Le caractère extrêmement serré de ces votes témoigne de la profondeur de la crise et du fait qu'elle traverse les directions syndicales. Toutes ces réformes ont un dénominateur commun: elles affaiblissent la prééminence du groupe parlementaire dans la structure d'ensemble du Labour Party. Et elles touchent par là aux

institutions de la classe dominante, car jusqu'à présent, le leader était le chef de "l'opposition de sa majesté" ou "son" premier ministre, il incarnait une institution.

Ce n'est pas un hasard si Benn a insisté sur l'abolition de la Chambre des Lords. Cette revendication pose objectivement une autre question, celle de la monarchie, l'un des piliers de l'Etat bourgeois britannique.

Un compromis qui n'évite pas les tensions

Une volonté manifeste de compromis dominait les premières journées du congrès. Les interventions de Callaghan et de ses partisans, comme de Benn et des siens n'ont fait aucune référence aux combats des travailleurs ni à la nécessité d'en finir au plus tôt avec le gouvernement Thatcher. Pas un mot sur la grève de l'acier, du recul du gouvernement annulant le licenciement de 178 dockers devant la menace d'un grève générale des dockers. Callaghan ignorait les menaces de faire scission de l'extrême droite du parti et appelait à l'unité, à l'oubli des divergences. Il ne s'opposait pas au vote d'une résolution définissant la politique économique du parti contenant l'engagement de procéder à de nouvelles nationalisations, de contrôler l'exportation des capitaux et les importations. La semaine des 35 heures sans réduction de salaire.

Mais commentant cette résolution, Tony Benn posait clairement sa candidature à la direction, en lui donnant une interprétation "gauche", son application par un gouvernement travailliste implique deux préalables: le retrait du Marché commun et l'abolition immédiate de la Chambre des Lords. Ce discours provoquait l'enthousiasme de la grande majorité du congrès et la fureur de Callaghan. Mais Benn non plus n'indiquait pas quel chemin suivre pour atteindre cette terre promise...

La recherche du compromis a été plus évidente encore dans le refus de mener sur le fond une critique de la politique du précédent gouvernement travailliste. Le résultat c'est que le congrès adopta presque simultanément (et dans les deux cas avec l'appui du Comité Exécutif sortant) deux résolutions contradictoires sur le "contrat social": l'une qui condamne le principe de toute politique des revenus en régime capitaliste, l'autre qui en envisage la possibilité à condition qu'elle soit associée à un contrôle des prix et des profits.

L'irruption de la lutte des classes

Mais le troisième jour, la lutte des classes faisait directement irruption dans l'enceinte close du congrès. La question de la lutte immédiate contre le gouvernement Thatcher était posée à partir du conflit entre les municipalités (nombreuses) contrôlées par le Labour Party d'une part et le gouvernement d'autre part. Une motion d'urgence a été adoptée par acclamations:

"Ce congrès demande au Comité Exécutif National de coordonner un combat uni des Conseils (municipaux) et des organisations syndicales sur une ferme position de refus des réductions de budget, revendiquant une augmentation massive des subventions gouvernementales (...). Dans une telle confrontation, le mouvement ouvrier doit être prêt à utiliser toute sa force, y compris par le moyen de la grève (...)". Le Comité Exécutif l'ayant acceptée, son porte-parole en est venu à dire qu'il fallait préparer des élections anticipées.

La réponse des congressistes à cette motion indique à quelles aspirations correspond le soutien à l'aile gauche. Et cette aile gauche se renforce: 18 sièges sur 25 au Comité Exécutif, dont des dirigeants



Les protestations contre la réduction des budgets municipaux commencent

syndicaux et Benn qui obtient 466.000 voix des délégués de section (sur 600.000).

Les résolutions d'un congrès du Labour Party n'ont souvent pas force de loi pour la direction effective de ce parti, pour les appareils syndicaux. Cela ne signifie pas que ces résolutions soient sans portée. La crise de l'appareil dirigeant, quels que soient ses rythmes et les accords de sommet destinés à l'enrayer, traduit une réalité plus profonde: celle qui résulte de l'action des masses combinée avec la crise sur tous les terrains de l'impérialisme britannique et de ses institutions. C'est cela qui se reflète dans la situation au sein du Labour Party. Si les travailleurs appuient ceux des responsables du Labour Party qui proposent des statuts plus démocratiques, s'ils sont en faveur de la subordination des parlementaires au parti qu'ils considèrent comme le leur, c'est en fonction d'objectifs déterminés par leurs intérêts de classe qui se cristallisent dans une exigence claire et simple: il faut en finir maintenant avec le gouvernement Thatcher. C'est cette exigence qui s'est matérialisée, malgré tous les brise-lames bureaucratiques, dans le congrès du Labour Party.

L'Irlande au congrès

Pour la première fois — depuis la Seconde Guerre mondiale un congrès du Labour Party a amorcé une véritable discussion sur l'Irlande.

La Résolution discutée se prononce pour le rétablissement du statut politique des prisonniers républicains, pour que le prochain gouvernement du Labour Party s'engage dans une politique de retrait des troupes, d'abrogation de la loi anti-terroriste, car la "volonté clairement exprimée du peuple d'Irlande est d'obtenir un retrait britannique et d'aller vers une Irlande unifiée" et "la présence britannique en Irlande est un obstacle majeur à la marche au socialisme dans ce pays".

Certes, le Comité Exécutif a obtenu le rejet de cette résolution, mais sans condamner le contenu, en réclamant un développement de la discussion. Et pour la première fois, un dirigeant syndical, Tom Leonard, de la Fédération des travailleurs du Rail s'est prononcé pour le retrait des troupes anglaises d'Irlande.

Comment fonctionne un congrès travailliste?

Ce sont les directions syndicales qui décident de l'issue du congrès

Trois grands éléments participent au congrès:

- les délégués de sections du parti qui disposent d'environ 600 000 mandats correspondant aux membres individuels du parti.

- les directions syndicales qui disposent de la totalité des mandats (système de vote bloqué), représentant environ 6 500 000 syndiqués qui payent la "cotisation politique".

- le groupe parlementaire qui ne vote pas mais qui a droit de parole.

Le Comité Exécutif National élu par le congrès n'a pas le véritable pouvoir.

Il est composé de représentants des sections (élus par les seuls délégués des sections), de représentants des syndicats (élus par les mandats syndicaux) et de "femmes du Labour Party" élues par l'ensemble du congrès.

Mais le "leader" du parti, seulement élu par le groupe parlementaire, est le "chef de l'opposition de sa majesté" et devient automatiquement Premier ministre si le parti est au pouvoir. Il a la haute main sur la rédaction du programme électoral du parti, le Manifeste.

Correspondance
internationale
LA VERITE

PROJET
DE THESES

Vient de sortir: Theses pour la Conférence mondiale ouverte

France

Malgré la division, vers l'effondrement de la Ve République

Le 27 août 1980, l'hebdomadaire soviétique *Les Temps nouveaux* dressait un violent réquisitoire contre François Mitterand, secrétaire du Parti Socialiste Français, et concluait ainsi: "François Mitterand se retrouve à l'extrême-droite de l'éventail politique français". Publié lors de la "rentrée politique" française préparant déjà les élections présidentielles d'avril-mai 1981, il indique que le choix des dirigeants du

Kremlin est fait: il faut assurer la réélection de Giscard, car sa défaite marquerait l'ouverture de la crise révolutionnaire en France, menaçant toute la politique de "coexistence pacifique" en Europe. Un dirigeant du PCF, R. Ballanger, reprenait la position du Kremlin dans une interview au *Monde*: "si je vois un candidat socialiste atlantiste, tendant à la compromission avec la droite, je ne voterai pas pour". (1)

L'insurmontable crise de dislocation de la Ve République

Le soutien des bureaucrates du Kremlin apporté à Giscard (comme en 1974) ne suffit pas à masquer le caractère insurmontable pour la bourgeoisie de la crise de la Ve République. Le budget 1981 illustre parfaitement la politique du gouvernement face à la crise économique en France, face au recul de la production industrielle amorcé au printemps dernier (4 à 5% prévus à la fin de l'année). Ce budget prévoit en effet de réaliser 18 milliards de Francs d'économie (3.250 millions de dollars) sur les charges publiques, et d'accorder 25 milliards de Francs (6.250 millions de dollars) aux patrons. Le Premier ministre R. Barre leur a conseillé de poursuivre le "dégraissage" (les licenciements) et de s'attaquer à tous les acquis sociaux de la classe ouvrière: Sécurité Sociale, indemnisation du chômage, etc.... On comprend que le président

du patronat français se soit déclaré "satisfait" d'un budget "courageux" et de la subvention: "il faut aider les forts, vivent les forts!" a-t-il déclaré cyniquement à la radio.

Mais ces mesures ne suffiront pas à redresser le capitalisme français, il faudrait s'en prendre beaucoup plus directement aux conquêtes arrachées par plus d'un siècle et demi de combat prolétarien, afin que les patrons soient de nouveau en position de résister à la crise mondiale. Mais la mise en oeuvre d'un tel plan se heurte à l'existence même de la classe et de ses organisations: il n'est donc pas de solution réelle pour la bourgeoisie, sans une défaite de la classe ouvrière ouvrant la voie à une destruction-intégration de ses organisations indépendantes. Mais cela signifie la recherche d'un affrontement ouvert trop incertain quand à son issue.

Pour une majorité de Français, cela ne peut plus durer: il faut chasser Giscard!

Les attaques gouvernementales créent une situation insupportable pour la majorité de la population: 1,5 millions de chômeurs prévus officiellement d'ici fin 80, 5.000 licenciements annoncés chez Renault et Talbot, 80.000 étudiants expulsés des universités, des milliers d'enseignants "auxiliaires" sans poste. Dans les éco-

les, les classes sont surchargées. Pour les fonctionnaires, surtout dans les hôpitaux et les P.T.T., les réductions budgétaires aggravent les conditions de travail et détériorent tout le système de santé.

Dans de telles conditions, chaque jour qui passe avec le régime Giscard renforce le caractère insupportable de la situation. Il

faut chasser Giscard et le plus tôt sera le mieux. Tel est le sentiment partagé aujourd'hui par la majorité du pays.

La division structurée par le P.C.F.: un rempart en défense de Giscard contre les masses

Commentant l'article des *Temps Nouveaux*, C. Piterman, un dirigeant du PCF, a déclaré: "Je pense que la réaction des Soviétiques est compréhensible". Les dirigeants du PCF, cherchent à sauver Giscard selon les souhaits du Kremlin dont ils sont les exécutants. Seule la division des rangs ouvriers, donc entre le PCF et le PS, donne une chance à Giscard de se maintenir. Ils développent la thèse avec Mitterand ce serait pire qu'avec Giscard!" et comme ils ne revendiquent pas le gouvernement pour eux seuls, il faut se résigner au maintien de Giscard.

En l'absence de toute perspective de changement, les dirigeants du PCF commencent tout de suite à accoutumer leurs militants à l'idée selon laquelle le changement serait possible... sous Giscard. C'est ainsi que les mesures anti-ouvrières et anti-jeunes du gouvernement sont présentées soit comme des "succès" arrachés par le combat du PCF, soit comme "contradictoires", à "double face", tel le budget décrit précédemment.

Le ban d'essai des sénatoriales

Des élections sénatoriales viennent de se dérouler. Pour le 2ème tour, le PCF a maintenu ses candidats contre ceux du PS mieux placés qu'eux au premier tour, permettant ainsi que soient élus des sénateurs des partis bourgeois (le PS aurait eu 15 sièges au lieu de 9). Pire encore, dans 2 départements au moins, il a appelé à voter pour les candidats du gouvernement: comme dans le Doubs, où un candidat ouvrier socialiste, militant CGT (centrale syndicale à majori-

té PCF) a été battu par un candidat du gouvernement, cadre dans la même usine (Peugeot). Grâce au PCF aussi, un vieux dirigeant réactionnaire, Edgar Faure, a été élu, lequel l'en a publiquement remercié.

Pour le PCF, ces élections étaient un test avant les présidentielles, et une manière d'accoutumer ses militants, ses sympathisants et électeurs à ce que le PCF joue un rôle dans le maintien de Giscard.

Le mouvement des masses pour imposer l'unité est engagé

Mais il y a aussi les masses et le mouvement par lequel elles cherchent à réaliser leurs aspirations: l'unité PS-PCF pour chasser Giscard. Mouvement dont l'expression consciente et organisée est la campagne de l'OCI (U), (Organisation Communiste Internationaliste Unifiée), section du Comité Paritaire, qui a déjà recueilli 100.000 signatures.

Le rejet de la division, chaque jour plus massif, conscient et explicite, s'accompagne d'une défiance de plus en plus grande à l'égard des dirigeants, surtout du PCF et commence à se traduire sur le plan électoral (recul sensible du PCF au profit du PS à cha-

que élection partielle). Mais il serait erroné de penser que les masses ont perdu toute illusion dans leurs vieilles directions. Les masses cherchent à imposer l'unité, à faire céder la direction du PCF. Ainsi, dans une école de Paris, les parents et enseignants se réunissent car il manque une institutrice. Le représentant du PCF commence par dire: "Nous ne signons rien aux côtés du PS et du SNI (Syndicat National des Instituteurs) qui sont les alliés de Beullac (Ministre de l'Education)". Les parents ripostent: "Si vous signez. Parce que nous avons besoin de l'unité pour vaincre". A la fin de la réunion, un appel à

manifestation est signé par le PCF, le PS et le SNI! Ce que le PCF avait décrété impossible deux heures avant lui avait été imposé.

Cette pression que les masses exercent sur le PCF se traduit en son sein: des centaines de militants ont signé l'appel lancé par l'OCI (U) pour l'unité, en précisant leur appartenance au PCF. Au sein même du PCF et de la JC (Jeunesse Communiste), des initiatives allant dans le même sens sont prises par des groupes de militants. De nombreux militants du PCF participent aux délégations auprès des dirigeants du PCF pour exiger la réalisation de l'unité pour une candidature commune au 1er tour. De plus, lors des élections sénatoriales, on a vu dans plusieurs départements des dizaines d'électeurs du PCF refuser de voter au 2ème tour pour le candidat du PCF pour assurer l'élection de socialistes.

La crise se répercute au sein même de l'appareil dirigeant du PCF: H. Fizbin, ancien secrétaire de la fédération de Paris, et ancien membre du Comité Central, député jusqu'en 1978, prend publiquement position contre la division, de toute évidence discrètement appuyé par une fraction de la direction.

Seldjoux

(1) Atlantiste: le Parti Socialiste est favorable à l'appartenance de la France à l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord).



Paris, mardi 7 octobre 1980.— Des centaines de milliers de manifestants ont répondu à l'appel des organisations ouvrières et démocratiques pour protester contre l'attentat fasciste qui a fait 4 morts et 12 blessés dans une synagogue. Mais les centaines de milliers de travailleurs et de jeunes ne se sont pas mobilisés seulement contre le racisme, ils ont imposé dans la manifestation, l'unité du Parti Communiste et du Parti Socialiste, contre le gouvernement bien que le PC ait essayé de séparer le cortège. Marchais, le Secrétaire du PC a dû défilier avec Mitterand, le Secrétaire du PS dans une marée humaine qui criait: "Dehors Giscard, complice des assassins!"

Allemagne

Schmidt trinque avec les libéraux

Contrairement à une légende tenace, l'histoire politique de l'Allemagne de l'Ouest a été marquée par de grands conflits de classe, depuis les grèves contre la famine en 1946 jusqu'à la grande lutte des sidérurgistes en 1979. Le prolétariat allemand est l'un des plus forts, des plus concentrés et des plus riches en tradition d'organisation et de combat du monde. C'est contre lui que la nation allemande a été divisée par les accords de Yalta et Potsdam entre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne: en 1945, dans toute l'Allemagne, la classe ouvrière, malgré l'occupation, reconstruisait ses organisations de classe et tentait de remettre en marche sous son contrôle la machine industrielle. En juin 1953, c'est par une insurrection que les ouvriers de Berlin-Est ont inauguré l'ère de la révolution politique contre la bureaucratie. Dans son immense majorité, la classe ouvrière de l'Allemagne de l'Ouest charge le parti social-démocrate (SPD) de ses aspirations. C'est lui qui gouverne, avec un parti bourgeois, depuis 1969. Le 5 octobre 1980, de nouvelles élections ont montré que la classe ouvrière lui faisait encore massivement confiance.

La "tête froide" a vaincu le "taureau de Bavière"

Ces dernières élections avaient pour but d'élire les députés au Parlement national. Et c'est le Parlement qui désigne le chancelier, véritable chef de l'Etat. La victoire du SPD et de son allié le FDP (parti libéral) a signifié la réélection de Helmut Schmidt, la "tête froide" comme l'a qualifié la presse, contre Franz Josef Strauss, candidat du CDU (chrétien-démocrate) et du CSU (chrétien-social), ministre-président de Bavière, le "taureau bavarois".

Le SPD a obtenu 16.200.000 voix, soit 42,9 % et 218 sièges au Parlement (42,6 % et 214 sièges en 1976). Le FDP obtient 10,6 % des voix et 53 sièges (7,9 % et 39 sièges en 1976). La coalition a donc 271 sièges en tout contre 226 pour la coalition d'opposition, mais le SPD n'a pas la majorité absolue. La CDU-CSU obtient 16.800.370 voix 44,5 % (18.396.794 voix et 48,6 % en 1976). Le grand perdant, Strauss, était le dirigeant de l'aile la plus ouvertement réactionnaire du CDU-CSU. Il s'est toujours présenté comme un ennemi acharné du "pouvoir des syndicats", comme

partisan d'un "Etat fort". En 1975, il assurait "si nous arrivons au pouvoir, nous ferons en sorte qu'aucun bandit n'ose ouvrir sa gueule en Allemagne jusqu'à la fin du siècle". Beaucoup de commentateurs ont écrit que Strauss était un mauvais candidat, à cause de son image de "réactionnaire extrémiste".

C'est en effet un signe de la crise politique de la bourgeoisie qu'il se soit imposé comme le seul candidat d'opposition possible. Mais l'essentiel c'est qu'elle se soit rassemblée autour de lui en le chargeant d'un mandat précis que la direction du SPD — quelle que soit sa bonne volonté à l'égard des besoins du capitalisme allemand — ne pouvait accomplir: faire retomber sur la classe ouvrière tout le poids de la situation de plus en plus difficile du capitalisme allemand: dette extérieure de 30 milliards de Deutsch-Mark (17,6 milliards de dollars US), prévision d'une stagnation de la production industrielle, d'un recul du Produit National Brut (moins 1

%) et de 1.200.000 de chômeurs pour 1981. Tel était le sens de la candidature de Strauss.

La campagne électorale fut agressive du côté de Strauss, délibérément "modérée" et démobilisatrice du côté de la direction du SPD. Pour ne donner qu'un exemple, la direction de la DGB (la centrale syndicale qui est liée au SPD) a joué le jeu de la neutralité, déclarant qu'elle se comporterait "loyalement" si Strauss était élu.

"Une majorité absolue du SPD serait fatale" disent les patrons

Le SPD au gouvernement a organisé les licenciements, tenté de bloquer les salaires, etc... en le justifiant par "il faut tenir compte de notre partenaire, le parti libéral". Cette politique a eu ses conséquences: le SPD a quand même perdu 1.500.000 voix par rapport à 1972. Une différenciation politique s'amorce, l'aile "gauche" du SPD se renforce (50 députés élus). Pendant la campagne électorale, des militants du SPD se sont mobilisés contre Strauss, si bien que Schmidt s'est vu obligé de publier dans tous les journaux une "lettre ouverte aux jeunes allemands" les appelant à ne pas participer à ces mobilisations.

La direction du SPD ne veut pas gouverner seule, elle veut continuer sa politique de collaboration de classe. Au lendemain des élections régionales de Rhénanie-Westphalie (la région la plus industrialisée) où le parti libéral a été éliminé laissant le SPD gouverner seul, un dirigeant du SPD s'est écrié "c'est une catastrophe" et rejoignant ainsi la bourgeoisie qui craint "le danger d'une majorité absolue du SPD". Mais ces élections générales les ont rassurés: le FDP gagne 3% par rapport à 1976. Cette progression est due à un

transfert de la CDU vers le FDP, mais c'est aussi le résultat direct de la politique de la direction du SPD. Le soir des élections Schmidt ne faisait pas la victoire avec son parti mais avec le parti libéral. C'est plus qu'un symbole.

Les organisations affiliées au Comité Paritaire ont appelé à voter contre Strauss et contre tous les partis bourgeois, pour un gouvernement du SPD seul.

La période qui s'ouvre au lendemain des élections verra un accroissement des tensions sociales et politiques. Le gouvernement de coalition va se heurter frontalement aux exigences des travailleurs, forts de la victoire remportée contre la réaction bourgeoise, ils ont précisément voté contre l'application de telles mesures. Cette contradiction ne pourra que se traduire de plus en plus nettement au sein du SPD lui-même.

Hans Schreiber

Les diamants de Bokassa

Le rebondissement de "l'affaire des diamants" porte un coup supplémentaire à l'autorité du Président de la République.

De quoi s'agit-il? Début septembre, l'hebdomadaire satirique *Le Canard Enchaîné* publie une interview du tyran centrafricain déchu Bokassa. Celui-ci confirme avoir, durant son règne, couvert Giscard d'Estaing et sa famille de diamants, et de présents de toutes sortes. "Vous ne pouvez pas savoir tout ce que j'ai fait pour cette famille-là!" explique l'ex-empereur qui, après avoir massacré des centaines d'écobiers avec le silence complice du gouvernement français, est aujourd'hui exilé en Côte d'Ivoire.

Durant des années, l'ex-sergent de l'armée française d'Indochine sacré empereur a pu perpétrer les plus horribles forfaits. Il était sûr de l'impunité, car il bénéficiait de l'appui du Président de la République française qu'il appelait son "cher parent". De toute évidence, les révélations de Bokassa — jusqu'ici inaccessibles à la presse française — n'ont été possibles que parce que certains, au plus haut niveau de l'Etat, le désiraient. Et on peut légitimement se demander si ce n'est pas là la réponse du dirigeant bourgeois Chirac, concurrent direct de Giscard, bénéficiant également de la collaboration du Président ivoirien Houphouët Boigny. Ainsi un Président de la République qui entend se présenter à nouveau à la présidence a utilisé pour lui et sa famille la "dignité" (sic) de sa fonction pour se gorger de richesses.

Mais plus significative est l'union sacrée qui s'est emparée de toute la presse pour minimiser l'affaire, la désamorcer, en un mot: éviter que "l'affaire Bokassa" ne soit saisie par les masses comme un appui pour centraliser leur volonté de chasser Giscard. Au premier rang, *L'Humanité*, organe du PCF qui écrit: "De ci, de là, on rêve de transformer la bataille politique en affrontement autour de quelques scandales crapuleux... Est-il besoin de dire qu'il ne faut pas compter sur les communistes pour jouer à ce jeu-là?". Pour le PCF, pas question donc de s'en prendre à l'autorité du Président. Mais pourquoi cette garde d'honneur montée par les dirigeants stalinien autour du Président?



Strauss et Schmidt

Les cheminots de Berlin

“Comme en Pologne!”

Dans Berlin coupée en deux par le “Mur”, le chemin de fer urbain, qui dessert toute la ville appartient à l'Allemagne de l'Est. Mais ses employés résident à l'Ouest.

Ils se sont mis en grève pour l'alignement de leurs salaires sur ceux des cheminots d'Allemagne de l'Ouest. Ils ont constitué un comité de grève et demandé à être affiliés à la DGB, la centrale syndicale ouest-allemande.

Contre eux, “l'union sacrée” s'est réalisée: ce sont les forces d'occupation britanniques qui sont intervenues pour faire évacuer une gare occupée par les grévistes. Les autorités de l'Ouest ont laissé la police de l'Est chasser les grévistes d'un dépôt situé sur son secteur.

La DGB a refusé tout soutien aux grévistes et a même accusé le

syndicat d'enseignants de Berlin d'avoir rompu la “solidarité syndicale” pour avoir prêté ses locaux aux réunions des grévistes. Le SPD (Parti Social Démocrate) a eu la même attitude, au nom de la “détente”.

Comme s'il répondait aux grévistes, Honecker, le dirigeant de la bureaucratie de l'Allemagne de l'Est, a proclamé l'importance qu'avait pour son pays le maintien de l'ordre en Pologne.

La question de l'unité de l'Allemagne est au cœur des problèmes de la lutte des classes. Le prolétariat allemand est un. Dans son combat se combinent directement la marche à la révolution sociale contre la bourgeoisie et la marche à la révolution politique contre la bureaucratie. La grève des cheminots de Berlin en est un symptôme.

disponibilité encore plus grande pour limiter le poids de la base, caractéristique particulière du mouvement ouvrier italien malgré la dévitalisation et la bureaucratisation des conseils d'usine. Agnelli voulait aussi, non seulement licencier, mais choisir qui il licencie, d'abord les militants combattifs.

Les travailleurs de la Fiat l'ont compris. Dès la première Assemblée, ils ont exigé la généralisation de la grève, et les syndicats après avoir tergiversé pendant 2 semaines, puis l'avaient suspendue, ont fini par devoir appeler à la grève générale. Mais les syndicats n'ont cédé que sur la forme de la lutte. Ils ont accepté le blocus de la Fiat et ont cédé en partie sur la généralisation. Au niveau des négociations, ils ont réussi à faire passer la logique perdante qui dit qu'il faut nécessairement réduire les effectifs de la Fiat, malgré la contestation et la colère d'une forte minorité. L'absence de comité de grève élu a laissé toute la centralisation et les négociations au pouvoir des syndicats, mais le mécontentement et la défiance grandissent.

Le Parti Socialiste et le PCI ont eux aussi montré leur disposition à venir en aide à la bourgeoisie en crise. Si le PCI n'est pas au gouvernement avec le PS et les partis bourgeois, c'est parce que ces derniers ne sont pas d'accord entre eux pour l'y intégrer. Toutefois, dans l'opposition, il ne fait qu'appuyer la politique d'austérité des patrons. Pour les problèmes de la Fiat, il propose d'"améliorer la productivité", au fond il est d'accord avec Agnelli, la situation ne peut plus durer, rien qu'en 1979, les travailleurs par leurs grèves ont fait perdre 2 mois de production! Et après la chute du gouvernement, après le premier recul d'Agnelli, le PCI a tout fait pour arrêter la grève.

Mais le fait que la suppression des licenciements n'ait pas empêché la grève de continuer, le fait que certains secteurs ne voulaient pas reprendre le travail après l'accord, la contestation violente contre les dirigeants syndicaux est de bon augure.

Dans le PCI, le bilan de la grève va renforcer le courant qui est contre la politique du “compromis historique” prônée par Berlinguer et reflète, même d'une manière déformée, l'évolution du mouvement ouvrier italien sous la poussée de la montée de la combativité.

Josiane Elie



Lama (r. GIL), Carriati (r. ISL) et Benvenuto (UIL) vus par la Repubblica, après une entrevue avec les délégués d'atelier de la Fiat

(vient de la page 20)

vernement Sa Carneiro a engagé une première offensive contre la réforme agraire qui est le ciment le plus fort de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie et le fondement de la majorité ouvrière.

Mais la politique systématique de remise des terres, à une cadence accélérée, aux anciens propriétaires fonciers salazaristes, a conduit à une situation d'affrontements entre la Garde Nationale Républicaine (corps militaro-policière héritée de la vieille dictature) et les paysans ont été quotidiens tout au long de cette année. Certes des milliers d'hectares ont été ainsi enlevés aux paysans de l'Alentejo qui les avaient expropriés, certes le gouvernement essaie d'apaiser les Unités Collectives de production dans lesquelles sont rassemblés les travailleurs de l'Alentejo en leur coupant tout crédit, mais pour la bourgeoisie portugaise il faut aller beaucoup plus loin, il faut infliger une défaite totale, écrasante. Pour cela, l'élection présidentielle est une pièce-clé de la préparation des conditions politiques de cette offensive contre-révolutionnaire.

Préparation politique de l'élection présidentielle

Au lendemain des élections du 5 octobre, cinq militaires sont candidats: tout d'abord les deux généraux Soares Carneiro et Eanes puis Pires Veloso (1), Galvão de Melo (2), et le capitaine Otelo de Carvalho appuyé par les maoïstes de l'UDP. En face d'eux, un candidat ouvrier Aires Rodrigues, appuyé par la coalition POUS-PST. La bourgeoisie veut aujourd'hui remplacer Eanes, en dépit du soutien que l'impérialisme américain et le Vatican (sans oublier le Kremlin) ont apporté jusqu'ici à ce dernier. C'est au tour de Soares Carneiro qu'elle se regroupe. Celui-ci se présente ouvertement comme le candidat de la contre-révolution, comme le candidat de l'affrontement.

Dirigeants du PS et du PCP tentent de faire croire aux travailleurs que mieux vaut le général de “gauche” Eanes que le général de “droite” Soares Carneiro et qu'il faudrait voter pour le “moins mal”. Mais depuis 1974, le général Eanes et le général Soares Carneiro se sont parfaitement divisés le travail contre la révolution portugaise. Dans le cas présent avec la candidature Eanes, il s'agit d'interdire à la classe ouvrière de se regrouper autour d'un vote de classe, autour d'un candidat des partis ouvriers.

Pourtant, quelques jours plus tard, les déclarations du général Eanes vont provoquer une brusque secousse contre ce piège contre lequel seul jusqu'ici le POUS-PST combat.

Les déclarations du général Eanes

Le 14 octobre, en présentant sa candidature, Eanes déclarait: “J'ai effectivement ouvert la porte aux forces de droite. Cette affirmation est correcte. J'ai en effet permis que ces forces de droite arrivent au pouvoir... D'ailleurs, mes conceptions politiques et mon modèle de société sont très proches de ceux de l'Alliance Démocratique. Je dirais même qu'ils sont identiques. Je ne crois pas que mon programme corresponde si peu que ce soit à celui de l'opposition... D'ailleurs mes actes tout au long de ces quatre années montrent que je n'ai rien de commun, ni avec l'opposition, ni avec aucun des partis qui la composent”.

C'était clair. Alors que pendant quatre ans Soares et Cunha ont apporté leur soutien à Eanes, ce dernier reconnaît avoir fait depuis quatre ans la même politique que la droite réactionnaire. Mais contrairement à ce que commente la presse, Eanes n'a pas “viré à droite”. Ses actes prouvent ce qu'il n'a jamais cessé d'être un représentant réactionnaire de la hiérarchie militaire, profondément hostile au prolétariat, à la jeunesse, aux conquêtes de la révolution portugaise.

Crise dans le Parti Socialiste

Ces déclarations vont catalyser le profond malaise qui règne au sein du mouvement ouvrier, le rejet profond des masses de la candidature Eanes et déclencher une nouvelle crise grave au sein du Parti Socialiste, donnant raison à ceux qui, sans relâche, ont combattu la politique désastreuse qu'a mis le PS — comme le PCP — à la remorque des généraux réactionnaires. Le soutien à Eanes conduit le Parti Socialiste à la ruine. C'est ce qu'on dit et répète depuis des années des militants comme Aires Rodrigues, ancien secrétaire national du PS et Carmelinda Pereira, députée du PS, qui furent exclus du PS par Soares lui-même, pour avoir combattu dès 1976 le soutien à Eanes.

Lettre ouverte à Soares et Cunha

“L'heure est grave. La révolution est en danger.

Le 5 novembre doivent être présentés les candidats à la présidence de la République. L'Alliance Démocratique, la réaction, veulent porter au Palais de Belem le général Soares Carneiro. Le peuple portugais sait ce que voudrait dire Sa Carneiro au Palais de Sao Bento et Soares Carneiro au Palais de Belem: ce serait la réaction, la destruction du 25 avril.

Le peuple portugais ne veut pas du général Soares Carneiro. Mais le peuple portugais ne veut pas d'avantage du général Eanes, l'homme qui a installé Sa Carneiro à Sao Bento, l'homme qui a envoyé la GRN détruire la réforme agraire et qui a fait couler le sang dans l'Alentejo, l'homme qui a chassé le PS du gouvernement pour y installer Mota Pinto, aujourd'hui mandataire du général Soares Carneiro.

Mario Soares! Alvaro Cunha!

L'heure est grave. La révolution est en danger!

Votre responsabilité est immense. Ce qui est en jeu, c'est l'avenir de millions de travailleurs portugais et de leurs familles, c'est la défense des libertés. Le 5 novembre, c'est la fin du délai de présentation des candidats à la présidence de la République. Réunissez-vous immédiatement! Prenez immédiatement la décision de présenter ensemble un candidat unique, civil, membre du PS ou du PCP, à la présidence de la République!

En l'absence d'un tel candidat d'unité, j'ai décidé de présenter ma candidature à la présidence de la République. J'ai déclaré et je déclare à nouveau publiquement que je retirerai immédiatement ma candidature au cas où le PS et le PCP se mettraient d'accord pour un candidat civil unique, membre de l'un ou de l'autre de ces partis.

Mario Soares! Alvaro Cunha!

Il n'y a pas une minute à perdre!

Votre devoir est tracé devant tout le peuple travailleur. Le peuple travailleur vous dit: assez de division, unité PS-PCP! Candidat civil unique, militant du PS ou du PCP, appuyé par le PS et le PCP, à la présidence de la République!”

Aires Rodrigues, ex-secrétaire national et député du PS, candidat à la présidence de la République appuyé par le POUS et le PST.

Dans ce cadre, Mario Soares rompt avec Eanes sans présenter aucune autre alternative. Une manifestation de militants du PS est faite pour l'appuyer. Ce dernier, mis en minorité au Secrétariat du PS, démissionne de ses responsabilités de Secrétaire général, mais il demande aux militants qui soutiennent sa candidature aux présidentielles de renoncer à la nouvelle manifestation prévue pour le samedi 25 octobre devant le siège du PS ou doit se réunir la Commission Nationale. Là, à nouveau, il sera mis en minorité. La direction du PS confirme son appui à la candidature du général Eanes.

Soares, dans une déclaration à la télévision, explique en substance son attitude: “Le général Eanes s'est aligné sur la droite. L'appui au général Eanes signifie donc la destruction du PS. J'ai rompu avec lui pour défendre le Parti Socialiste. Je n'ai pas d'autre candidature à présenter, ni aucune indication de vote à formuler. Je respecte la décision de la direction de Parti Socialiste. Beaucoup disent qu'il s'agit aujourd'hui de défendre la démocratie. Je dis que cela passe par la défense des partis politiques”.

Ainsi donc, Soares adopte une ligne de retraite pour ne pas ouvrir une issue politique à la classe ouvrière et préserver ainsi le cadre politique des élections présidentielles dominées par la candidature des deux généraux et le maintien du gouvernement Sa Carneiro. Soares se met en réserve: il sait que l'issue de l'affrontement à venir n'est pas donnée d'avance. Il sait que la classe ouvrière n'est pas défaite. Dans l'avenir, un parti socialiste fort, et non pas détruit par son appui à Eanes, dirige par lui-même, peut être à nouveau une carte indispensable pour casser le mouvement des masses. Enfin, il lui faut essayer de fermer la voie à la constitution du nouveau parti qui ne manquera pas de chercher à ouvrir des centaines de militants socialistes et que le combat du POUS-PST aide à tracer.

Le Comité Central du PCP confirme son appui à Eanes

La direction du PCP a reculé jusqu'à mardi 28 octobre la réunion de son Comité Central pour attendre la décision de la Commission Nationale du PS. Mais la semaine précédente, Alvaro Cunha indiquait sa position: “Aires Rodrigues, Otelo de Carvalho et Mario Soares font le jeu de la réaction. Tout le problème est de battre Soares Carneiro. Le seul capable de le battre, c'est le général Eanes”.

C'est dans ce sens que se prononçait, après sa réunion, le Comité Central du PCP. Il a désigné un candidat pour les élections présidentielles, le responsable du groupe parlementaire du PCP, mais en soulignant que ce dernier pourrait se désister en faveur du général Eanes. L'organisme dirigeant du PCP précisait que le sens de cette candidature était de canaliser les votes abstentionnistes vers la candidature de Eanes. Et consacrait une bonne partie de ses travaux à combattre les positions de Aires Rodrigues et du POUS-PST. A l'issue du Comité Central, Alvaro Cunha insistait: “La position la plus correc-

te pour les communistes, les socialistes était bien sûr de présenter un candidat commun. Mais ce n'est pas à la dernière heure... et avec les divisions internes du PS qu'une telle hypothèse pourrait être envisagée”.

Conférence de presse de Aires Rodrigues et provocation contre sa candidature.

Le 29 octobre, le candidat soutenu par le POUS-PST, réalisait une conférence de presse dans laquelle il renouvelait son appel à une candidature du PS et du PCP et déclarait qu'il retirerait immédiatement sa candidature si le PS et le PCP se mettaient d'accord pour un candidat unique. Le 30 octobre, une provocation était montée contre sa candidature. D'après deux journaux influencés par le PCP, *Diário Lisboa* et *Diário*, les signatures d'appui à sa candidature seraient des faux.

La direction du PCP veut étouffer la voix qui exprime les aspirations à l'unité des plus larges masses au Portugal et particulièrement de centaines de militants du PCP. Cunha ne se trompe pas quand dans sa déclaration citée plus haut il attribue lui-même une priorité au danger que représente cette voix pour sa politique.

Aires Rodrigues, soutenu par le POUS et le PST, conduit ce combat pour l'unité, et prend toutes ses responsabilités. Il vient de lancer un défi public aux généraux: il les somme d'accepter un débat public. Il va dire à la télévision lui qui était emprisonné par la PIDE pendant que les deux généraux complices étaient récompensés par la dictature, ce que tous les autres veulent taire: la complicité de Eanes et de Spínola, le passé de tortionnaire de Soares Carneiro.

Le combat pour l'indépendance de classe du prolétariat, une fois encore, se confond totalement avec le combat pour l'efficacité, le combat pour la sauvegarde de la révolution portugaise. Ce combat est engagé. La révolution portugaise trahie, batouée par les dirigeants mais toujours vivante, va parler par la voix du militant trotskyste Aires Rodrigues.

NOTES:

1- Pires Veloso: colonel, se désistera probablement pour soutenir Soares Carneiro.

2- Galvão de Melo: pourra appuyer Eanes.



Les résultats des élections législatives

Partis	Décembre 1979 (1)	Octobre 1980	Différence
Alliance Démocratique	2.497.019 (42,2 %)	2.787.089 (47,1 %)	290 070 (4,9%)
FRS (Parti Socialiste)	1.665.275 (28,1 %)	1.658.201 (28 %)	- 007 074 (0,1%)
APU (Parti Communiste)	1.121.224 (19 %)	1.000.967 (16,9 %)	- 120 257 (2,1%)
POUS-PST	12.500 (0,2 %)	82.448 (1,4 %)	69 948 (1,2%)
UDP (maoïstes)	127.825 (2,2 %)	81.916 (1,4 %)	- 044 909 (0,8%)
PSR	36.092 (0,6 %)	60.154 (1 %)	24 062 (0,4%)
PCTP	---	34.501 (0,6 %)	---

(1) Elections législatives extraordinaires.

(2) Résultats du POUS seulement. Dans les cinq circonscriptions où il s'est présenté pour la seconde fois, le POUS a doublé ses voix.

Source: O Jornal, Lisbonne, 7/10/80.

Les présidentielles au Portugal

Un ouvrier contre cinq généraux

par Jean Robles

Deux semaines seulement après les élections législatives du 5 octobre au Portugal, et alors que l'ensemble de la situation politique se concentre sur la préparation des élections à la présidence de la République du 7 décembre prochain, un événement de grande importance secouait toute la société portugaise. Une minorité de la Commission Nationale du Parti Socialiste dirigée par Mario Soares décidait de retirer son soutien au général Eanes, actuel président et candidat à la réélection face au général Soares Carneiro, candidat de la coalition bourgeoise au gouvernement aujourd'hui, l'Alliance Démocratique.

Entre les premières déclarations de Mario Soares immédiatement après les élections, ratifiant son appui à la candidature du général Eanes, et cette dernière décision, que s'est-il passé au Portugal?

Et tout d'abord quel bilan faut-il tirer des élections du 5 octobre? Que traduisent, du point de vue de la lutte des classes, ces résultats électoraux pour la IIIème législature de l'Assemblée de la République portugaise? Enfin, 6 ans après l'éclatement de la révolution à partir du 25 avril 1974, quel est l'enjeu des élections présidentielles du 7 décembre 1980?

Comme nous le content nos correspondants, "au soir des élections, ce dimanche 5 octobre, tous les dirigeants des grands partis, tous les commentateurs professionnels, tous les journalistes sont unanimes: le peuple portugais a voté à droite, la coalition des partis gouvernementaux a remporté une victoire éclatante et définitive."

Cunhal et Soares, dirigeants respectifs du PCP et du PS, sont parfaitement

unis pour formuler le même diagnostic. Cunhal déclare: "L'Alliance Démocratique a gagné. Qu'ils forment le gouvernement!" et Soares "Le peuple est souverain. Nous acceptons le verdict. Nous avons perdu. Nous espérons que l'AD saura gagner!"

Dans ce choc, une seule voix discordante: celle de la coalition POUS-PST qui dès sa première déclaration publique prend nettement position:

"Tous ces commentaires ne visent qu'à une seule chose: tenter de persuader le peuple que Sa Carneiro aurait désormais le droit de gouverner le pays, en foulant aux pieds les conquêtes du 25 avril; tenter de persuader le peuple que le 25 avril n'est plus désormais qu'un souvenir."

Mensonge, poursuit la déclaration du POUS-PST, "la coalition POUS-PST refuse ces analyses mensongères. Elle en appelle au verdict des chiffres que tout le monde peut vérifier. La majorité du peuple a voté contre Sa Carneiro et contre le gouvernement de l'Alliance Démocratique! Les chiffres sont clairs: pour l'AD, 2 787 089 voix. Pour l'ensemble des partis qui se réclament de la classe ouvrière, 2 918 187 voix. En pourcentage, pour l'AD, 47,1%. Pour l'ensemble des partis se réclamant de la classe ouvrière, 49,3%."

"Les dirigeants du PS et du PC se réclament de la démocratie. La démocratie c'est la loi de la majorité. Où est la majorité? Chacun peut compter, la majorité est contre Sa Carneiro. Voilà le fait majeur que tous s'attachent à dissimuler. Pour une raison d'ailleurs bien simple, c'est que chaque travailleur, chaque exploité, à la lecture de ces chiffres ne peut qu'en tirer la conclusion qui

s'impose: il faut s'unir, il faut de toute urgence s'unir pour faire barrage à l'Alliance Démocratique et à son gouvernement. Il faut en finir avec la division!"

Dans quelques semaines auront lieu les élections présidentielles. Pour chaque ouvrier, chaque paysan, chaque exploité, il est impensable que le général fasciste salazariste Soares Carneiro soit élu par la division des rangs ouvriers. Il est impensable que les partis ouvriers, le PS et le PCP fassent élire le général Eanes, l'homme du 25 novembre 1975. Il est indispensable que puissent s'additionner toutes les voix des partis qui se réclament de la classe ouvrière et beaucoup d'autres encore, sur le nom d'un seul candidat ouvrier, présenté en commun par le PS et le PCP.

Au lendemain, comme au cours des élections législatives, cette aspiration à l'unité monte dans tout le pays. C'est cette aspiration que la coalition POUS-PST a exprimée avec force. Il est vrai que le 5 octobre un certain nombre d'électeurs se sont écartés du PCP et du PS. C'est le prix coûteux de la division systématique entretenue depuis des années par Soares et Cunhal. C'est la rançon d'une politique qui a repoussé une fraction (limitée) de la petite-bourgeoisie

vers l'AD (qui gagne 2,1% par rapport à décembre 1979), car elle n'a pas perçu chez les dirigeants du PS et du PCP la volonté de gouverner ensemble, comme le peuple leur en avait donné le mandat en 1976, puis en 1979, pour sauver le pays de la catastrophe. Cependant, on ne peut pas dire que la petite-bourgeoisie soit "passée à droite". Et une fois de plus, la classe ouvrière a démontré sur un terrain qui n'est pas le sien, qu'elle cherche à regrouper ses forces, qu'elle est debout malgré les coups recus, prête à se déployer face la réaction bourgeoise.

La grève des conducteurs de locomotive

Dix jours après les élections, l'assemblée générale des conducteurs avec le syndicat défiait le gouvernement réactionnaire de Sa Carneiro en décidant unanimement la grève générale illimitée, passant résolument outre à l'acte de réquisition de Sa Carneiro, afin d'obtenir la réintégration de deux militants renvoyés par la direction des chemins de fer. Contre la volonté des dirigeants du PC et du PS qui ont maintenu une fois la grève déclenchée un silence cri-

minel, les travailleurs imposaient leur unité et démontraient, à l'égard du bloc ouvrier constitué par les votes des travailleurs et des paysans, qu'ouvriers et paysans gardent toutes les ressources qu'ils ont conquises dans la révolution du 25 avril.

Après six jours de grève, le gouvernement Sa Carneiro était obligé de reculer et réintégrait les deux conducteurs licenciés. C'est un succès important pour la classe ouvrière.

Cette grève est un révélateur de toute la situation politique au Portugal. Bourgeoisie et prolétariat sont face à face, regroupant leurs forces. Prise à la gorge par la crise économique et sociale, la bourgeoisie doit donner des coups décisifs aux principales conquêtes de la révolution. Mais les masses ouvrières et paysannes, elles aussi prises à la gorge par les mesures anti-ouvrières, se défendent arc-boutées sur leurs conquêtes et se regroupent.

L'expérience de cette année a montré à la bourgeoisie que la brutale offensive qu'elle prépare doit être précédée de conditions qui dissolvent politiquement la classe ouvrière et la paysannerie. En effet, sur la base des résultats électoraux de décembre 1979, le gou-

(continue en page 19)

Avancée trotskyste

“Une désagréable surprise”

"Une désagréable surprise" c'est ainsi que le journal *Diário de Lisboa* du 6-10-80 qualifiait les résultats aux élections législatives obtenus par la coalition trotskyste du Parti Ouvrier d'Unité Socialiste et du Parti Socialiste des Travailleurs. La majorité de la presse portugaise en donne la même appréciation. "Saut imprévu" dit *O Diário*; *O Jornal* parle du "scandale" provoqué par cette "nouvelle vedette de l'échiquier des partis nationaux"; et *A Tarde* remarque que la "coalition trotskyste

POUS-PST a dominé les voix de l'extrême-gauche"

A quoi est due une telle émotion? Les chiffres en soi ne sont pas tellement élevés: 82 448 voix au POUS-PST; 60 154 voix au PSR, ce qui signifie un total de 2,2% des voix pour les organisations trotskystes. Cependant, tant la presse bourgeoise que les leaders du Parti Socialiste et du Parti Communiste sont d'accord pour leur attribuer une grande importance.

Une confusion de symboles?

Si les résultats connus, a eu lieu une volée de réactions. Le Parti Socialiste en particulier a déclaré, par le bouche

même de son plus grand dirigeant, l'ex-premier ministre Mario Soares, que le pourcentage élevé obtenu par le

POUS-PST était dû à une "confusion de symboles des partis", puis que les deux partis utilisent un poing levé. Déjà, avant les élections, le PS avait essayé de combattre les trotskystes avec le même argument. Les résultats, pour eux, confirment cette position.

Cette version, la seule qu'ont pu trouver les réformistes pour expliquer la "désagréable surprise" (aggravée par une baisse considérable de leurs voix), a été rejetée par la presse bourgeoise elle-même. Ainsi *O Jornal* du 10-10-80 soulève: "En 1979, le POUS s'est présenté seul dans cinq districts, où il a eu une moyenne de 0,7% des voix. Le simple fait de se présenter dans tout le pays a imprimé au parti une dynamique qui, potentiellement, pouvait lui faire obtenir des résultats supérieurs à ces 0,7%. A cela, s'ajoutent les voix du PST, qui a une certaine implantation dans le secteur étudiant et, par exemple, dans le secteur de la métallurgie de Aveiro".

L'explication est ailleurs

La presse portugaise n'est pas seule à faire ces constatations. Dans son édition du 13-10-80, le journal français *Le Monde* écrit: "l'explication (que donne le PS) est sans doute insuffisante; aussi bien le POUS que le PSR ont présenté à l'électorat un message original qui a sans doute trouvé un écho. Ils ont défendu la constitution d'un gouvernement PS-PC et la présentation à l'élection présidentielle de décembre prochain d'un candidat civil soutenu par la gauche unie".

Cette politique, que le POUS-PST a formulée dans le mot d'ordre "pour un gouvernement PS-PC sans patrons ni généraux" (partagé par le PSR) nous livre une partie de la clé du problème. C'est le fait de répondre à une aspiration des masses portugaises, celle de l'unité des partis ouvriers pour défaire la droite. Mais, ce qui est plus important encore c'est que ce vote reflète les six années de déceptions et de tromperies ressenties par les travailleurs portugais à cause des grands partis ouvriers. Ils sont déçus par les plans d'austérité du gouvernement de l'ex-Premier ministre Mario Soares, au service des grands capitalistes; par l'appui du PC aux gouvernements militaires postérieurs à la révolution; et par la politique des deux partis, d'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie. C'est ce qui a amené une frange importante de l'électorat à voter pour les partis qui ont un programme de classe et rejettent toute alliance avec les patrons et les militaires.

Ce sentiment est sans aucun doute plus important que ne le reflètent les chiffres électoraux: il est probable que beaucoup de travailleurs ont voté pour le PC et le PS pour ne pas voter à droite et parce que le trotskysme représente, pour le moment, une force trop petite pour vaincre la bourgeoisie. Mais le gain de 95 000 voix pour le POUS-PST



le PSR montre clairement le tournant des masses vers la gauche-lutte de classe, comme son rejet des partis traditionnels.

Une attitude indigne

Ici, nous ne pouvons pas passer sous silence l'attitude des camarades du Parti Socialiste Révolutionnaire, section portugaise du Secrétariat Unifié. Pendant ces élections, le PSR et le POUS-PST ont réalisé leurs campagnes autour de positions similaires pour l'unité du PC et du PS contre la bourgeoisie et les généraux. Cependant, malgré les propositions du POUS-PST de réaliser une campagne commune pour un "candidat travailleur contre les généraux" — la phrase est du PSR — les camarades ont refusé. Cette attitude

de a eu le malheureux résultat de présenter aux masses deux partis trotskystes, avec des positions similaires, mais chacun de son côté, et cela a sûrement contribué à diminuer le score électoral des trotskystes. En effet, si les deux partis, séparés, ont obtenu un total de plus de 140 000 voix, il est certain qu'une campagne commune en aurait obtenu beaucoup plus.

De plus, selon une nouvelle diffusée par *O Jornal* du 7-10-80, Francisco Louca, dirigeant du PSR, aurait déclaré que "l'avantage obtenu par le POUS doit être attribué à la confusion entre son symbole et celui du PS, pour les électeurs peu informés". Selon la même source, le PSR accepterait difficilement de discuter une campagne électorale commune pour les présidentielles de décembre et ses militants voteraient pour "un candidat ouvrier".

Les camarades du PSR doivent réfléchir

Un peu plus d'un mois s'est passé depuis ces déclarations et les camarades du PSR ne les ont toujours pas démenties. Malgré cela, comme c'est expliqué dans une lettre ouverte du POUS-PST à la direction du PSR, nous ne voulons pas croire que les camarades se sont abaissés à la campagne infâme des stalinien et des sociaux-démocrates contre les 82 000 travailleurs qui ont voté pour la coalition. Nous préférons penser qu'il s'agit d'une erreur, délibérée ou non, de la presse bourgeoise.

En même temps, les camarades se sont prononcés pour un candidat ouvrier contre les généraux pour les prochaines élections. "Mais ils doivent reconnaître — poursuit la lettre — que le camarade Aires Rodrigues est, en plus d'un travailleur contre les généraux, un

militant trotskyste."

Par conséquent, les camarades doivent réfléchir. Ils portent déjà la responsabilité d'avoir divisé le trotskysme face à la bourgeoisie et à la bureaucratie ouvrière, afin de réaliser leur propre campagne, assez faible par rapport à celle du POUS-PST: ni Soares, ni Cunhal, ni la presse bourgeoise n'ont reconnu le PSR comme une force à prendre en compte.

"Nous sommes convaincus — conclut la lettre — que vous saurez laisser de côté toute considération personnelle et toute susceptibilité secondaire pour prendre la place qui vous revient aux côtés du POUS et du PST, dans la campagne d'unité que dirigera le camarade Aires Rodrigues."

Antonio Miranda

Conférence Mondiale Ouverte Continuons le combat

Nous informons nos lecteurs que le premier numéro de *Correspondance Internationale-La Vérité*, revue politique-théorique trimestrielle du Comité Paritaire, vient de paraître.

Ce premier numéro est consacré au *Projet de Thèses pour la réorganisation (reconstruction) de la Quatrième Internationale*, qui sera soumis à la discussion au cours de la Conférence ouverte du mouvement trotskyste.

Depuis l'après-guerre, la lutte de classe développée dans tout sa richesse a posé toute une série de problèmes, notamment le plus important: l'instauration d'États ouvriers bureaucratiques sous des directions petites-bourgeoises, obligées à rompre avec la bourgeoisie sous la pression révolutionnaire des masses. Ce phénomène et ceux qui en découlent n'ont pas été suffisamment analysés dans notre document de fondation, le *Programme de Transition*. Ces thèses les abordent donc d'un point de vue théorique et programmatique. Mais comme le souligne la préface des Thèses, seule la méthode du *Programme de Transition* permet de trouver l'explication adéquate à ces phénomènes.

Ces Thèses réaffirment que le *Programme de Transition* est plus actuel que jamais, surtout son axe central: la construction des partis révolutionnaires de la IVème Internationale pour résoudre la crise de direction du prolétariat et mener jusqu'au bout la révolution socialiste mondiale.

Avec la Conférence Mondiale Ouverte, les trois tendances qui ont constitué le Comité Paritaire se dissolvent et créent la *Quatrième Internationale (Comité International)*. Ce sera un nouveau pas en avant qualitatif vers la réorganisation du mouvement trotskyste pour renverser le processus désagréable du révisionnisme. C'est la reprise de la lutte du Comité International de 1953 qui n'était dressé pour faire front au révisionnisme liquidateur mais qui, à cause de la politique du Socialist Workers Party, son soutien principal, n'a pu le déraciner définitivement. La Conférence Ouverte et l'approbation des Thèses donneront aux trotskystes attachés aux principes le cadre politique et organisationnel nécessaire pour continuer la grande tâche commencée par Trotsky en 1938: la construction du Parti Mondial de la Révolution Socialiste. Cela au cours de l'étape la plus révolutionnaire de l'histoire.

Tous les trotskystes qui veulent participer à cette grande tâche ont leur place dans cette Conférence, et en premier lieu ceux qui sont regroupés dans le Secrétariat unifié.